

# Cahiers du Mapinduzi 6

La place de l'Afrique dans  
un monde en transformation





# Cahiers du Mapinduzi 6

## La place de l'Afrique dans un monde en transformation

Editeurs Mapinduzi Unit :

Flaubert Djabateng et Christiane Kayser

Textes de Helmut Asche, Biregeya Bernardin, Andrea Böhm,  
Abu Conteh, Isaac Dakono, Flaubert Djabateng, Martin Doevenspeck,  
Maria Grosz-Ngaté, Martin Harder, Jean-Pierre Lindiro Kabirigi,  
Josepha Kalubi, Christiane Kayser, Sulaiman Foday Kamara,  
Braima Koroma, Joseph Mustapha Macarthy, Kä Mana,  
Achille Mbembe, Nene Morisho, Cornelius Oepen, Emmanuel Osuteye,  
Sung Park, Jean-Pierre Olivier de Sardan, Katja Werthmann-Kirscht



**Zenü Network**  
www.zenu.org

Une publication de Zenü Network,  
un réseau des organisations de la société civile,  
basé à Bafoussam au Cameroun

En coopération avec



**Gouvernance  
en Afrique**

**Brot  
für die Welt**

Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW) –  
(Pain pour le Monde – Service protestant de Développement)  
Financé par le BMZ (Bundesministerium für  
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand  
pour la Coopération Economique)

Tous droits réservés pour tous pays

Mai 2022

Copyright © by Zenü Network / Mapinduzi Unit  
Bafoussam

Tableau en couverture : Les éditeurs remercient Barthélémy Toguo et sa galeriste  
Nathalie Berghege pour l'aimable autorisation d'utiliser la reproduction de l'oeuvre  
d'art en couverture.

Traductions de l'Anglais et de l'Allemand: Didier Debord, Thierno Diallo et Afidi Towo  
Production et conception : Eberhard Delius, Berlin  
Mise en page : Reih's Satzstudio, Lohmar

**contact :**

**Flaubert Djabateng : fdjabateng9@gmail.com**



## Sommaire

Christiane Kayser	
Mapinduzi dans un monde secoué par la pandémie et la guerre . . . . .	7
<b>Hommage à Ambroise</b>	
« <i>Un jeune ne meurt pas, il perd la vie</i> » . . . . .	11
Andrea Böhm	
Le racisme en Europe : nous, les éternels racistes	
<i>Un essai</i> . . . . .	17
Achille Mbembe	
Lettre aux Allemand.e.s . . . . .	25
Jean-Pierre Olivier de Sardan	
« <b>Compter sur ses propres forces</b> »	
<i>Face à la dépendance à l'aide, promouvoir les experts contextuels</i> <i>dans les politiques publiques en Afrique</i> . . . . .	33
Isaac Dakono	
Copier-coller et incohérence en Afrique	
<i>Vers une refondation afin que refleurissent nos Etats</i> . . . . .	59
Jean-Pierre Olivier de Sardan	
Le rejet de la France au Sahel : mille et une raisons ? . . . . .	71
Helmut Asche, Maria Grosz-Ngaté, Martin Harder, Christiane Kayser, Cornelius Oepen, Katja Werthmann-Kirscht	
Après les coups d'Etat au Burkina Faso et au Mali . . . . .	79

Flaubert Djateng	
<b>Responsabilité et résilience</b>	
<i>Les Camerounais face à la pandémie de la Covid-19</i> . . . . .	85
Ulimwengu Biregeya Bernardin	
<b>A la racine du covido-scepticisme, le ping-pong des politiques</b>	
<b>et des scientifiques</b> . . . . .	91
Kä Mana	
<b>L'homme congolais et sa société dans le miroir du coronavirus</b> . . . . .	99
Nene Morisho, Josepha Kalubi, Sung Park et Martin Doevenspeck	
<b>Identiques mais différents : Une comparaison entre la maladie</b>	
<b>à virus Ebola et la Covid-19 après l'épidémie d'Ebola</b>	
<b>dans l'est de la RDC (2018–2020)</b> . . . . .	111
Emmanuel Osuteye, Braima Koroma, Joseph Mustapha Macarthy,	
Sulaiman Foday Kamara, Abu Conteh	
<b>Lutte contre la COVID-19 en Sierra Leone : le rôle crucial</b>	
<b>des organisations communautaires face à une pandémie croissante</b>	118
Jean-Pierre Lindiro Kabirigi	
<b>COVID-19 : « Plus rien ne sera comme avant » !</b> . . . . .	141
<i>WATHI No. 9</i>	
<b>Les leçons de la crise de la COVID-19 en matière de gouvernance</b>	
<b>en Afrique de l'Ouest</b> . . . . .	149
<i>WATHI No. 8</i>	
<b>Les leçons de la COVID-19 pour les économies d'Afrique de l'Ouest</b> . . .	156

# Mapinduzi dans un monde secoué par la pandémie et la guerre

Christiane Kayser\*

Ce nouveau Cahier du Mapinduzi paraît avec un certain retard et touche contrairement à notre habitude à plusieurs thématiques essentielles.

Nous nous sommes vus avec les collègues du Mapinduzi la dernière fois à St Louis du Sénégal en février 2019. Nos débats tournaient autour du rôle des jeunes dans l'Afrique d'aujourd'hui et des questions de gouvernance. Nous y avons également honoré la mémoire de notre ami et collègue malien Ambroise Dakouo. Vous trouverez un hommage à lui en ouverture de cette publication. Que la terre lui soit légère !

Tout d'abord la pandémie de la COVID-19 a bouleversé nos habitudes et a pratiquement bloqué le monde, puis la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine change le monde autour de nous et influence les relations entre personnes et peuples, entre le Sud et le Nord.

Nous avons donc décidé de regarder dans cette publication plusieurs facettes des transformations et de leurs répercussions toujours avec le souci de contre-carrer les divisions qui nous menacent et de trouver des pistes vers un dialogue entre égaux.

Une première thématique est celle du **racisme européen** envers les Africains qui a tendance à reprendre du poil de la bête ou du moins à devenir plus visible. Même s'il y a des progrès, entre autres par rapport à la restitution d'objets d'art et à l'écoute des citoyens Noirs dans plusieurs pays européens, la tendance générale renforce les populistes racistes dans plusieurs pays européens, notamment la France.

\* consultante, membre du Mapinduzi

Nous avons choisi deux textes de 2020.

Notre collègue Andrea Böhm, journaliste à l'hebdomadaire « Die Zeit », sonde les racines de ce racisme et nous oblige à regarder courageusement en face notre histoire commune marquée par le colonialisme.

Nous avons ensuite pris l'exemple de la chasse aux sorcières contre le Camerounais Achille Mbembe accusé d'antisémitisme par certains milieux en Allemagne. Sa « Lettre aux Allemand.e.s » publiée dans le quotidien « taz » (Die Tageszeitung) développe de façon magistrale l'évolution de sa pensée et démontre une fois de plus sa portée universelle au-delà des origines des uns et des autres.

Notre deuxième thématique est celle de la situation alarmante dans **les pays sahéliens** qui insécurise et paupérise les populations et risque d'embraser toute la région. Les conflits armés se multiplient et le local est souvent dominé par les crimes de groupes djihadistes, mais aussi des armées étatiques qui se déchainent contre leurs propres citoyens.

Mais comment en est-on arrivé là ?

Isaac Dakono de l'Association pour la refondation de la gouvernance (ARGA) au Mali analyse les défaillances des Etats dans cette région comme racine des problèmes d'aujourd'hui, les démocraties électoralistes qui ne sont que façades répressives, et souligne la nécessité d'une administration enracinée localement et au service des populations.

Jean-Pierre Olivier de Sardan du LASDEL au Niger va dans la même direction en soulignant la nécessité de s'appuyer sur les expertises contextuelles bien présentes et explique comment « l'aide » des bailleurs occidentaux entrave une telle évolution, notamment dans l'administration publique. Il développe des pistes comment pouvoir « compter sur ses propres forces » pour stabiliser ces pays en crise.

Le comité Sahel de l'Association des Africanistes en Allemagne (VAD) semble adhérer à la citation avec laquelle de Sardan ouvre son texte : « *Nous encourageons l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide. Mais en général la politique d'assistance et d'aide n'aboutit qu'à nous désorganiser, à nous asservir et à nous déresponsabiliser* » –Thomas Sankara, discours du 4 octobre 1984 à l'Assemblée générale de l'ONU. Dans une prise de position de janvier 2022 il exhorte les décideurs européens, notamment allemands, à renverser leur pers-



pective dans la coopération avec les pays du Sahel et à partir du local et des initiatives des sociétés civiles dans le sens large du terme.

Finalement Olivier de Sardan analyse les multiples raisons du rejet de la France au Sahel et propose d'en tirer des conséquences.

Une troisième thématique est celle de la **pandémie de la COVID-19** et de ses retombées sur les populations africaines.

Flaubert Djateng de Zenü Network partage les expériences de son réseau au Cameroun et les tactiques des populations par rapport au danger de la pandémie, le développement de médicaments locaux, mais aussi leur méfiance profonde envers les décideurs.

Jean-Pierre Lindiro Kabirigi de la RDC analyse les changements survenus à la suite de la pandémie et parle des théories de conspiration qui fleurissent et du « business » que la pandémie a engendré.

Les collègues de Pole Institute à Goma, dont son manager Nene Morisho, développent dans plusieurs articles parus dans leur publication « Regards Croisés » les effets et réactions à la pandémie en RD du Congo. Les défaillances de l'Etat congolais sont là aussi mises en lumière.

De la Sierra Leone nous vient une analyse scientifique du rôle central des initiatives communautaires dans la lutte contre la COVID à Freetown.

Enfin nous reprenons ici les excellentes synthèses du think tank WATHI sur les effets politiques et économiques de la pandémie sur les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Il ne nous a pas encore été possible d'inclure des analyses et opinions sur les retombées de la guerre de Poutine contre l'Ukraine que – pour une fois – les populations européennes vivent comme une menace directe contre eux, leurs valeurs et leurs cultures.

D'un côté cela marginalise déjà visiblement - dans les opinions et décisions occidentales – les conflits dans d'autres régions du monde, notamment le Sahel et au-delà toute l'Afrique occidentale, mais aussi les conflits en RDC qui n'ont jamais cessé et les troubles de la partie anglophone du Cameroun qui perdurent.

Aussi les pénuries dues à la guerre en Ukraine, notamment en blé et en pétrole, risquent de provoquer des catastrophes humaines graves en Afrique. Déjà les prix montent inexorablement...

D'autre part, la propagande russe, notamment transportée par le groupe Wagner dont les activités vont bien au-delà du simple mercenariat, semble faire beaucoup d'adeptes dans les réseaux sociaux en Afrique. Le slogan « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » entraîne des Africains – à juste titre dégoûtés par les politiques surtout françaises, mais aussi américaines et européennes dans leurs pays, et par les dirigeants maintenus par ces politiques – vers une sympathie, voire un soutien, aux actions inhumaines et criminelles de Poutine qui risquent de coûter chère aux peuples non seulement en Ukraine, mais aussi en Russie.

Une guerre sur le sol européen au XXI<sup>e</sup> siècle semblait impossible, mais pourtant elle est là et a des effets bien au-delà de l'Europe.

Les valeurs autour d'une paix juste et d'une gouvernance démocratique ne se défendent pas seulement en Europe. L'Afrique a un rôle prépondérant à y jouer et ses jeunes générations doivent participer au dialogue sur le monde de demain. Malheureusement très peu de dispositifs existent pour créer des opportunités favorables aux jeunes.

Mapinduzi va organiser une conférence sur la situation dans les pays sahé-liens et sur les effets de la guerre en Ukraine afin de croiser les regards sur ces questions essentielles.

En attendant nous espérons que cette publication pourra susciter des dialogues fructueux sur ce monde en transformation autour de nous.

# Hommage à Ambroise

« Un jeune ne meurt pas, il perd la vie »

Sur le chemin de son accomplissement, au firmament de la gloire, Ambroise DAKOUO fut arraché à l'affection des siens, encore inconsolables.

## De l'homme et son itinéraire,

Il naquit dans les années 1980, précisément le 07 Décembre 1982, à Abidjan en côte d'ivoire. D'une famille modeste, alors, son père Etienne, entrepreneur évoluant dans le secteur de la construction de Bâtiment, et sa mère Assetou Sabine DAKOUO, ménagère. De sa naissance, il est vrai jumeau avec Nicola, son petit frère. Il est donc le premier né d'une famille de trois enfants. Lui et son frère jumeau et leur sœur jennette.

Dans sa petite enfance, il saisit la vie à plein bras, dans les rues d'ASINI au bord de la mer et de la lagune des Ebriés, village qui attire une forte affluence humaine grâce à sa plage, et ses infrastructures hôtelières. Très tôt il aperçut cette dimension plurielle et implacable de l'existence humaine. Il fut alors pétri des réalités de la vie qui l'entouraient et qui le convoquaient à un brutal réveil.

Ce faisant, A l'âge de 8 ans il retourne au bercaïl, dans son pays d'origine, le Mali, pour y poursuivre ses études élémentaires. D'abord dans son village à Mandiakuyi auprès de sa communauté, les bwa, au travers lesquels il s'identifie pour le restant de sa vie. Ce village est une circonscription administrative du cercle de Tominian. Ensuite, à Bougouni chez sa tante, pour ses études secondaires, après l'obtention du Diplôme d'Etude Fondamentale (DEF). A l'obtention de son baccalauréat, il s'inscrit alors à l'université de Bamako, à la Faculté des Lettres, langues et Sciences Humaines (FLASH), en filière Sociologie, d'où il en sort avec une Maîtrise en Sociologie et Anthropologie en 2007. Il intègre en 2006 le Centre d'Expertises politiques et Institutionnelles en Afrique (CEPIA), y effectua un stage, dans le cadre de la pré-

paration de son mémoire de fin d'étude universitaire. Il finit alors par y rester et faire son chemin dans la même dynamique avec la création en 2008 de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique ARGAMali, qu'il finit lui-même par diriger en tant que coordinateur national jusqu'à son rappel à Dieu.

« C'est en 2006 que j'ai connu Ambroise, il est venu comme stagiaire au Centre d'Expertises politiques et Institutionnelles en Afrique (CEPIA) qui était dirigé par moi-même à l'époque. Il est parti du néant pour être le symbole, la référence d'une jeunesse responsable et engagée. Il avait la soif de la connaissance et surtout la curiosité intellectuelle dans tous les domaines. Ambroise était Ouvert, engagé avec une complicité inimaginable, il s'est auto-formé, il s'est beaucoup impliqué dans la formation et le recrutement des jeunes.

Il était devenu l'icône, et le symbole de l'ARGAMali, c'est pour cette raison que sa mort a été une grande perte pour moi et pour toute la communauté scientifique. Ambroise était un pilier, un visionnaire, avec un caractère indescriptible. Je suis vraiment touché par sa disparation »

Propos recueillis de Dr Ousmane SY Président du conseil régional de l'ARGA

De son vivant, il fut le symbole d'une jeunesse dynamique et dévouée. Sa famille, ses ami(e)s et ses collaborateurs, tous retiennent de lui, un jeune brillant, courageux et généreux.

Il était brillant, car il fut un assoiffé de connaissance, son paquet de diplômes et de production intellectuelle en disent long. La chose qu'il a toujours mis au premier plan dans sa vie, c'est se former, se former, et se former. Il aimait bien dire : « le seul combat qui vaille, est celui de l'excellence » « Sortons de nos zones de confort pour réaliser de grandes choses » « la route est longue, le chemin rocailleux, mais on y arrivera, et la victoire est certaine » Dixit son ami Isaac DAKONO en souvenir de lui.

Il était courageux, malgré les grands défis qui se posaient à lui, seul, il a su se faire un chemin au-devant d'une adversité imparable. Il a conquis et vaincu la peur d'avancer avec des initiatives propres. En cela, il a contribué dans la formation des jeunes au Mali à travers plusieurs programmes et aussi à tra-



« Ambroise était un homme crédible, humble, plein de sagesse et il avait un sens de l'honneur bien élevé. Toujours souriant, Ambroise avait des qualités incommensurables, dévoué pour le travail et prêt à servir partout si nécessaire. Sa mort a été une tragédie pour moi et surtout pour toute la communauté scientifique. Comme le dit un proverbe quand on décide de venir, on doit être prêt pour partir »

Sory Coulibaly ancien Responsable du département documentation et débats publics au centre Djoliba et ami du défunt

vers ses écrits. Il n'a jamais manqué l'occasion de se rendre utile pour la bonne cause. En cela, on le retient tel un symbole.

Il était généreux, dans le partage de la connaissance, il aimait les espaces de dialogue ou il faisait valoir ses idées sans langue de bois mais avec finesse. Telle une source qui court vers son confluent, il a toujours apporté là où on l'attendait. Philosophe il était, il disait assez souvent « nous sommes dans le monde mais nous ne sommes pas de ce monde ».

Ces propos et témoignages, illustrent à suffisance ce qu'il a été, et sa perte est sans nul doute une des plus douloureuses pour sa famille, ses proches et collaborateurs.

« Ambroise m'a connu à l'université. Ensuite nos relations se sont renforcées sur le plan professionnel à l'ARGA-MALI. Il était assidu, avec une passion pour les livres. Ambroise était un véritable chercheur, Formateur, galant, brillant, généreux, modeste et très calme. Il était unique dans son genre, avec une simplicité manifeste. Sa mort fut une hécatombe dans ma vie de couple. Même à nos jours je n'arrive pas à toucher à ses documents personnels. Je suis marqué de tous les côtés car j'ai perdu un être cher, mon Ami, mon Confident, mon conseiller et mon mari. »

Propos recueillis de son épouse, Madame Nana Alassane TOURE

## **De son cursus universitaire,**

Il effectua de nombreuses études universitaires

- ◆ 2003–2007 : Maitrise en Sociologie à l’Université de Bamako, Mali.
- ◆ 2009–2011 : Master II en décentralisation et ingénierie du développement local (IUDT), a l’Institut Universitaire de Développement Territorial, Bamako/ Mali;
- ◆ Juin et Juillet 2012 : Stage de 3 mois a l’École Nationale d’Administration (ENA Paris-France)
- ◆ 2013–2014 : Master II a Institut des Hautes Études Internationales et du Développement (IHED), DPP (Développement et Politique Pratique) de Genève, Suisse;
- ◆ 2012–2015 : DEA (Diplôme d’Étude Approfondie) a l’Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA) du Mali;
- ◆ 2014–2016 : Master II a l’Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), de Paris, France;
- ◆ 2018 : Doctorant en Anthropologie, a l’institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée (ISFRA) du Mali;

## **De sa bibliographie,**

A son actif plusieurs ouvrages et articles :

### **Ouvrages :**

- ◆ Gouvernance participative et Pratique de la démocratie au MALI, publié à l’Harmattan en mai 2013 avec le Docteur Modibo Keita, co-auteur ;
- ◆ Etude du Secteur de la Sécurité au Mali : Analyse et recueil des textes applicables à la réforme du secteur de la sécurité (RSS) en collaboration avec Docteur Seydou Doumbia) (2016)
- ◆ Repenser la Gouvernance au Mali, octobre 2014, Compilé des résultats du forum multi-acteur sur la gouvernance au Mali, membre de la rédaction,

### **Les articles, policy briefs et notes analytiques :**

- ◆ Les mécanismes locaux de règlement des conflits face à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité au Mali (2017) ;

- ◆ Quel type de gouvernance pour une réparation saine et équitable en faveur des victimes (2017);
- ◆ Dialogue national au Mali : Leçons de la conférence de 1991 pour la sortie de crise au Mali en 2016;
- ◆ Les pratiques du dialogue intercommunautaires pour la paix et la réconciliation au Mali : Expériences et analyses (2016);
- ◆ De l'impertinence des réformes politiques et institutionnelles en faveur des jeunes au Mali;
- ◆ Les jeunes maliens dans le contexte de la crise d'État : Repères sociaux et constructions politico institutionnelles;
- ◆ État et défaillance dans la gestion des affaires publiques;
- ◆ Les grands principes et initiatives post conflictuelles au sein des collectivités locales au Mali;
- ◆ Perspectives sur la réforme du secteur de la sécurité au Mali : Acteurs, stratégies et enjeux de Gouvernance;
- ◆ Cartographie, structure et acteurs de la Gouvernance locale à Tombouctou;
- ◆ Communautés locales, déplacées et réfugiées : défis et opportunités pour la réconciliation et la réintégration communautaire;
- ◆ Enjeux de gouvernance et refondation de l'État post-crise 2012 au Mali;
- ◆ Jeunesse et réinvention de la gouvernance post crise au Mali;
- ◆ Gouvernance démocratique et décentralisation au Mali : Concepts, défis et stratégies;
- ◆ Démocratie locale et facteurs d'ingouvernabilité au Mali;
- ◆ La décentralisation comme facteur de développement et de cohésion sociale;
- ◆ La conquête du pouvoir au Mali par les jeunes au lendemain du coup d'État du 22 Mars 2012 : Idéologie de l'alternative politique et stratégies.

Sans dire adieu, et sans autre forme de protocole, AMBROISE s'en est allé au soir du 22 Octobre 2018 à la suite d'un accident de circulation sur la RN6, à 40 km de Ségou (la quatrième région administrative du Mali). Il est parti à la fleur de l'âge avec ces projets, le cœur rempli, et la mission accomplie.

Il y'a tant de chose à dire sur l'homme, qui a su éveiller les esprits, marquer son temps et influencer sa génération.

On le dit, et nous osons croire et espérer que « la mort est une nouvelle naissance dans un paradis mystérieux que nul ne connaît vraiment, un paradis où

vivent les défunts, des défunts heureux de voir les proches mener leur vie sur terre avec joie et dans la pleine conscience du bonheur de vivre ».

Cher Ambroise, tu es parti en laissant derrière toi une veuve, deux enfants (un garçon et une fille), des ami(e)s, et collaborateurs inconsolables qui espèrent et gardent foi. Tu restes ancré en eux car « Mourir n'est point mourir; Mourir n'est point disparaître; Mourir sur terre c'est renaître dans un monde plus beau, un monde meilleur ».

Hommage à toi grand guerrier de la liberté, pour une félicité lointaine et une cité nouvelle dans laquelle nous ne sommes pas sûrs d'entrer.

*Qu'Allah dans sa miséricorde t'accueille dans son paradis*  
DORS EN PAIX AMBROISE DAKOUO



# Le racisme en Europe : nous, les éternels racistes

Un essai

Andrea Böhm\*

**La montée en puissance de l'Europe aurait été impossible sans l'exploitation coloniale et l'esclavage. Nous ne pouvons combattre le racisme que si nous nous confrontons à l'histoire. C'est ce que nous allons faire maintenant.**

## Nous, les éternels racistes

Commençons par une petite expérience pour toutes les lectrices et tous les lecteurs blancs. Dites la phrase suivante à voix haute : « Nous sommes racistes. » Encore une fois : « Nous sommes racistes. » Quelque chose se hérissé en vous ? En moi aussi. Qu'est-ce que cela veut dire, nous sommes des citoyens tolérants, nous sommes épouvantés par le meurtre de George Floyd par un policier aux USA. Nous exécrons tous ceux qui s'en prennent aux êtres humains d'une autre couleur de peau ou d'une autre origine ou qui les insultent – où que ce soit. Le problème est le suivant : cela ne suffit pas.

Il ne faut pas comprendre la phrase « Nous sommes racistes » comme une auto-accusation, mais plutôt comme un simple constat. Nous sommes imprégnés de racisme à travers d'innombrables images et récits dont nous avons été abreuvés depuis notre enfance. Dans les cours d'histoire, les films, les spots publicitaires, les informations télévisées, les journaux. Je ne parle pas ici de vieux livres ou articles dans lesquels les Noirs sont encore désignés par le terme de nègre, ni des films à grand succès du miracle économique comme *Toxi*, sur des « enfants métis », certes mignons mais gênants. Je parle de notre image

\* journaliste à l'hebdomadaire »Die Zeit« et écrivaine

du monde et de notre image de nous-mêmes en tant qu'Européens éclairés, conscients de leur passé.

On ne s'affranchit pas du racisme par des minutes de silence en hommage à ses victimes ou par des statues que l'on déboulonne – pour aussi importantes et justifiées que puissent être de telles actions. On ne combat véritablement une telle idéologie que lorsqu'on a la volonté d'en comprendre la dimension historique. Cela, nous ne l'avons jusqu'ici fait sérieusement ni en Allemagne ni en Europe.

Cela est d'autant plus étonnant que la conscience historique est considérée comme une vertu primaire nationale et européenne. Comme un pilier d'une Allemagne démocratique après l'ère nazie et la Shoah. Comme le fondement de la réconciliation après deux guerres mondiales et, faisant, de l'Union européenne. Cette vertu s'arrête toutefois à ses côtes. Le passé de l'Europe au-delà de la Méditerranée et de l'Atlantique est masqué derrière un voile de refoulement et de déformation de l'histoire. Pourquoi ? Parce que l'histoire du racisme est également l'histoire du colonialisme et, de ce fait, de notre prospérité. Parler des racines du racisme touche à l'essentiel. Mais cela devient peut-être précisément possible maintenant – stimulé par toute une palette d'évolu-



Scène de la colonie allemande d'Afrique orientale allemande (actuellement Tanzanie, Burundi, Ruanda et une partie du Mosambique), vers 1910. © Haeckel Brothers/Paul Thompson/FPG/Hulton Archive/Getty Images

tions qui, au premier regard, n'ont rien à voir l'une avec l'autre, aiguillonné par nos réactions au meurtre du Noir George Floyd par un policier. Pour certains d'entre nous, une telle polémique sur l'émergence de nos privilèges semble être une menace pendant une période pour le moins menaçante. En réalité, c'est une chance.

## « Les autres là-bas »

En Europe, il s'agit concrètement de vaincre deux mensonges collectifs de toute une vie. Le premier est spécifiquement allemand : nous avons déjà suffisamment contribué au traitement des crimes passés avec la « culture du souvenir » de l'holocauste et de la dictature nazie - et nous n'étions de toute façon pas réellement impliqués dans la colonisation. Les habitants des anciens « protectorats » allemands voient les choses différemment. Au Cameroun, au Togo, en Tanzanie et notamment en Namibie où les peuples Ovaherero et Nama, des « races inférieures » selon l'idéologie coloniale, furent victimes du premier génocide allemand, au début du vingtième siècle. Ce mensonge allemand est intimement enchâssé dans un autre, européen selon lequel le colonialisme était certes une affaire brutale, mais il y a déjà si longtemps. En outre, les « autres là-bas », en Afrique, en Asie et en Amérique latine ont bénéficié du chemin de fer, des écoles et des instructions pour devenir des États nationaux. Autrement dit, l'accès à la modernité. Ou, dans le cas de la Grande-Bretagne, comme le formule Boris Johnson : la « bénédiction de l'empire britannique », ce que l'on peut considérer comme un impressionnant exploit de refoulement, les historiennes et les journalistes ayant depuis des décennies révélé l'ampleur de la violence et de l'exploitation du colonialisme. *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, l'œuvre classique du journaliste uruguayen Eduardo Galeano, date de 1971, *Les damnés de la terre*, de Frantz Fanon, sur les conséquences des pillages européens en Afrique, parut en 1961. Le crime contre l'humanité que représente la traite des esclaves est documenté en détail, même s'il y avait encore beaucoup à en dire, ainsi que les atrocités des administrations coloniales britannique, italienne, allemande, belge ou néerlandaise.

## « Les fonds baptismaux de notre ère moderne »

Mais ces connaissances restèrent longtemps bloquées dans la niche des études postcoloniales, elles furent occultées par les conflits idéologiques de la Guerre froide et, une fois ceux-ci terminés, par la démesure de la soi-disant victoire de l'Occident (blanc). Ce ne furent que les récents débats autour des musées en Europe – en Allemagne, notamment autour du forum Humboldt – qui, pour la première fois, touchèrent la corde sensible historique de ce côté-ci de l'Atlantique. On mit un certain temps à admettre que nos musées étaient pleins de pièces volées dans les anciennes colonies. Cela nous impose toutefois maintenant, que nous le voulions ou non, de nous interroger sur ce que l'Europe a volé dans ses colonies, outre des masques, des lances, des statues ou des crânes humains. La réponse : d'un point de vue matériel presque tout ce qui fut nécessaire à son essor, donc à l'émergence de l'ère européenne, occidentale blanche. Le caoutchouc, l'or, l'argent, le cuivre, l'ivoire, le coton, le sucre. Et des millions d'esclaves.

Comme je l'ai dit, les connaissances sur le sujet sont depuis longtemps disponibles en quelques clics. Mais elles ne font toujours pas partie de notre récit européen qui devrait être le suivant : nos acquisitions techniques et intellectuelles – que ce soit l'industrialisation ou les Lumières – n'auraient pas été possibles sans le pillage des colonies, sans la mort et l'esclavage de millions de personnes. Le racisme en tant qu'idéologie n'est pas une version de la haine de groupe telle qu'elle a toujours existé dans le monde. Il fut adapté aux expéditions criminelles européennes dans les colonies. Un projet de l'élite blanche du dix-huitième siècle dans lequel des biologistes, des médecins, des philosophes et idéologues tentèrent d'étayer pseudo-scientifiquement et moralement la hiérarchisation des hommes en « supérieurs et inférieurs ». Et, de ce fait, également la montée de l'Europe et de l'Occident en tant que puissance « civilisatrice ». Le philosophe camerounais Achille Mbembe décrit un jour la traite des esclaves et l'économie de plantation comme étant les « fonds baptismaux de notre ère moderne ». Le reconnaître est la première étape pour étudier en profondeur le racisme du présent.

Peut-être sommes-nous sur le point de le faire. En Allemagne comme en Europe. Il serait grand temps de vouloir supprimer le mot « race » de la loi fondamentale, ainsi que de déboulonner les statues de bronze des mar-

chands d'esclaves ou de renommer les rues et les bâtiments qui portent toujours le nom de « héros » allemands des colonies africaines. Paul von Lettow-Vorbeck, Adolph Woermann, Adolf Lüderitz. Ils ne doivent toutefois pas disparaître de notre mémoire collective. Au contraire : ils sont des éléments d'une histoire commune de l'Europe, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. Celle-ci requiert également une nouvelle vision sur nos personnalités historiques emblématiques. « L'humanité est dans sa plus grande perfection dans la race des Blancs... les nègres sont beaucoup plus bas. » Cette phrase est d'Emmanuel Kant, le philosophe des Lumières, mais également un représentant de l'idéologie européenne du racisme. L'un n'exclut pas l'autre.

## Il ne suffit pas de changer le programme de télévision

Un certain nombre de choses commencent à vaciller si nous prenons au sérieux cette archéologie politique. Pas uniquement notre vénération sans limite des penseurs européens, mais également notre récit tenace, remontant déjà à l'époque de Kant, d'une Afrique en tant que continent sans visage, alternativement perdue sans l'aide des Blancs ou qui s'en sortirait mieux sans les Africains. Nous sommes aujourd'hui encore abreuvés d'images d'enfants noirs nourris et câlinés par des humanitaires blancs, alors que les adultes noirs font de la figuration à côté d'eux, impuissants. Au cas où la question se pose réellement maintenant : oui, l'infantilisation de sociétés entières et la propre surestimation de soi en tant que sauveur blanc, même si elle part d'un bon sentiment, est un stéréotype raciste. Il en est de même pour le cliché de l'Afrique en tant que « nature sauvage intacte » avec le plus possible de lions et le moins possible d'Africaines et d'Africains, tel que le reproduisent aujourd'hui encore les séries télévisées et les documentaires sur la nature. Un grand nombre des spectaculaires parcs nationaux d'Afrique remontent à la pratique coloniale (également des Allemands) de vider de leur population des régions entières par la violence pour en faire des « réserves naturelles et de chasse » – et ce, bien sûr, uniquement pour ces messieurs les Blancs. Voilà ce qu'il convient au minimum de savoir avant de réserver le prochain safari de notre ère post-corona.

Une confrontation sincère avec le colonialisme et le racisme ne se traduit pas uniquement par un autre programme de télévision, elle impose de se poser la question du dédommagement et des réparations.

Les Ovaherero et les Nama les revendiquent, ainsi que les survivants des camps de torture britanniques dans la colonie kenyane ou les parents des victimes des massacres néerlandais en Indonésie. Au cours des dernières années, on a promis de l'argent à certains d'entre eux – le plus souvent des sommes honteusement basses que l'on obtiendrait dans un procès en réparation en Europe pour un nez cassé. Mais les plaignants africains et asiatiques étaient tout simplement heureux que l'on reconnaisse déjà ces crimes sur un plan juridique.

Dès qu'apparaît le mot « indemnisation » dans les débats sur les crimes coloniaux et l'exploitation matérielle, les anciennes puissances coloniales ne tardent pas à répliquer : Pourquoi ? Nous leur faisons à « eux dans le sud » depuis des dizaines d'années des virements pour l'aide humanitaire. Le gouvernement fédéral a lui aussi constamment argumenté ainsi contre les exigences des Ovaherero et des Nama. C'est un vieux réflexe de défense qui fonctionne toutefois de moins en moins bien au fur et à mesure que les représentants du sud global s'immiscent dans les débats autour de la *shared history*, de l'histoire commune du colonialisme.

## **Nous profitons aujourd'hui encore de l'héritage colonial**

Prétendre que notamment les Africaines et Africains se réfugient derrière le colonialisme pour détourner l'attention de leurs propres échecs après l'indépendance est une usurpation très blanche. Dans pratiquement tous les pays du sud global, des mouvements sociaux étaient et sont actifs contre la corruption, la paupérisation et l'autoritarisme. Pour les intellectuels comme pour les activistes – des syndicats des travailleurs du textile au Bangladesh aux coopératives agricoles en Bolivie en passant par les associations de journalistes au Mali – il ne s'agit pas de présenter aux pays riches l'énorme facture finale pour le colonialisme. Ils veulent avant tout obtenir une nouvelle répartition des coûts de notre prospérité.

En effet, toutes les luttes anticoloniales de libération, tous les déboulonnages de monuments et toutes les lois contre la discrimination n'ont rien changé à

une chose : depuis 500 ans, l'Europe et l'Amérique du Nord délocalisent les coûts de leur prospérité. Depuis longtemps, la Chine et d'autres Etats asiatiques ont intégré notre club ce qui ne change rien au fait que nous profitons aujourd'hui encore de cet héritage colonial. Les coûts sociaux et écologiques pour notre alimentation (qu'elle soit ou non biologique), pour notre habillement à des prix abordables, pour nos appareils électroniques bon marché et leur mise au rebut sont toujours payés par « les autres » – les êtres humains du sud global. Dans son livre, À côté de nous le déluge, le sociologue Stephan Lessenich a inventé le terme de « société d'externalisation » par lequel il ne fait pas uniquement référence à l'exploitation brutale des couturières asiatiques, dont les jeans atterrissent dans les bacs à vêtements en Allemagne pour 29,90 €. Par externalisation, il désigne également notre capacité collective à refouler ces rapports et la misère qu'ils engendrent. Cela n'est plus aussi simple depuis que, avec la crise climatique, la facture de notre mode de vie nous a été pour la première fois présentée. Cette crise ne rééquilibre toutefois pas les choses, elle accentue encore le déséquilibre des forces mis en place il y a quelques siècles. Les régions du monde qui ont été les plus saignées pour l'essor de l'Europe et de l'Amérique subissent maintenant de nouveau la double, voire la triple peine dans la crise climatique : du fait du déséquilibre des conséquences du réchauffement de la planète consécutif à un boom des énergies fossiles dont ils ont, et de loin, le moins profité.

## Les adieux à la domination blanche

On accède également à ces données en quelques clics. La question reste de savoir si et dans quelle mesure nous sommes prêts à nous laisser ébranler dans notre image de nous-mêmes et dans notre image du monde dans le meilleur sens du terme. Nous n'avons en effet absolument pas abandonné la classification des vies humaines. Nous ne parlons naturellement plus de « races », de « inférieur » ou « supérieur ». Mais nous pensons consciemment ou inconsciemment en catégories comme « précieux », « de moindre valeur » et « superflu ». Plus la peau est foncée, plus notre classification est basse, plus on trouve acceptable les rémunérations les plus basses, le taux de maladie le plus élevé, la plus courte espérance de vie, la perte des terres, des champs et

de l'eau. Cela fait également partie de l'héritage du racisme colonial en l'an 2020.

Les débats et les luttes qui ont, également chez nous, connu une nouvelle et énorme violence en réponse à la violence raciste de la police aux USA sont éprouvants, amers, déroutants, et souvent également laids. D'autant plus que nous, les Européennes et Américaines, ne donnons plus la mesure et la direction. On décrit souvent notre époque comme la fin de l'ère occidentale. En réalité, nous nous trouvons au milieu des « longs adieux à la domination blanche », comme le décrit l'écrivaine Charlotte Wiedemann dans son tout dernier livre éponyme. Nous pouvons nous défendre contre cela avec violence, ce que certains de nous font déjà et ce que, dans un futur proche, vraisemblablement encore davantage de gens feront. Mais il est une chose que nous pouvons plus empêcher : que d'autres remettent en question notre statut et tous les privilèges que nous tenions jusqu'ici pour naturels.

Qu'en est-il maintenant d'Emmanuel Kant ? Il y a quelques temps déjà, Achille Mbembe écrit dans *Die Zeit* qu'il y en avait trois : le Kant qui a reconnu l'être humain en tant qu'être avec une raison souveraine, le Kant de *Vers la paix perpétuelle*, « qui ouvrit à l'humanité en tant que société mondiale un horizon vers lequel nous devons cheminer ensemble ». Et le Kant resté enlisé dans ses préjugés européens et allemands et qui trahit l'universalisme. L'humanité ne pourrait pas se passer des deux premiers, dit Mbembe. Surtout pas dans la période actuelle.

juin 2020

Source : *Die Zeit*

<https://www.zeit.de/gesellschaft/2020-06/rassismus-in-europa-kolonien-geschichte-verdraengung-sklaverei/komplettansicht>



# Lettre aux Allemand.e.s

Achille Mbembe\*

Je ne me considère pas du tout en procès en Allemagne. Pour qui veut s'engager dans un débat constructif avec mon œuvre dont une partie seulement est traduite en langue allemande, j'aimerais fournir ici quelques clés d'interprétation.

Comprendre la généalogie d'une œuvre et ses contradictions éventuelles exige de savoir dans quel contexte elle est née et s'est développée, quelles sont les grandes questions auxquelles elle tente de répondre et dans quel idiome, dans quels grands débats elle s'inscrit et quels en ont été les grands tournants. Ceci vaut pour tout produit de l'esprit, peu importe la région du monde d'où il provient, ou la langue dans laquelle il est mis en forme.

Pour qui cherche véritablement à saisir le sens de ma démarche, ou le contenu de ma réflexion dans la perspective d'un dialogue interculturel, les interrogatoires ne sont d'aucune utilité. L'époque étant à la recherche de boucs émissaires, aux excommunications et à la distribution des anathèmes, j'espère que ces clés aideront à ouvrir la voie à un débat raisonné sur les grandes questions morales et politiques qui opposent certains d'entre nous.

Ma pratique intellectuelle peut être définie comme un incessant voyage ou, plutôt, comme un déplacement sans fin d'un rivage à l'autre. C'est ce que j'appelle la traversée. Elle exige de sortir du confort de ce que l'on sait déjà et de s'exposer consciemment à ce qui menace de déstabiliser ses propres certitudes. Penser, dans ce contexte, c'est prendre des risques, y compris le risque d'être mal compris ou mal interprété. Un tel état d'esprit est peut-être le propre de ceux qui, nés quelque part, sont partis très tôt et ne sont plus jamais revenus au bercail.

Au Cameroun où je suis né, j'ai reçu un double héritage. Le tout premier découle de mon éducation scolaire dans d'excellentes institutions chrétiennes. Je n'ai pas seulement été exposé à la culture européenne classique. L'Eglise

\* Philosophe et écrivain camerounais vivant en Afrique du Sud

catholique, ses dogmes, son catéchisme et ses mythologies ont, très tôt, fait partie de mon imaginaire.

C'est ce qui explique peut-être le fait que plus tard, le christianisme en tant que tel soit devenu l'un des objets de ma réflexion. Ayant compris ce dernier comme, avant tout, un régime de vérité, l'on peut dire que ce à quoi je me serai attelé dès le début de mon parcours intellectuel, c'est à une critique de l'Absolu.

Les théologies de l'Absolu ne sont pas seulement propres aux Eglises. Elles sont aussi le propre des pouvoirs profanes. Ce fut le cas de l'Etat dans nos contrées. L'Etat, sous sa forme coloniale ou sous celle des tyrannies postcoloniales, deviendra très vite l'autre objet privilégié de mon travail.

Le deuxième héritage, je l'ai reçu de ma grand-mère, une paysanne illettrée qui avait participé à la lutte contre le colonialisme et y avait perdu son fils unique, assassiné par l'armée française le 13 septembre 1958. C'est elle qui m'a introduit à la question de l'anticolonialisme et à celle des mémoires oubliées, en particulier les mémoires des vaincus de l'histoire.

Or justement, quel que soit l'angle à partir duquel on les examine, les peuples d'Afrique appartiennent à ces vaincus de l'histoire. Comment, en tant que communauté historique, sortir de la défaite et apprendre à gagner de nouveau ? C'est une question qui aura retenu mon attention dès mon enfance.

Il se trouve que, de tous les territoires sous domination coloniale française en Afrique sub-saharienne, le Cameroun fut le seul où la revendication d'autonomie se termina par un conflit armé. Le mouvement nationaliste, qui avait conduit la résistance, fut militairement vaincu. S'appuyant sur les dispositifs d'Etat, ceux qui prirent le pouvoir au lendemain de l'indépendance firent tout pour effacer la mémoire de cette résistance.

Mes premiers travaux académiques portent précisément sur cette tentative de manufacture de l'oubli.

Cette expérience d'effacement de la mémoire des vaincus a joué un rôle majeur dans mes réflexions sur les politiques du souvenir et sur mes analyses de l'Etat postcolonial et des figures contemporaines de la tyrannie. Et ce n'est que petit à petit que j'ai fini par comprendre que ceci n'était guère le propre des pouvoirs africains.

Je dois ajouter que c'est aussi ma grand-mère qui m'a introduit à la lecture de la Bible. Adolescent, j'ai trouvé dans la Bible un univers extraordinaire qui

m'est devenu petit à petit familier. Très tôt, dans mon esprit, le récit biblique et le récit anticolonialiste ont été liés l'un à l'autre, au point où j'ai fini par m'attacher à la Bible et à ses figures plus qu'à l'Eglise et à ses dogmes, à la mémoire oubliée des vaincus plus qu'à la théologie de l'Etat qui prétend détenir le monopole de la vérité.

Il y a donc, au cœur de ma démarche, un soupçon insurrectionnel, que vient tempérer une fibre utopiste. Cette fibre utopiste, fondée sur l'idée du refus radical des états de fait et des jeux de puissance, ceux qui me persécutent aujourd'hui ne savent pas que c'est dans certaines traditions de la pensée juive que je l'ai trouvée.

Quand j'ai quitté le Cameroun pour poursuivre mes études dans les universités françaises, j'avais déjà dans mon esprit les grands thèmes qui allaient orienter mon projet intellectuel dans les années 1980–2000.

Le premier avait trait à une critique politique du christianisme. Bien plus qu'une institution dotée d'un pouvoir centralisé, j'avais fini par concevoir le christianisme comme un songe et une vision à la fois.

Je voulais savoir ce qui restait de ce songe une fois qu'on l'avait dépouillé de ses expressions dogmatiques. L'Eglise avec ses hiérarchies est-elle l'expression en dernière instance de la communauté ? Ou peut-on imaginer des communautés qui n'aient pas, comme tâche première l'exercice du pouvoir, mais le partage, le service et le soin des plus petits d'entre nous ?

Par-delà l'Eglise, je voulais réfléchir sur la possibilité du commun, de l'en-commun, des communautés qui soient fondées non pas sur la foi et la parenté, mais sur la raison et la solidarité ? Non pas sur l'idée de l'Un, mais sur celui du multiple. Non pas sur l'absolutisation de la mémoire de la souffrance et de la défaite, fut-elle provisoire (le Calvaire), mais sur l'anticipation de la résurrection, c'est-à-dire l'espérance d'une vie autre, jamais accomplie car toujours en avant de nous ?

Ceux et celles qui ont lu attentivement *Afriques indociles* (Paris, Editions Karthala, 1988) savent qu'il s'agit d'un moment-clé dans cette enquête. Pour écrire ce livre, j'ai été obligé de prêter toute l'attention possible à l'histoire des monothéismes.

J'ai été obligé de voir dans quelle mesure le monothéisme se définit, dans notre contexte en Afrique, non point contre le polythéisme comme en Grèce, mais contre ce que l'on a appelé l'animisme.

J'ai, dans le prolongement de cette problématique, passé beaucoup de temps à étudier les systèmes précoloniaux africains de pensée, à me faire une idée sur la manière dont, chez nous, le cosmos et l'univers tout entier faisaient partie intégrale des forces vitales.

L'on ne comprend à peu près rien à ce que je dis et écris si on ne sait pas que tout ce que je dis et écris a ses origines dans les métaphysiques africaines du vivant, dans les conceptions africaines de l'énergie vitale, de la circulation des mondes et de la métamorphose des esprits. Une très grande partie de ma réflexion s'enracine précisément dans ces systèmes dans lesquels le principe de la multiplicité prévaut sur celui de l'Un.

Le travail sur la mémoire des vaincus ou encore la politique du souvenir se traduira par *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun* (Paris, Karthala, 1996). La critique de la tyrannie d'Etat débouchera, quant à elle, sur *De la postcolonie* (Paris, Karthala, 2000). Cet ouvrage, soit dit en passant, ne fait pas de moi un penseur postcolonial, comme beaucoup de commentateurs presses l'ont souvent affirmé.

C'est en 2001 que je me suis installé en Afrique du Sud. Tout en étant basé dans ce pays, j'ai longtemps enseigné une partie de l'année aux Etats-Unis. En même temps, j'avais gardé de profonds liens avec la France où je me rendais fréquemment, et où toute mon œuvre est publiée.

Entre 2001 et 2010, ma vie en Afrique du Sud et le cours du monde m'ont contraint à approfondir le thème de la mémoire, non plus sous l'angle de l'oubli et de la défaite, mais sous celui des identités souffrantes dans leur rapport avec l'éthique de la liberté. Ceci m'a poussé à examiner de près deux cas : l'expérience des Africains-Américains aux Etats-Unis et l'histoire de la ségrégation raciale en Afrique du Sud.

Face à ces deux trajectoires fort différentes, il s'agissait de réinterroger le concept d'identité noire (*blackness*), de cesser d'en faire le paradigme par excellence de la différence, ou du *monde à part*. Je voulais, par contre, revenir aux traditions de la pensée africaine et diasporique qui insistent sur la ressemblance, la similarité et l'ouverture sur le vaste monde. Je voulais mettre le doigt sur ce qui, dans l'expérience du monde moderne, aura fait l'universalité de la condition nègre.

En relativisant les identités raciales, en refusant de les essentialiser et en tournant le dos aux idéologies de la différence, je cherchais à développer une

théorie de ce que j'ai appelé l'en-commun. Ce travail s'est traduit par deux ouvrages, *Sortir de la grande nuit* (Paris, La Découverte, 2010) et *Critique de la raison nègre* (Paris, La Découverte, 2013). Chacun de ces ouvrages, ainsi que tous ceux qui ont suivi, se termine par un plaidoyer pour l'espérance et pour la réparation.

Depuis lors, ma réflexion porte résolument sur les conditions d'émergence d'un monde commun dans les conditions actuelles, marquées qu'elles sont par l'escalade technologique, la crise climatique et la lente combustion de la planète. Quand, dans *Critique de la raison nègre*, je parle de « l'universalisation de la condition nègre », c'est précisément pour tourner le dos à la politique de l'identité, l'une des sources contemporaines de l'inimitié. Les théories de la différence et de l'identité servirent autrefois de levier pour les luttes pour l'égalité et la justice. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Elles ont été capturées par les forces du conservatisme et sont devenues des instruments de division absolue.

Dans ces conditions, l'impératif est de reprendre avec un nouvel élan, de nouvelles forces, et à partir de toutes les archives du monde, l'enquête sur les possibilités d'une humanité solidaire avec l'ensemble du vivant. Ce retour à l'idée d'une « race humaine », je m'efforce de l'articuler avec l'idée du vivant dans son ensemble, dans un effort qui intègre cette autre insécable composante qu'est la biosphère. Toute la critique de l'inimitié faite dans *Politiques de l'inimitié* et dans d'autres textes récents ne vise que ce but.

Ceux qui aujourd'hui me persécutent sans raison valable, et qui me doivent des excuses publiques, prétendent avoir trouvé, dans une note au retour d'un voyage en Israël en 1992, la preuve que c'est Israël qui m'aurait fourni le point de départ de mes réflexions.

Ce faisant, ils ne sont même pas conscients du racisme et du paternalisme qu'ils véhiculent. La vérité est que je m'efforce de développer une pensée de la traversée - traversée des mers, traversée des frontières, traversée des identités et défétichisation des origines. Il se pourrait que c'est effectivement ce à quoi ils s'opposent finalement, convaincus qu'ils sont, que le temps est aux frontières et aux fortifications.

Il y a, en Occident, une longue tradition de récits de voyage. Les récits de voyage ne sont pas des traités d'histoire ou de sociologie. Très souvent, il s'agit d'anecdotes. Leur but est de servir d'astuce pour qui veut s'interroger sur soi-même ou se remettre en question.

La littérature européenne est pleine de ce genre de textes dans lesquels le voyageur évoque l'Afrique, la Chine, la Perse ou d'autres régions du monde. Cette évocation n'a pas pour but de dire qui sont véritablement les Africains, les Chinois ou les Iraniens.

Elle est toujours comme un miroir grossissant, le plus souvent déformant, qu'ils se tendent à eux-mêmes dans le but soit de se rassurer sur ce qu'ils sont effectivement, soit pour renforcer le sentiment de ce qu'ils croient être.

Dans ma note de 1992, je raconte de façon très furtive, voire naïve et romancée, parfois hyperbolique et parfois poétique, mes impressions de voyage au lendemain d'un séminaire en Israël.

Ici et là, j'adopte consciemment l'attitude d'un enfant en état d'émerveillement, dans le but de suggérer au lecteur camerounais la part onirique et la part de songe dont je parle. Ce faisant, je m'efforce de renvoyer le lecteur à ce moment de mon enfance au cours duquel je devais lire des extraits de la Bible pour ma grand-mère illettrée.

En effet à travers la Bible que nous n'avons pas choisie, Israël a fait irruption dans notre imaginaire et s'y est ancré. Comme tous les éléments culturels venus chez nous avec la colonisation, nous lui avons fait place dans notre imaginaire, celui des chrétiens en particulier. Tous ceux et celles qui ont pris la peine d'observer nos sociétés et d'étudier nos cultures peuvent témoigner d'une chose. Cette hospitalité n'a jamais été simulée.

Les questions qui me préoccupaient à l'époque étaient les suivantes. Qu'est-ce que cela veut dire de vivre dans les mythes et traditions de quelqu'un d'autre ? Que se passe-t-il lorsque l'on se rend compte que ces mythes et ces songes, que l'on tenait pour des vérités, n'étaient au fond que des légendes ? Les rejette-t-on en entier, ou les assume-t-on dans l'espoir qu'elles orienteront l'existence d'une manière productrice de vie ?

Ces questions, tout colonisé se les pose. Elles ne sont pas abstraites. Elles conditionnent l'existence. Dans les traditions intellectuelles auxquelles j'appartiens, elles ont retenu l'attention de chaque génération. Car pour ce qui nous concerne, il s'est souvent agi d'héritages imposés. Souvent, ils ne sont pas choisis. C'est notamment le cas de la religion, de la langue et de l'Etat.

Dans ces conditions, une partie du travail critique effectué par les penseurs en provenance de pays anciennement colonisés aura consisté à organiser cette critique, souvent à tâtons, car de réponses définitives, il n'en existe

pas. Tout comme il n'existe pas de questions définitives. Les questions doivent être constamment reformulées. Et dans l'acte de reformuler les questions, l'on accepte que puisse se glisser une part d'erreur et d'approximation.

C'est ce que m'aura en tout cas appris l'Afrique du Sud. Israël fait partie des mythes dont nous avons hérité. Pour certains d'entre nous, il est devenu un mythe indispensable.

Comment le vivre en toute connaissance de cause, non pas comme un dogme, alors qu'en même temps on cherche à se détacher de toutes les philosophies de l'Absolu ? Ce sont ces questions qui sont partagées avec les lecteurs dans ces notes au lendemain du voyage en Israël. Elles ne portent pas sur la nature exacte d'Israël, mais sur le mythe dont nous avons hérité, la part de ce mythe qui peut encore servir d'orientation, et cette autre part dont on peut se dispenser.

Je crois finalement que notre monde se divise en deux. D'un côté, il y a ceux qui, comme moi, sont convaincus que nous ne sommes que des passants, qui cheminent en sachant que cheminer, c'est chercher dans l'incertitude et l'inconnu. De l'autre, il y a ceux qui croient détenir des vérités toutes faites, et qui cherchent à les imposer à tous, peu importe la diversité des expériences et des situations. Le fossé entre nous ne cesse de s'élargir.

Aujourd'hui encore se pose à nous tous la question de savoir si les souffrances de chaque peuple lui appartiennent en propre, au point où lui seul aurait le droit de s'y référer ? Existe-t-il quelque possibilité que ce soit de partager l'ensemble des mémoires du monde et à quelles conditions ? Ces questions, je les ai retrouvées une fois arrivés en Afrique du Sud au début des années 2000, ainsi que celles du pardon, de la réparation et de la réconciliation. Elles n'ont cessé de m'habiter.

Pour terminer, devrais-je rappeler que je ne suis pas Allemand ? Je n'aspire ni à vivre, ni à travailler en Allemagne. Au regard des grands problèmes moraux et politiques de notre temps, il ne m'appartient pas de dicter à l'Allemagne sa conduite dans un monde pluriel où de nombreux peuples aspirent encore à la liberté.

Tout ce que je puis apporter dans ce débat, c'est une voix parmi d'autres, une voix venue d'ailleurs, de ces régions du monde dont on pense à tort qu'elles n'ont rien à dire et devraient se laisser dicter, par d'autres, ce qu'elles doivent penser.

Il appartient à l'Allemagne de décider si elle est disposée ou non à écouter ces voix autres ou si, tournant le dos à nos aspirations les plus profondes, elle veut nous dicter jusqu'à notre conscience.

L'Allemagne n'a pas besoin de boucs émissaires étrangers pour affronter ses nombreux malaises. Une partie de l'Allemagne, qui de toutes les façons semble m'être hostile par principe, n'a pas le droit de prendre ma pensée en otage.

Le plus vite elle laissera ma pensée s'exprimer en son nom propre, à partir de son idiome propre et dans la multiplicité des langues et des accents, le mieux ce sera pour nous tous.

*Source : <https://taz.de/Leben-in-den-Mythen-anderer/!5681758&ts=Mbembe/>*



# « Compter sur ses propres forces »

Face à la dépendance à l'aide, promouvoir les experts contextuels dans les politiques publiques en Afrique

Jean-Pierre Olivier de Sardan\*

« Nous encourageons l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide.  
Mais en général la politique d'assistance et d'aide n'aboutit qu'à nous  
désorganiser, à nous asservir et à nous déresponsabiliser »

*Thomas Sankara, discours du 4 octobre 1984  
à l'Assemblée générale de l'ONU, cité in Borrel et al. 2021, p. 757.*

## Introduction

Il est périlleux de parler de l'Afrique en général, et des précautions, du type « les Afriques » (Darbon, 2001), s'imposent<sup>1</sup>. Chaque pays a ses spécificités, et, au sein de chaque pays, les disparités sont multiples. Néanmoins, si on élargit la perspective pour se situer à un niveau comparatif global, quelques lignes de pente communes émergent, qui concernent la plus grande partie du continent. La dépendance à l'aide (aide au développement comme aide humanitaire) constitue ainsi une caractéristique largement partagée du continent africain. Certes, elle n'est pas seule en piste : on retrouve par exemple partout un passé colonial douloureux ayant laissé divers héritages, ou une culture prédatrice des élites postcoloniales, que de nombreux travaux en sciences sociales

<sup>1</sup> Je remercie Jean-François Lantéri, Philippe Lavigne Delville, Abdoulaye Mohamadou, Louis Pizarro, Abdoulaye Sounaye, et Mohamadou Tarka pour leurs suggestions à partir d'une première version de ce texte.

\* Directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (France) ; Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local, Niger

ont analysés en détail. Il nous semble que la dépendance à l'aide, bien que souvent soulignée – cf. par exemple Bayart (1999), qui met l'extraversion en perspective historique – a été peu explorée dans un domaine particulier, pourtant central, à savoir le processus de construction des États. Parmi les rares exceptions, on peut évoquer Bierschenk (2009) qui montre comment le passage en 1989 d'un régime despotique à un régime démocratique au Bénin n'a pas atténué la dépendance du pays envers la rente de l'aide : au-delà des changements de système politique et de formes de pouvoir, on retrouve les mêmes conséquences négatives en termes de gouvernance (corruption, clientélisme, favoritisme, autoritarisme, régionalisme). Son analyse est sur le fond tout aussi valable pour les autres pays francophones d'Afrique (et sans doute nombre de pays anglophones), malgré des histoires politiques différentes depuis les indépendances. Plus fondamentalement, au-delà des régimes qui se succèdent entre élections et coups d'État, le fonctionnement des services publics comme l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques sont profondément et durablement affectés par la dépendance à l'aide.

Nous décrivons comment l'aide extérieure pèse lourdement sur les politiques publiques, et comment elle engendre de nombreux effets inattendus, en raison de la méconnaissance profonde des contextes locaux par ces « réformateurs de l'extérieur ». Ces effets inattendus comptent en leur sein beaucoup d'effets pervers, dont en particulier celui sur lequel nous mettrons ici l'accent : une perte généralisée d'initiative au sein de la fonction publique, qui découle directement de la dépendance à l'aide. Mais il existe des exceptions parmi les agents de l'État, et on rencontre parfois ici ou là des « réformateurs de l'intérieur », qui connaissent les contextes locaux et veulent les modifier de façon réaliste. Nous tenterons de définir cette « expertise contextuelle » et d'analyser le rôle qu'elle peut jouer, dans une perspective qui entend proposer des pistes de recherche inédites pour les sciences sociales en Afrique, et renouveler la stratégie ancienne et quasi oubliée du « compter sur ses propres forces ».

## L'omniprésence de l'aide

Une grande partie des politiques publiques mises en œuvre en Afrique relève de l'aide extérieure. L'enseignement, le système de santé, la justice, la police, ou les forces armées ont largement besoin des ressources qu'elle apporte pour fonctionner tant bien que mal. Quand il faut lutter contre une épidémie, faire face à une crise alimentaire, riposter au terrorisme, l'appui des bailleurs de fonds et de leurs institutions est indispensable. De véritables armadas humanitaires ou médicales ont ainsi débarqué lors de la « famine » de 2005 au Niger (Olivier de Sardan, 2008a) ou de la récente épidémie d'Ebola en Guinée (Gomez-Temesio et Le Marcis, 2017). Outre les innombrables ONG européennes ou nord-américaines (et désormais aussi arabo-islamiques) qui sillonnent quotidiennement les villes et les villages du continent tout entier, outre les diverses coopérations bilatérales qui mettent en spectacle leur géopolitique assistancielle (des anciennes puissances coloniales aux nouveaux venus comme Chine, Russie, Inde ou Turquie, en passant par l'inévitable présence américaine), la Banque mondiale, l'OMS, l'Unicef, le FNUAP, le PAM ou le PNUD sont à l'origine, dans chaque pays africain, d'une très forte proportion des réformes administratives, protocoles de santé, programmes éducatifs, ou aménagements hydroagricoles, et pilotent la lutte contre la pauvreté ou le travail des enfants, comme les campagnes en faveur de la promotion des femmes ou la diffusion de la contraception... Une institution aussi centrale que la Banque mondiale ne joue pas seulement un rôle de bailleur de fonds, c'est aussi une agence d'expertise internationale fondée sur les « savoirs du développement », c'est-à-dire sur des savoirs professionnels en ingénierie sociale (cf. infra), relatifs à la « fabrique » d'interventions standardisées exportables vers les pays à faibles revenus, en particulier africains.

C'est bien là une spécificité du continent africain par rapport à l'Europe ou à l'Amérique, où les politiques publiques sont essentiellement élaborées au niveau national, et où le système des Nations unies et les ONG n'ont guère de poids quotidien face aux États. Cette dépendance constitue une caractéristique historique majeure de l'Afrique contemporaine. On la retrouve parfois en Amérique latine ou en Asie, mais pas avec la même ampleur.

Autrement dit, l'aide au développement et l'aide humanitaire fonctionnent en Afrique comme des politiques publiques particulières, conçues, promues et

financées par l'extérieur, tout en étant mises en œuvre par des acteurs nationaux largement dépendants de cette aide. Certes il existe aussi des politiques publiques élaborées au niveau national, toutefois non seulement elles ont peu de moyens face aux politiques publiques pilotées par l'aide, mais encore leur mise en œuvre est souvent incohérente (Olivier de Sardan et Ridde, 2014), et elles sont fréquemment en quête d'un appui des bailleurs de fonds.

On sait que les formes de l'aide émanant du Nord sont multiples. Les flux de l'aide passent par des organisations internationales (en particulier le système des Nations unies), des agences et des banques de développement nationales, des ONGs grandes et petites. Les ressources que l'aide procure arrivent en Afrique sous forme de prêts, de subventions, d'aide budgétaire, de dons matériels, de construction d'infrastructures, d'appuis techniques, plus ou moins assortis de conditionnalités diverses. L'architecture de l'aide varie également, mais avec une très nette préférence pour les « projets » et les « programmes », négociés avec les États africains (pour la plus grande partie) ou avec des organisations et associations locales (la fameuse « société civile »). Ces projets et programmes sont à durée limitée. Ils sont régulés par des procédures spécifiques, dérogatoires par rapport aux procédures nationales. Ils apparaissent comme des enclaves privilégiées (en termes de salaires, de ressources, de fonctionnement, de gestion) par rapport au fonctionnement ordinaire des services publics nationaux, marqué par le dénuement et la corruption.

Toutes ces interventions ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations africaines : ce que Tania Li appelle « *the will to improve* » (Li, 2007) constitue leur légitimité. Elles se présentent comme des « réformes » souhaitables d'une situation actuelle qui est très insatisfaisante de l'avis de tous (les populations locales comme les bailleurs de fonds, mais pas pour les mêmes raisons). Le paradoxe de cette situation est que ce sont des « réformateurs de l'extérieur » qui pilotent l'ingénierie sociale de type développementiste et humanitaire qui se déploie partout en Afrique. Les politiques développementistes et humanitaires relèvent en effet de l'ingénierie sociale<sup>2</sup>, c'est-à-dire de « dispositifs d'intervention planifiée, élaborés par des experts, visant à implan-

2 La plupart des concepts utilisés dans cet article (*ingénierie sociale*, mais aussi *experts contextuels*, *réformisme critique*, *contextes pragmatiques*, *modèles voyageurs*, *normes pratiques*) sont exposés en détail dans l'ouvrage *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà* (Olivier de Sardan, 2021).

ter ou modifier des institutions et/ou des comportements dans des contextes variés » (Olivier de Sardan, 2021, p. 7). Alors que l'ingénierie technique (et biologique) a une efficacité intrinsèque relativement indépendante des contextes où elle est mise en œuvre, l'ingénierie sociale est au contraire très dépendante des contextes où elle est mise en œuvre.

Le développement et l'aide humanitaire constituent une ingénierie sociale originale, sans équivalent historique : leurs interventions, élaborées par des experts internationaux et omniprésentes en Afrique sous des formes standardisées, ne relèvent pas directement des mécanismes du marché, même si le marché y joue un rôle parfois important, et elles ne sont pas non plus dépendantes d'un centre de décision unique : une multiplicité d'institutions intervient, en général dans plusieurs pays africains, voire dans tous, chacune avec son agenda, et elles sont faiblement coordonnées entre elles, malgré l'existence d'un langage commun et des phénomènes d'isomorphisme organisationnel (DiMaggio et Powell, 1983, 1991).

Évitons tout malentendu. Notre propos, ici, n'est pas de condamner par principe toute aide au développement et toute aide humanitaire, encore moins de proclamer qu'il faudrait y mettre radicalement fin. Il n'est pas non plus d'affirmer que l'aide n'est qu'un échec ou que tous les projets de développement ne sont que des faillites, ce qui serait absurde. Nous ne nous situons pas dans une position normative par rapport à l'aide. Nous partons d'un constat : les programmes de développement, les interventions humanitaires, les politiques publiques débouchent, une fois mis en œuvre sur le terrain, sur de nombreux effets inattendus, aussi « bien élaborés » soient-ils, et qu'ils soient évalués comme des succès ou comme des échecs. C'est vrai partout dans le monde, mais c'est plus accentué encore en Afrique, du fait que ces programmes, ces interventions et ces politiques publiques sont élaborés par des experts très extérieurs aux conditions locales. Par ailleurs, ce qui nous intéresse ici dans ce constat, ce sont les effets inattendus *relatifs au fonctionnement des services publics en Afrique*. On peut le dire autrement : un excellent programme, considéré de façon générale comme bénéfique et ayant largement réussi, mené par telle ou telle agence de coopération ou par telle ou telle ONG, avec les meilleures intentions du monde, connaîtra néanmoins des écarts entre ce qui était prévu et ce qui advient de fait dans un contexte déterminé, et, en outre, participera « malgré lui » à la reproduction de la dépendance à l'aide au sein des services de l'État.

## Les effets pervers de l'aide

L'aide fonctionne à divers égards comme une « rente ». On sait depuis longtemps que les rentes minières ou pétrolières ne sont pas seulement des atouts économiques, mais qu'elles ont aussi de nombreux effets pervers (pour le Gabon cf. Yates, 1986), au point où l'on a pu parler d'une « malédiction engendrée par ces ressources » (ressource curse ; cf. Murshed, 2018). La rente développementiste et humanitaire n'y échappe pas, même si les effets pervers qu'elle engendre sont souvent différents (Collier, 2006 ; Bierschenk, 2009 ; Olivier de Sardan, 2013). Certains sont déjà bien connus, comme l'extension de la petite (et parfois grande) corruption (Blundo et Olivier de Sardan, 2007), ou le poids démesuré des perdiems qui détourne les formations et les ateliers de leurs objectifs (Jordan Smith, 2003 ; Ridde, 2010). Certains le sont moins : ainsi, la « fuite des cerveaux » hors des fonctions publiques nationales vers la « configuration développementiste » (institutions internationales, agences de développement, ONGs, cabinets d'experts) prive de façon ininterrompue les États africains de leurs cadres les mieux formés et les plus compétents.

Ce dernier point renvoie à un phénomène plus général : la perte d'initiative au sein des appareils d'État et bureaucraties africaines. *L'essentiel des initiatives en matière de politiques publiques et d'action publique vient en effet des institutions de l'aide*. L'objectif majeur de la majorité des fonctionnaires africains est d'être recrutés par un « projet », et sinon, à tout le moins, d'en être désignés comme « point focal », ou de bénéficier de ses ressources, de façon formelle ou informelle... Il faut « avoir sa part » de l'aide, il faut donc parler le langage de l'aide, adopter les « bonnes pratiques » promues par les organisations de l'aide (autrement dit, faire figure de « bons élèves »), accepter (ou faire mine d'accepter) leurs règles du jeu et leurs procédures, autrement dit jouer dans leur camp, plutôt que de tenter d'améliorer le sien à partir de ses propres idées et de ses propres moyens.

Cela est valable au sommet de l'État comme à sa base. Une recherche du Lasdel<sup>3</sup> sur les perceptions de l'aide par les cadres nigériens (Lavigne Delville et Abdelkader, 2010) a ainsi montré que ces derniers reprochaient aux autorités gouvernementales d'accepter systématiquement tout projet proposé par

<sup>3</sup> Le Lasdel est un laboratoire de recherche nigéro-bénois, spécialisé en méthodes qualitatives, dont les travaux sont à l'origine des analyses développées dans ce texte ([www.lasdel.net](http://www.lasdel.net)).

les partenaires techniques et financiers (PTF) dès lors qu'il était doté de ressources intéressantes, et quand bien même il n'était pas adapté aux besoins du pays, ou n'avait guère de chance de réussir. Du côté de la base, le grand nombre de « normes pratiques » qui régulent informellement les multiples comportements des fonctionnaires qui ne respectent pas les normes et directives officielles (autrement dit les comportements « non observants ») témoigne de l'importance des écarts entre les discours officiels et les réalités du terrain (Olivier de Sardan, 2015, 2021), entre les programmes sur le papier et leur mise en œuvre effective dans des contextes particuliers, entre les organigrammes affichés et les pratiques effectives, entre les redevabilités formelles et les redevabilités informelles (Blundo, 2015). Ce « grand écart », cette quasi-schizophrénie, ont aussi pour effet de produire une mauvaise qualité des services délivrés aux populations (il suffit de penser aux absentéismes, au favoritisme, à la corruption, parmi bien d'autres normes pratiques), et une focalisation sur la captation des ressources de l'aide. Certes nous avons rencontré au cours de nos enquêtes des « exceptions admirables », des agents de l'État donnant dans leur travail la priorité à la qualité des soins ou de l'enseignement, et élaborant des micro-réformes locales, mais ils sont nettement minoritaires, en général isolés, souvent amers, et rarement soutenus par leur hiérarchie.

Il y a pourtant un domaine en Afrique où l'inventivité et l'ingéniosité sont remarquables, et où elles ont déjà été analysées et même célébrées : c'est le cas du secteur informel (Hart, 2008 ; Meagher, 2010). Mais justement elles se manifestent loin de l'État, et plus encore des bailleurs de fonds. On pourrait citer aussi (mais ce domaine est moins mis en évidence, et, quand il est évoqué, c'est dans un registre éminemment critique) la politique locale et nationale, qui fait preuve, dans ses jeux de pouvoir, ses manœuvres clientélistes, ses alliances, ruptures, intrigues et autres transhumances, d'une redoutable inventivité, bien éloignée des injonctions démocratiques et des préconisations politico-morales souvent naïves des experts internationaux. Mais tout ceci est également très opaque aux institutions de l'aide, qui n'y sont pas invitées et ne peuvent guère s'y immiscer.

Quant à la « société civile », célébrée par les ONGs et les agences de l'aide, qui voient en elle une capacité de mobilisation endogène, notre appréciation est beaucoup plus réservée : les associations nationales et locales diverses (car la société civile n'est en fait rien d'autre qu'un tissu associatif hétéroclite) sont

le plus souvent à la remorque de l'aide extérieure, soucieuses de capter des « projets » où elles jouent en général un rôle de sous-traitance, n'ayant voix au chapitre que sur des aspects mineurs. La société civile recèle certes de réels espaces de marge de manœuvre et d'innovation et inclut des acteurs réformateurs autonomes, mais elle est globalement fortement dépendante de l'aide. De surcroît, les militants associatifs les plus créatifs sont le plus souvent récupérés par le monde du développement, formés à son langage, intégrés à ses procédures. C'est aussi vrai en ce qui concerne les femmes : les politiques de genre menées par les institutions internationales, les agences de développement et les grandes ONGs aboutissent bien plus souvent à absorber les militantes associatives et/ou les leaders féministes dans l'ingénierie sociale de l'aide qu'à soutenir leurs initiatives propres et accroître leur autonomie.

On pouvait s'en douter : l'absence d'initiative au sein des administrations et des services publics est corrélée directement à l'omniprésence de l'aide, et ce n'est en rien une caractéristique générale des sociétés africaines. Il s'agit bel et bien d'un cercle vicieux : la dépendance à l'aide bloque les initiatives internes, ce qui accroît la dépendance à l'aide.

Un autre effet pervers renvoie au sentiment d'humiliation qui découle de cette dépendance. Un proverbe est souvent cité en Afrique à ce propos : « La main qui reçoit est toujours au-dessous de la main qui donne ». Le sentiment anti-occidental alimenté par ce statut d'assisté est largement répandu, d'autant plus vif lorsqu'il s'agit de l'ancienne puissance coloniale. Il est amplifié par les maladresses ou l'arrogance fréquente des « partenaires », comme par leur propension à vouloir imposer leurs propres valeurs morales, et il s'exprime fréquemment dans divers registres, sur les réseaux sociaux, dans les bavardages du quotidien, ou lors des manifestations. Il est évidemment exploité par l'idéologie islamiste salafiste, et légitime d'autant plus les comportements opportunistes et le double langage vis-à-vis de l'aide extérieure.



## L'épreuve des contextes et le rôle central des contextes pragmatiques

Une caractéristique importante du monde du développement et de l'humanitaire est sa prédilection pour les « modèles voyageurs » en matière d'ingénierie sociale (Behrends et al., 2014 ; Bierschenk, 2014 ; Olivier de Sardan et al., 2017). Il s'agit de promouvoir à travers l'Afrique une succession d'interventions standardisées et à « haut facteur d'impact » censées avoir chacune une efficacité intrinsèque, quels que soient les contextes où elles sont implantées. Or, contrairement à ce que prévoient les experts qui ont fabriqué ces modèles et les politiques qui les ont acceptés les choses se passent fort différemment sur le terrain. Chaque contexte local « met à mal », plus ou moins, et à sa façon, le déroulement des interventions (politiques publiques, programmes, projets, protocoles...), qui sont bien plus souvent contournées ou démembrées qu'adoptées fidèlement. Tout modèle voyageur, aussi bien élaboré soit-il, et quelle que soit sa perfection technique ou technocratique, subit ainsi « l'épreuve des contextes », une épreuve aux résultats imprévisibles, qui tourne souvent à la « revanche des contextes ».

Et pourtant, les experts et les décideurs en matière de développement et d'aide humanitaire savent que les contextes importent, et ils accumulent des connaissances à leur propos. Mais ce qu'ils entendent par des « savoirs relatifs aux contextes » se compose essentiellement d'indicateurs statistiques, de variables sociodémographiques, de données institutionnelles, de clichés culturels ou « ethniques ». Il s'agit de « fonds de carte », guère plus, qui permettent seulement de documenter ce que nous appelons les « contextes structurels ». Ces savoirs ne disent rien par contre des « contextes pragmatiques », c'est-à-dire du jeu des acteurs, des normes pratiques des fonctionnaires, des routines des services et des bureaux, des rapports de pouvoir et d'influence, des attentes, perceptions, frustrations et rumeurs, des clans, cliques et factions, qui structurent la vie quotidienne des administrations et des populations avec lesquelles elles interagissent. Les politiques publiques ne mobilisent que des connaissances sur les contextes structurels, et ignorent la réalité des contextes pragmatiques.

L'expertise en ingénierie technique (sur laquelle sont fondés les aspects techniques de l'aide au développement et de l'aide humanitaire) et l'expertise en

ingénierie sociale développementiste (sur laquelle sont fondés les programmes dans lesquels ces aspects techniques sont enchâssés<sup>4</sup>) restent en quelque sorte « hors sol » faute d'une expertise « contextuelle », que ne maîtrisent ni les concepteurs ni les gestionnaires de l'aide. Il est vrai que la non-prise en compte des contextes pragmatiques par les institutions de développement internationales renvoie aussi à d'autres motifs, comme une redevabilité concentrée sur les seules institutions du Nord ou le fait que l'action ne peut s'embarasser de trop d'informations (Naudet, 2001) : autrement dit, quand bien même les agences d'aide se soucient de commanditer étude sur étude, d'empiler les rapports de consultants, ou de recruter les services d'experts dont elles pensent qu'ils connaissent le pays et le domaine d'intervention, elles n'utilisent guère les savoirs ainsi produits. Il n'en reste pas moins que ces savoirs portent pour l'essentiel sur les contextes structurels, et non sur les contextes pragmatiques.

Seule la connaissance des contextes pragmatiques peut fonder l'expertise contextuelle. Celle-ci implique en effet une proximité forte avec les acteurs de terrain impliqués par une intervention. Il faut connaître les comportements « non observants » des personnels de santé, les calculs et les incertitudes des paysans, les habitudes et les ambitions des magistrats, les inquiétudes et les représentations des malades. Il faut pour cela une insertion quotidienne, un vécu commun, des interactions banalisées. Les experts internationaux en développement, en aide humanitaire ou en politiques publiques en sont généralement très loin. Ils sont compétents dans leurs domaines d'ingénierie, mais particulièrement ignorants des contextes vécus par les acteurs concernés. Le dépouillement de statistiques, la lecture de rapports, les visites guidées au pas de course, quelques discussions avec des cadres du pays ou des chauffeurs de taxi ne donnent aucun accès véritable aux contextes pragmatiques ; pas plus que le fait d'être plus ou moins ami avec un ministre ou d'avoir une relation suivie avec une courtisane locale. La « connaissance du terrain » dont se vantent certains professionnels du développement (dont le type caricatural serait : « j'ai fait le Togo et je connais les Togolais ») est donc largement surfaite, et bien souvent ridicule, et elle reste en tout cas générale et superficielle.

4 L'ingénierie politique (Darbon, 2003) est pour nous une composante de l'ingénierie sociale. Il en est de même de l'ingénierie religieuse (notons au passage que les succès actuels des fondamentalismes musulman et chrétien tiennent beaucoup à leur capacité d'insertion dans les contextes quotidiens).

Mais, d'un autre côté, le fait d'être citoyen africain et de parler une langue vernaculaire ne qualifie pas pour autant à l'expertise contextuelle. Les décideurs et hauts cadres nationaux sont en général fort éloignés des réalités journalières du terrain. Nous avons souvent été étonnés, quand nous faisons état de nos enquêtes auprès de cadres nigériens, de leur méconnaissance des données que nous avons produites. Tel médecin ignorait ce qui se passait vraiment dans son service et les multiples normes pratiques des sages-femmes. Tel enseignant de l'Université travaillant sur le système agropastoral ne maîtrisait pas le contexte réel d'un service départemental de l'élevage et ses mille et une combines. La majorité des hauts fonctionnaires et des membres de l'élite politique méconnaissent le quotidien des infirmiers, des instituteurs, des vulgarisateurs agricoles, des greffiers, des secrétaires. En fait certains ignorent réellement, d'autres se doutent vaguement, mais ne veulent pas y regarder de plus près, d'autres enfin savent à peu près, mais estiment que cela doit « rester entre nous », que cela « ne regarde pas les Blancs » ; plus généralement, ils pensent que cela n'est pertinent ni dans le langage (très convenu) du développement ni dans celui (très surveillé) de la politique nationale. Quant aux agences de développement qui recrutent des cadres africains avec l'idée qu'ils apporteront cette maîtrise des contextes qui fait défaut aux expatriés, ils se trompent le plus souvent : ces cadres sont, sauf exception, largement coupés de leurs compatriotes d'en bas et se préoccupent plus de respecter les règles du jeu de l'institution qui les emploie que de tenir compte des logiques d'action des simples usagers ou des petits fonctionnaires, qu'ils ignorent souvent ou qu'ils regardent de haut.

## Les trois propriétés de l'expertise contextuelle

Seule une réelle familiarité avec les pratiques et les relations du quotidien peut fonder l'expertise contextuelle. Car les pratiques effectives sont souvent décalées par rapport aux pratiques prescrites, et le quotidien est souvent plus fait d'informel que de formel, de latent que d'explicite. Le monde réel est fort éloigné du monde officiel, dans lequel évoluent presque exclusivement les institutions de développement. Une connaissance superficielle ou des contacts épisodiques ne suffisent pas à fonder l'expertise contextuelle. Il faut une

connaissance intime du milieu de travail, de ses contraintes, de ses réalités discrètes ou cachées.

Mais cette connaissance intime, si elle est une condition nécessaire, n'est pas une condition suffisante. Si tel était le cas, tout agent de santé, tout paysan, tout magistrat, tout malade pourrait être considéré comme un expert contextuel dans le domaine où il travaille. Nous pensons qu'il faut plus. Il faut aussi une certaine capacité de recul, une distance critique minimale. Autrement dit, à une pratique de l'intimité il faut ajouter une compétence réflexive. Un expert contextuel connaît non seulement « de l'intérieur » la réalité d'un dispensaire, d'une exploitation agricole, d'un tribunal ou d'une quête de soins, mais il peut aussi en décrire les problèmes, les failles, les goulots d'étranglement. Il peut témoigner de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, il peut attester des écarts aux procédures et directives officielles, il peut analyser les multiples bricolages, astuces et combines du quotidien. Il sait que les règles officielles sont loin d'être appliquées, soit parce qu'elles sont inapplicables, soit parce qu'elles ne conviennent pas aux acteurs de terrain, il connaît les normes pratiques qui s'y substituent et régulent les routines quotidiennes, et il est sensible à leurs limites et aux inconvénients qui en découlent pour l'utilisateur.

Nous adjoindrons enfin une troisième dimension à l'expertise contextuelle : le « concernement » (Canguilhem, 1991), autrement dit une implication dans l'amélioration du cours habituel des choses, un désir de rendre la délivrance de services aux populations plus réactive, plus bienveillante, plus efficace, plus équitable, de meilleure qualité, une certaine disposition à l'innovation, à la recherche de solutions pratiques, aux réformes concrètes. Il fut certes un temps où le concernement prenait bien souvent la forme de l'engagement politique, en Afrique comme en Europe, lorsque les changements espérés n'étaient pas limités à des univers professionnels relevant de l'ingénierie sociale, mais qu'ils étaient exprimés à travers des critiques radicales et des projets politiques ambitieux. Les désillusions sont venues, les utopies ont mal tourné. Le concernement en vue de mieux soigner ou de mieux éduquer, de rendre une justice plus équitable ou d'assurer une sécurité respectable des citoyens, est certes moins ambitieux que les idéologies émancipatrices nées des luttes du prolétariat ou des luttes de libération nationale, il est plus réaliste et plus discret, mais il constitue néanmoins une qualité majeure,

indispensable aux experts contextuels pour pouvoir constituer des contre-poids à la dépendance actuelle.

Familiarité, capacité critique, concernement : ce sont ces trois caractéristiques qui définissent l'expertise contextuelle.

## Expertise contextuelle et populisme méthodologique

Il peut être utile ici d'expliciter comment cette définition de l'expertise contextuelle, issue des milliers d'heures d'enquête du Lasdel sur les pratiques bureaucratiques et sur les modes d'intervention de l'ingénierie sociale en contextes africains (autrement dit les modes de gouvernance), se situe à l'égard de certains débats plus généraux sur l'expertise.

En effet, depuis quelques décennies, on a assisté à diverses tentatives au sein des sciences sociales pour en quelque sorte élargir l'expertise au-delà des experts. L'expertise au sens habituel repose sur des compétences professionnelles reconnues (techniques, sociales, gestionnaires, etc.), en général validées institutionnellement (diplômes, curriculae, fonctions), qui reflètent une certaine forme d'élitisme basé sur des connaissances pointues dans un domaine particulier. Mais, dans la foulée de la réhabilitation des savoirs populaires face aux savoirs spécialisés, les acteurs d'en bas sont parfois considérés comme détenant eux aussi une certaine forme d'expertise, différente certes de celle des experts érudits, mais non moins valable, voire parfois plus. Déjà dans les années 1980, divers travaux sur les paysanneries africaines avaient mis en valeur la bonne maîtrise locale des sols, des semences et des climats par les agriculteurs, en l'opposant aux connaissances abstraites des agronomes, fondées sur des savoirs théoriques et des expérimentations en station et en laboratoire, mais éloignées des conditions et contraintes du travail de la terre en contexte réel (Richards, 1985, 1986 ; Boiral, Lantéri et Olivier de Sardan, 1985 ; Chauveau et Yung, 1995). Ce type d'analyse vaut bien au-delà des paysans : tous les métiers qui ne dépendent pas d'études spécialisées supposent néanmoins une expertise acquise sur le tas (Sennett, 2008) : éleveurs, ouvriers, artisans ou employés détiennent un savoir et un savoir-faire relatifs à leurs conditions de travail et à l'exercice concret de leur métier « dans la vie réelle » qui font défaut à l'ingénieur et au technocrate. Cette « expertise quotidienne » (Sennett,

2009), ce « savoir d'usage » (Sintomer, 2008), ne sont généralement pas reconnus par les hiérarchies professionnelles et sociales.

Cet élargissement de la notion d'expertise n'est pas sans lien avec le concept d'« agencité » (*agency*) développé par Antony Giddens (1984), largement repris en sociologie : chaque acteur social, quel qu'il soit détient une marge de manœuvre, il a des capacités de connaissance et d'action qui lui sont propres. On retrouve une analyse proche, mais dans le champ de l'économie politique et dans une orientation développementiste, avec Amartya Sen et son concept de « capacité » (Sen, 2000). Enfin, on rejoint en la matière la perspective du « populisme méthodologique » (Olivier de Sardan, 2008b), fréquente en anthropologie : les groupes sociaux dominés, marginalisés ou stigmatisés méritent la plus grande attention de la part des sciences sociales, qui se doivent d'investiguer leurs connaissances, leurs perceptions et leurs pratiques (déjà, dans les années 1960, Oscar Lewis avait systématiquement étudié les « cultures de la pauvreté » aux Antilles et en Amérique latine ; cf. Lewis, 1969).

Toutefois cela ne signifie pas pour autant que toutes les connaissances se valent en termes d'action, ou que les savoirs d'en bas sont nécessairement supérieurs aux savoirs d'en haut. Autant le populisme méthodologique est productif en termes de recherche, autant il convient d'éviter les pièges du « populisme idéologique », qui conférerait aux acteurs subalternes le monopole de la vérité ou leur accorderait une supériorité ontologique ou une immunité épistémologique. Si tout acteur social, aussi démuné soit-il, détient une certaine forme d'expertise, si tout acteur est au moins expert de sa propre vie, toutes les expertises ne sont pas équivalentes dès lors qu'il s'agit de changer les comportements ou les institutions.

Lorsqu'on se situe dans une perspective de changement social, ou, plus précisément, lorsqu'on se situe dans une perspective d'amélioration des politiques publiques (c'est-à-dire d'amélioration de la qualité des services délivrés aux populations par les acteurs publics), il est plus productif de se demander quels types d'expertise doivent être combinés. C'est là qu'intervient l'expertise contextuelle, non pas comme solution miracle qui pourrait renvoyer l'expertise en ingénierie sociale aux oubliettes, mais comme un chaînon manquant dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, permettant une « reprise d'initiative » parmi les agents de l'État, une moindre dépendance envers l'expertise extérieure.

## Qui sont les experts contextuels face à l'ingénierie sociale ?

Revenons au triptyque « familiarité, capacité critique, concernement ». Qui coche ces trois cases en ce qui concerne la mise en œuvre de l'ingénierie sociale ?

Si l'on s'intéresse à l'épreuve des contextes, la catégorie d'experts contextuels la plus intéressante est constituée d'acteurs de terrain directement impliqués. Leur familiarité est basée sur leur propre appartenance aux contextes eux-mêmes, dans lesquels ils travaillent et où ils vivent en quelque sorte « naturellement ». Ce sont des « experts de la quotidienneté », ils détiennent une « expertise d'usage ». Nous avons alors affaire à ce qu'on pourrait appeler des experts contextuels *directs*, à condition qu'ils possèdent aussi les deux autres caractéristiques : ils peuvent analyser avec lucidité les situations auxquelles ils participent, et ils se sentent impliqués par d'éventuels changements. Ces « exceptions admirables » évoquées plus haut, ces « réformateurs de l'intérieur » que nous avons parfois rencontrés au cours de nos enquêtes depuis plus de vingt ans, sont typiquement des experts contextuels : des infirmiers ou des médecins, des instituteurs ou des professeurs, des greffiers ou des magistrats (*familiarité*), tous critiques envers l'état actuel des services publics, loin de la langue de bois officielle qui règne dans l'administration (*capacité critique*), tous soucieux d'en améliorer le fonctionnement, contrairement à la passivité ou à la résignation de la plupart de leurs collègues (*concernement*). Ils sont peu nombreux, peu visibles, souvent peu bavards, mais ils existent.

Il est une seconde catégorie potentielle d'experts contextuels, des experts contextuels *indirects*, qui sont à même de combiner eux aussi les trois caractéristiques nécessaires : ce sont les chercheurs en sciences sociales pratiquant l'insertion prolongée dans les milieux professionnels qu'ils étudient (autrement dit les socio-anthropologues et tous ceux – quelle que soit leur discipline – qui mènent des recherches qualitatives fondées sur l'immersion, l'observation, les entretiens libres). Leur familiarité avec les contextes locaux est différente, car elle n'est pas fondée sur l'appartenance « naturelle » à ces contextes, mais sur le fait qu'ils les ont fréquentés suffisamment en profondeur et au quotidien (le plus souvent dans le cadre d'une enquête de type ethnographique) pour en connaître les ressorts, les dessous et les implicites : ils en maîtrisent les codes, les sous-entendus, les stratégies et les parlers. Quant

à la distance critique, c'est pour eux une compétence professionnelle pré-requise. Reste le concernement, qui, lui, ne va pas de soi : bien des chercheurs ne se sentent pas impliqués directement et personnellement par l'amélioration des services publics du pays où ils travaillent (c'est une question de positionnalité : cf. ci-dessous), soit parce qu'ils se cantonnent à de la recherche fondamentale, soit parce qu'ils sont étrangers à ce pays et n'ont pas d'engagement citoyen à son égard. Les chercheurs africains sont évidemment plus disposés à être civiquement concernés.

Si nous en revenons maintenant à la question des innovations et à la nécessité impérieuse d'installer les innovations internes au cœur des réformes (indispensables) des services publics, alors les experts contextuels directs sont évidemment au centre du jeu. Ce sont eux qu'il faut identifier (ce n'est pas une tâche facile), et ce sont leurs parcours et leurs pratiques qu'il convient de documenter. Pour ce faire, les experts contextuels indirects sont bien placés. Comprendre les motivations et les choix des experts contextuels (directs), analyser leurs relations avec leurs collègues, étudier leurs succès et leurs échecs nous semble constituer une piste de recherche fondamentale pour les sciences sociales africaines, du moins celles qui ont fait le choix de recherches empiriques en profondeur et *in situ*.

Très peu de connaissances ont été produites sur de tels acteurs. Les bailleurs de fonds s'y intéressent peu, car ils sont prisonniers des perspectives institutionnelles, des organigrammes, du respect des hiérarchies, conventions et normes officielles, des relations avec les gouvernements, et en outre ils se soucient avant tout de l'observance des protocoles et du niveau des indicateurs de réalisation des activités qu'ils impulsent : les financements manquent donc pour des recherches sur un thème qui concerne des innovations informelles, discrètes, et qui en outre restent le plus souvent invisibles pour les ministères des capitales africaines, et donc bien plus encore pour les institutions internationales.

Néanmoins de plus en plus de professionnels internationaux du développement et de l'humanitaire sont conscients des limites et des échecs fréquents des modèles voyageurs, du mauvais état des services publics, et de l'utilité de recherches qualitatives approfondies, portant aussi bien sur l'épreuve des contextes auquel leurs programmes sont soumis et sur les « contournements » qui en découlent que sur le fonctionnement « réel » des services publics et les



Le Lasdel avait en 2004 soumis à la coopération belge (CTB), chef de file dans le domaine de la santé au Niger, un programme de recherche pionnier sur 3 ans : il s'agissait d'identifier, dans la région sanitaire de Dosso (site privilégié des interventions de la coopération médicale belge), un certain nombre de professionnels de santé « réformateurs » ou « innovateurs », délivrant des prestations de meilleure qualité que la moyenne, identification opérée à partir de critères établis sur la base d'entretiens menés avec de nombreux acteurs des arènes sanitaires locales (soignants, membres des comités de gestion des centres de santé, autorités locales...). Dans un second temps, le programme de recherche se focalisait sur le recueil de biographies des « réformateurs » retenus, pour tenter d'appréhender quelques facteurs susceptibles d'expliquer au moins partiellement pourquoi ils étaient particulièrement « concernés » par la qualité des soins ou l'amélioration du fonctionnement du service. Ce programme avait été négocié avec un assistant technique belge qui avait été sensible à l'originalité du thème et aux potentialités qui pouvaient en résulter en termes d'action pour la coopération belge. Après un an de travail des chercheurs du Lasdel, le contrat de l'assistant technique est arrivé à échéance, et son remplaçant a refusé sans explication de continuer à financer le programme. Les données produites sont restées dans des cartons jusqu'à ce jour, et ne sont plus guère utilisables, car incomplètes et périmées.

pratiques « non observantes » de leurs agents. Certes, ils ne sont pas en général aux postes de pilotage des grandes institutions et n'ont pas l'oreille des décideurs importants, mais on peut espérer que, grâce à eux, des fenêtres d'opportunité vont s'ouvrir pour des recherches sur les « réformateurs de l'intérieur ».

Toutefois, si l'on se situe dans une perspective d'affranchissement progressif de la dépendance à l'aide, les principaux interlocuteurs des chercheurs africains ne devraient pas être tant les professionnels internationaux du développement et de l'humanitaire que les acteurs publics nationaux à tous niveaux. Ce sont les cadres des pays africains, les experts nationaux en ingénierie sociale, les décideurs de la fonction publique qui doivent être convaincus du

On notera par exemple qu'un article publié dans le *Lancet* (Maaloe et al., 2021) critique pour leur inadaptation aux contextes locaux les protocoles cliniques standardisés (*clinical practice guidelines*, CPGs) abondamment diffusés dans les pays à faibles revenus, et appelle à associer les agents de santé de la ligne de front (*front-line health providers*) à l'élaboration de directives cliniques réalistes, en tant que « co-créateurs », car ils sont des « experts » de la délivrance de soins dans des situations précaires.

« plus » que peuvent apporter d'une part des diagnostics rigoureux du fonctionnement « réel » des services publics, et d'autre part une documentation approfondie des innovations endogènes en leur sein. Mais c'est un long combat et la partie n'est pas gagnée.

Au niveau des diagnostics, le Haut-commissariat à la modernisation de l'État, rattaché à la primature, a demandé au Lasdel en 2014 d'effectuer une recherche sur les comportements « non observants » des fonctionnaires nigériens, en toute connaissance de cause quant à la démarche critique du Lasdel, son souci de mener des enquêtes empiriques rigoureuses, et son refus de toute complaisance et de toute « langue de bois » (Olivier de Sardan, 2014). Nous avons présenté les principales conclusions, sévères, qui n'ont pas été contestées, devant le Premier ministre, plusieurs ministres, et de nombreux hauts fonctionnaires. C'était donc un premier pas : il est exceptionnel que ce type d'études soit demandé par une autorité nationale à un laboratoire national et que les résultats en soient acceptés. Néanmoins ce diagnostic n'a pas débouché sur des mesures significatives au sein de la fonction publique dans les années qui ont suivi. Ce n'est resté qu'un rapport de plus, placé dans des piles qui s'allongent interminablement. Toutefois, tout récemment, le diagnostic du Lasdel a été remis à l'ordre du jour par les autorités dans une perspective de réforme de l'administration. On peut donc espérer qu'il a permis et permettra encore certaines prises de conscience, certaines attitudes critiques ou certains comportements innovants.

Au niveau des innovations, le Lasdel a depuis 2016 expérimenté (sur financement du CRDI canadien, aujourd'hui terminé) une recherche-action sur l'identification et la mise en réseau d'« experts contextuels » dans le domaine

de la santé maternelle et infantile au Niger et au Bénin, réseau constitué à partir de recherches ayant mis en évidence *diverses réformes locales impulsées par des personnels de terrain sans intervention des bailleurs de fonds*. Un atelier réunissant les experts contextuels nigériens a émis une série de propositions réalistes sur des dysfonctionnements majeurs du système de santé maternelle que les programmes standardisés des partenaires techniques et financiers ont échoué à corriger depuis 20 ans. Mais nous n'avons eu aucune réaction à notre rapport, ni du ministère de la Santé ni de l'Organisation ouest-africaine de la santé.

Dans l'article du Lancet cité ci-dessus, le cas du Kenya est évoqué en tant qu'exemple rare de la production endogène de protocoles de santé, au niveau national, sans partir de directives de l'OMS, et avec un rôle actif des professionnels de santé de terrain (cf. English et al., 2017).

## **Pour une implication des experts conceptuels dans les politiques publiques nationale**

Faire jouer un rôle significatif à des experts conceptuels dans la conception et la mise en œuvre de politiques publiques nationales n'est certes pas tâche facile. Cela doit donc passer par un processus expérimental complexe, qui comprend plusieurs étapes et implique certaines conditions favorables, qui sont loin d'être toujours réalisées. En esquissant ici quelques propositions, nous sortons de la zone de confort du chercheur, de son périmètre de compétence, pour prendre des risques en tant que citoyen (nigérien) concerné.

### **Étapes**

La première étape est évidemment l'identification d'experts contextuels en fonction des domaines de l'administration qui sont choisis pour mener l'expérience. Des domaines comme l'éducation ou la santé peuvent être considérés comme prioritaires, mais en procédant par étapes, en commençant par des secteurs particuliers comme la santé maternelle ou l'éducation primaire. L'identification ne peut se faire selon la voie hiérarchique en raison de l'importance des phénomènes de clientélisme, de favoritisme et de cor-

ruption dans la gestion des ressources humaines. Des enquêtes *ad hoc* fines sont donc nécessaires. Elles doivent être conduites de préférence par des chercheurs nationaux (s'ils ont les compétences nécessaires), plus familiers des contextes locaux que leurs collègues du Nord, mais seulement dans la mesure où ils n'ont pas de conflits d'intérêts et pour autant qu'ils ne soient pas soumis à des formes de censure ou de pression. Ces enquêtes ne se bornent pas à l'identification d'experts contextuels, mais documentent aussi leurs pratiques, les innovations et les réformes qu'ils ont mises en place, leurs succès (et leurs échecs).

La seconde étape consiste à mettre en réseau, dans chaque domaine particulier, les experts contextuels identifiés, afin de leur permettre d'échanger leurs expériences, de confronter leurs innovations, d'évaluer ce qui peut être importé d'un contexte de travail à un autre au prix de diverses adaptations.

La troisième étape propose aux experts contextuels de se confronter à des « nœuds critiques », des goulots d'étranglement, des problèmes non résolus de leurs administrations respectives. On leur demande de sortir de leur seul contexte de travail pour émettre un diagnostic et faire des propositions réalistes, dans une perspective nationale, afin d'améliorer ou de corriger ce qui peut l'être.

Ces trois étapes ont été franchies dans le cadre de la recherche-action du Lasdel évoquée ci-dessus et ciblant les professionnels de santé maternelle au Niger. Mais le processus est actuellement arrêté à ce niveau.

La quatrième étape relève d'une montée en puissance du dispositif sur la scène nationale. Elle consisterait d'une part à initier une collaboration entre experts contextuels, experts nationaux et décideurs nationaux dans le domaine choisi (dans le cas du processus initié par le Lasdel, il s'agirait du système de santé nigérien) afin de trouver des solutions nationales à faibles coûts aux problèmes rencontrés dans ce domaine. D'autre part il s'agirait de promouvoir les innovations internes au sein des administrations par des campagnes médiatiques. Enfin les écoles de formation des personnels incorporeraient dans leurs cursus des modules et des séjours de terrain sur ce thème.

## Conditions

On voit que ces différentes étapes impliquent des conditions différentes pour être menées à bien. Les trois premières ne demandent qu'un financement relativement modeste (qui peut certes venir de bailleurs de fonds, mais il serait nettement préférable que l'État prenne en charge le processus). Mais il faut aussi un aval minimum du ministère responsable, souvent acquis grâce à la présence d'alliés ou d'acteurs favorables en son sein. Toutefois, un aval ne signifie en rien un engagement ou une implication. Il faut surtout des chercheurs motivés par ce type d'expérience, connaissant bien le domaine concerné, et formés aux méthodes qualitatives.

La dernière étape suppose au contraire un engagement politique réel, au niveau gouvernemental. Donner une visibilité nationale à des experts contextuels, même s'il s'agit d'une expérience, même s'il s'agit de domaines relativement circonscrits (la santé maternelle, les instituteurs, les greffes des tribunaux, la sécurité routière...), c'est se heurter à des intérêts, déranger des routines, et donc rencontrer des résistances. Il faut donc un soutien de décideurs de haut niveau, il faut un portage politique fort, des appuis solides au sommet de l'État. Il faut qu'une institution publique reconnue adhère à cette orientation et la fasse sienne.

## Conclusion

Il fut un temps (les années 1960–1980) où le slogan « compter sur ses propres forces » circulait dans les milieux marxistes et anti-impérialistes. Largement promu par la Chine maoïste et le FLN vietnamien, il a été repris en Afrique par les régimes qui se voulaient révolutionnaires. On sait que la réalité s'est hélas révélée souvent fort éloignée de la rhétorique, et le slogan a disparu comme ont disparu les illusions associées à ces régimes.

Seul Thomas Sankara surnage dans les mémoires, ce qui d'ailleurs témoigne de ce que les innovations qu'il avait introduites et les tentatives qu'il avait esquissées pour sortir son pays de la dépendance ont encore un écho positif au sein de la jeunesse africaine. Cela peut donner un peu d'optimisme.

En effet, la stratégie de « compter sur ses propres forces » n'a en soi rien d'absurde, et mérite sans doute une certaine réhabilitation, ou, plus exactement, on peut souhaiter qu'elle soit repensée et refondée sur des bases nouvelles. Il ne s'agit plus de se situer dans une perspective marxiste-léniniste, ni d'espérer une rupture radicale avec l'impérialisme devenu aujourd'hui la globalisation néolibérale, ni de créer des forteresses révolutionnaires autosuffisantes<sup>5</sup>. Par exemple, les experts contextuels ne vont pas remplacer les experts en ingénierie sociale, mais ils vont contrebalancer le pouvoir de ces derniers dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, où ils apporteront des savoirs et des compétences « du terrain » qui font actuellement défaut.

Il s'agit d'inventer de multiples ruptures progressives, souvent à bas bruit, toujours à faibles coûts, avec la dépendance à l'aide, il s'agit de promouvoir autant qu'il se peut les initiatives endogènes et les innovations locales, il s'agit d'appuyer les réformateurs de l'intérieur. C'est évidemment une lutte politique, au sens large, mais éloignée de la politique politicienne et qui repose sur des petits pas, sur des essais et des expérimentations, sur des paris et des prises de risques, et qui est donc de type incrémental. C'est une lutte patiente sur le long terme, qui ne correspond pas au temps court des programmes et projets (le plus souvent limité à quatre ans) et au temps tout aussi court des partis (d'une élection à l'autre). C'est une lutte qui ne dépend pas d'injonctions venant du sommet, elle n'attend pas un quelconque *leader maximo*, car elle peut et doit être menée à différents niveaux de l'État et de la société : en bas par des usagers, par des acteurs associatifs, par des agents publics en contact avec les populations (les « fonctionnaires d'interface », ou *street level bureaucrats*, Lipsky, 1980) ; au milieu par des cadres administratifs, des chefs de service, des responsables municipaux ; et en haut par des responsables politiques, des directeurs généraux, des hauts-commissaires, des ministres... Ne peut-on rêver à une telle alliance réformatrice, au-delà des changements de gouvernements et des luttes politiciennes ?

Mais ce combat politique, ou militant, s'adresse aussi aux chercheurs, car il recouvre une orientation scientifique qui s'insère dans la perspective de ce que nous avons appelé le « réformisme critique ». Le réformisme critique constitue, pour les politistes, les sociologues ou les anthropologues qui analysent

<sup>5</sup> Une précision peut ici être utile pour éviter d'éventuels malentendus : l'héritage intellectuel de Marx et de ses successeurs doit être reconsidéré de façon rigoureuse, et donc ni rejeté en bloc ni défendu en bloc.

l'ingénierie sociale (en particulier l'aide développementiste et humanitaire, les politiques publiques, le fonctionnement des États et des services publics), une des quatre « positionnalités civiques » qui s'offrent à tout chercheur. Les trois autres positionnalités civiques sont la recherche « pure » (non directement intéressée par l'action), la recherche « appliquée » (au service direct d'une institution), et la recherche « radicale » (focalisée sur la dénonciation). Quant au réformisme critique, il peut se définir comme « combinant une indépendance à l'égard des institutions concernées, le désir de contribuer à l'amélioration des interventions, et une analyse critique, empiriquement fondée, de la fabrication et de la mise en œuvre de celles-ci ».

Des diagnostics sans complaisance et solidement documentés sur le fonctionnement des services publics et des politiques publiques font partie en quelque sorte de l'ADN du réformisme critique tel qu'il est pratiqué par des chercheurs africains de plus en plus nombreux.

Le Lasdel est depuis 20 ans un grand producteur (mais pas le seul) de tels diagnostics, qui permettent de mettre en évidence, entre autres, diverses facettes concrètes de la dépendance à l'aide, et ses effets pervers. On en trouvera un grand nombre en libre accès parmi les 128 numéros de la série *Études et travaux du Lasdel*<sup>6</sup>.

Mais l'identification et la documentation des innovations « de l'intérieur » et des experts contextuels doivent faire partie aussi du cahier des charges des recherches relevant du réformisme critique. Car elles constituent une des principales pistes pour ne plus suivre aveuglément les préconisations, incitations, et interventions des « partenaires » du Nord, pour encourager l'initiative et l'imagination au sein des administrations et des services publics en Afrique même, autrement dit pour mettre en œuvre une stratégie renouvelée et réaliste du « compter sur ses propres forces » permettant de rompre peu à peu le cercle vicieux de la dépendance à l'aide.

6 <http://www.lasdel.net/index.php/nos-activites/etudes-travaux>

## References/Références

- Bayart, J.-F., 1999, « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », *Critique internationale* 5, p. 97–120.
- Behrends, A., Park, S. J. and Rottenburg, R., 2014, « Travelling Models: Introducing an Analytical Concept to Globalisation Studies », in Behrends, A., Park, S. J. and Rottenburg, R. (Eds) *Travelling Models in African Conflict Management. Translating Technologies of Social Ordering*, Leyden: Brill.
- Bierschenk, T., 2009, « Democratization without Development: Benin 1989–2009 », *International Journal of Politics, Culture and Society* 22, pp. 337–357. <https://doi.org/10.1007/s10767-009-9065-9>
- Bierschenk, T. 2014, « From the anthropology of development to the anthropology of global social engineering », *Zeitschrift für Ethnologie*, 139 (1), pp. 73–98.
- Blundo, G., 2015, « The King is not a kinsman. Multiple accountabilities and practical norms in West African bureaucracies », in Herdt and Olivier de Sardan (Eds).
- Blundo, G. and Olivier de Sardan, J.-P. (Éds), 2007, *État et corruption en Afrique. Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers ( Bénin, Niger, Sénégal)*, Paris, Karthala.
- Boiral, P., Lantéri, J.-F., Olivier de Sardan, J.-P. (Éds), 1985, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural*, Paris, Karthala.
- Borrel, T., Boukari-Yabara, A., Collombat, B. et Deltombe, T. (Éds), 2021, *L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique*, Paris, Seuil.
- Canguilhem, G., 1991, *Le normal et le pathologique*, Paris, PUF.
- Chauveau, J.-P. and Yung, J.-M. (Éds), 1995, *Innovation et sociétés. Quelles agricultures ? Quelles innovations ? Vol. 2 : Les diversités de l'innovation*, Paris, CIRAD.
- Collier, P., 2006, « Is aid oil? An analysis of whether Africa can absorb more aid », *World Development*, 34 (9), pp. 1482–1497.
- Darbon, D. 2001, « De l'introuvable à l'innommable : fonctionnaires et professions de l'action publique dans les Afriques », *Autrepart*, 20, p. 27–42.
- Darbon, D. 2003, « Réformer ou reformer les administrations projetées des Afriques ? Entre routine anti-politique et ingénierie politique contextuelle », *Revue française d'Administration publique*, 105–106, p. 135–152.
- DiMaggio, P. and Powell, W. (Eds) 1991, *The new institutionalism in organizational analysis*, Chicago: The University of Chicago Press.
- English, M., Irimu, G., Nyamai, R., Xere, F., Garner, P. and Opiyo, N. 2017, « Developing guidelines in low-income and middle-income countries: lessons from Kenya », *Archives of Disease in Childhood: Fetal and Neonatal Edition* 102, pp. 846–51.
- Giddens, A., 1984, *The constitution of society: an outline of the theory of structuration*, Cambridge : Polity Press.



- Gomez-Temesio, V. and Le Marcis, F., 2017, « La mise en camp de la Guinée. Ebola et l'expérience postcoloniale », *L'Homme* 222, p. 57–90.
- Hart, K. 2008, « Between bureaucracy and the people: a political history of informality », Danish Institute for International Studies, Working Paper 27.
- Jordan Smith, D. 2003, « Patronage, per diems and the workshop mentality: the practice of family planning programs in Southeastern Nigeria. » *World Development*, 31 (4), pp. 703–715.
- Lavigne Delville, P. et Abdlekader, A., 2010, « À cheval donné on ne regarde pas les dents ». Les mécanismes et les impacts de l'aide vus par des praticiens nigériens », *Études et travaux du Lasdel*, 83
- Lewis, O., 1969, *La vida. Une famille portoricaine dans une culture de pauvreté*, Paris, Gallimard (1re éd. angl. 1965)
- Li, T. M., 2007, *The will to improve : governmentality, development and the practice of politics*, London, Duke University Press. Maaloe, N. et al., 2021, « The injustice of unfit clinical practice guidelines in low-resource realities », *The Lancet* 9 (6) E875-E879.
- Meagher, K., 2010, *Identity economics: social networks and the informal economy in Nigeria*, Woodbridge, Rochester and Ibadan; James Currey and HEBN Publishers.
- Murshed, S. M., 2018, *The Resource Curse*, Agenda Publishing.
- Naudet, J. D., 2021, « Sahel : les bailleurs de fonds connaissent-ils le terrain ? » ID4D. (<https://ideas4development.org/>)
- Olivier de Sardan, J.-P., 2008a, « Introduction thématique. La crise alimentaire de 2004–2005 au Niger en contexte », *Afrique contemporaine*, 225, p. 17–38.
- Olivier de Sardan, J.-P., 2008b, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia-Bruylant.
- Olivier de Sardan, J.-P., 2013, « The bureaucratic mode of governance and practical norms in West Africa and beyond », in Bouziane, M., C. Harders and A. Hofmann (Eds) *Local politics and contemporary transformations in the Arab world. Governance beyond the center*, Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Olivier de Sardan, J.-P., 2014, « La routine des comportements non observants au sein des services publics nigériens. Connaître la culture bureaucratique pour la réformer de l'intérieur », *Études et Travaux du Lasdel*, 119.
- Olivier de Sardan, J.-P., 2015, « Practical norms: informal regulations within public bureaucracies (in Africa and beyond) », in De Herdt, T. and Olivier de Sardan, J.-P. (Eds), *Real Governance and Practical Norms in Sub-Saharan Africa. The game of the rules*, London: Routledge.
- Olivier de Sardan, J.-P., 2021, *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Paris, Karthala.
- Olivier de Sardan, J.-P., Diarra, A. and Moha, M., 2017, « Travelling models and the challenge of pragmatic contexts and practical norms: the case of maternal

- health », *Health Research Policy and Systems*, 15 (suppt 1) : 60. (DOI : 10.1186/s12961-017-0213-9)
- Olivier de Sardan, J.-P. and Ridde, V. (Éds), 2014, *Une politique publique de santé et ses contradictions. La gratuité des soins au Burkina Faso, au Mali et au Niger*, Paris, Karthala.
- Richards, P., 1985, *Indigenous agricultural revolution*, London, Hutchinson.
- Richards, P., 1986, *Coping with hunger : hazard and experiment in an African rice farming system*, London: Allen & Unwin. Ridde, V., 2010, « Per diems undermine health interventions, systems and research in Africa: burying our heads in the sand », *Tropical Medicine and International Health* 15 (7), E1-E4. Sen, A., 2000, *Development as freedom*, Anchor Books.
- Sennett, R., 2009, « Nouveau capitalisme et expertise quotidienne », *Cahiers internationaux de sociologie* 126, p. 13–20.
- Sintomer, Y., 2008, « Du savoir d'usage au métier de citoyen », *Raisons politiques* 31, p. 115–133.
- Yates, D., 1996, *The rentier state in Africa : oil rent dependency and colonialism in the Republic of Gabon*, Trenton : Africa World Press.

**Jean-Pierre Olivier de Sardan** est également professeur associé à l'université Abdou Moumouni de Niamey (Niger), où il est responsable scientifique du mastère de socio-anthropologie de la santé. Il est un des fondateurs du Lasdel (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local).

Dans le domaine de la santé, ses recherches ont donné lieu à plusieurs publications parmi lesquelles on peut citer : *Une médecine inhospitalière, les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest* (édité avec Y. Jaffré), Paris, Karthala, 2003 ; *Une politique publique de santé et ses contradictions. La gratuité des soins au Burkina Faso, au Mali et au Niger* (édité avec V. Ridde), Paris, Karthala, 2014.

Son dernier ouvrage (2021) fait le bilan de ces trente années de recherches personnelles et collectives dans le cadre du Lasdel : *La Revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*.

# Copier-coller et incohérence en Afrique

Vers une refondation afin que refleurissent nos Etats

Isaac Dakono\*

## Préambule

Le morcèlement de la géographie terrestre n'a pas eu que pour corollaire le confinement de la partie Afrique dans un chaos sans fin à l'image d'un labyrinthe. Bien que les bouleversements en Afrique ont connu une aggravation sévère, ces dernières années, au plan du sous-développement, de la criminalité, de la radicalisation, de l'extrémisme violent et du terrorisme. En effet, dans le quasi-ensemble des pays, incluant la quasi-totale partie de l'Afrique de l'ouest, s'étendant de l'Atlantique à la Mer Rouge, de la Mauritanie à la Somalie ; et du centre de l'Afrique, comprenant le sud du Sahara, l'Est du bouclier Ouest-africain et l'Ouest de la vallée du grand Rift ; au fil des années, les crises sont devenues une préoccupation majeure pour l'Etat et les citoyens.

Certes, les réalités contemporaines dénotent par la cartographie de la majeure partie du continent africain des territoires émaillés de crises plus ou moins profondes, et surtout multidimensionnelles. Des foyers de conflits et de tensions s'allument ou se réveillent, hypothéquant l'existence de dizaines de millions d'êtres humains. Elle se manifeste aussi, par un constat de faillite des institutions publiques, et une panne dans la délivrance des services publics de base. Les politiques agricoles mises en œuvre se sont révélées contreproductives et les campagnes se dépeuplent, aggravant les problèmes d'urbanisation et

\* coordinateur de ARGA Mali

de sécurité dans les villes. « On ne connaît pas de meilleure voie que les villes pour sortir de la pauvreté. Ce sont elles qui transforment le mieux les civilisations. Mais il y'a aussi des démons qui vont de pair avec la densité <sup>1</sup>». Grand corps mou et fantasque, le continent serait engagé dans un processus d'auto-destruction ravageant<sup>2</sup>. De fil en aiguille, tous les pays sont devenus des poudrières avec les situations sécuritaires déplorables, les tissus sociaux minés par la misère, le chômage, l'exode rural, l'immigration et l'émigration sont devenus la mode ; les maladies endémiques et / épidémiques et d'autres pandémies y ont élus domicile.

Mais, voilà pourquoi, par ici donc, énoncé sur la tragédie du présent, l'Afrique crie et gémit, mais elle n'est pas cet enfer dantesque voué à la loi des canons, des pandémies et des épidémies. Ce pendant est loin d'être un accident de parcours, il est le fruit d'un enchevêtrement de cause et effet ; et il n'est point un jugement sans appel. Nul besoin d'indiquer ici alors combien cela entache structurellement les efforts entamés, ça et là. Il est alors d'acuité certaine aux regards de cet existant, un sentiment communément partagé que cette réalité est sans issue, et est le reflet de système qui a atteint ses limites. Il nous faut alors apporter à notre Afrique un nouveau regard. Et, avisons nous que les questions africaines sont planétaires.

## « Les Etats légaux » et les « Pays réels »

Le *Quasi Etat-Nation* issu de l'indépendance continue d'avoir mal à sa légitimité en Afrique, et ne parvient de plus en plus à assurer durablement la *SECURITE* des populations. Ce fait n'est autre que la conséquence des incohérences entretenues depuis son avènement. On peut se demander de nos jours quel est le niveau d'ancrage des Etats africains dans les sociétés africaines ? Et quelle efficacité pour ces Etats ?

Rappelons donc que notre espace planétaire qu'est l'Afrique, est un héritage de grands empires ; notamment, le royaume du Kongo, les empires Mupata,

1 Ibid. ; Conférence annuelle des banques sur l'Afrique, Séance d'ouverture, 13 Juin 2016 <https://www.youtube.com/watch?v=37o58T4JyX4&feature=youtu.be&t=10m07s>, accédé en novembre 2016.

2 Achille Mbembe, *De la post colonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

du Ghana, du Mali et plus récemment du Songhay qui ont été des formes d'organisation humaine abouties en Afrique. Ces regroupements humains et territoriaux n'ont pas usurpés la dénomination d'empire et regorgeaient de territoires plus vastes que nos Etats actuels. Ils ont pu prospérer et se hisser à des niveaux d'intégration et d'harmonie encore enviables de nos jours. Ils méritent qu'on s'intéresse à eux, au besoin, de démontrer que la terre qui abrite lesdits Etats a hébergé par le passé des systèmes politiques qui ont pu et su encadrer la vie et l'espérance de millions d'êtres humains.

Pourquoi donc les systèmes politiques africains ne sont-ils pas en phase avec les sociétés africaines ?

L'héritage de la colonisation milita en faveur de ce fait, il est lourd et continue de hanter, surtout au plan institutionnel et administratif. Dans l'euphorie des années d'indépendance, dans leur volonté d'auto-détermination nos Etats naissants se sont alignés sur des Modèles. Il y a eu du « copier-coller » à plus d'un titre.

De nos jours, la remarque est patente, et les faits sont sacrés. L'Afrique lusophone est empreinte du système portugais, les anciennes colonies françaises sont le prolongement de la France métropolitaine, se font encore même appeler à l'occasion, Communauté Française d'Afrique ; les colonies anglaises quant à elles, continuent de vociférer sous le joug de système anglo-saxons... *Le NOIR*, qui fut une matière première a été malaxée au cours des âges par les influences extérieures.

Nous avons donc *des Etats clonés* en Afrique qui ont été enfantés par les systèmes coloniaux au travers d'une reproduction mimétique. Dans leur quête alors effrénée, les premiers commis embrigadés par le système coloniale, alors, *taillables comme la pierre et corvéables à merci*, qui ont eu la charge de conduire ces pays africains dans leur premières heures d'indépendances n'avaient pour seule alternative que de reproduire leur expériences dans les systèmes locaux.

« En général, l'Afrique occidentale s'est comportée comme un vaste cul de sac, recevant, diluant, et finalement, assimilant ou stérilisant les éléments extérieurs<sup>3</sup> ». Comme par ricochet, le choix des institutions, leur mode d'administration, le dispositif légal et bien d'autres ... ; ont été calqués sur celui

3 TRIMINGHAM S., *History of Islam in West Africa*, 1962, p. 19

de l'envahisseur, impliquant dans une large mesure des *Incohérences*. Ce faire posa les jalons d'instabilités futures pour ces pays.

Aussi, le constat révèle clairement de nos jours, que bon nombre d'Etats sont rejetés dans leur forme actuelle par les communautés car elles ont été conçues au mépris des réalités locales souvent liées à l'histoire de ces peuples. Cela consacre un écart entre les Etats et les sociétés, lequel doit illico être corrigé, car l'Afrique doit reconquérir ses expressions culturelles propres pour les besoins d'une *gouvernance légitime*. Pour citer HORACE<sup>4</sup>, « naturam expellas furca, tamen usque recurret » qu'on traduit par « chasse la nature à coups de fourche, elle reviendra toujours en courant ».

Le manque de vision et de profondeur historique ou le *déni de la réalité*<sup>5</sup>. Ainsi, cette pratique d'import-export de système politique a eu pour corolaire une appréhension parcellaire qui a consisté à éludé d'une part, les considérations locales liées à la diversité, et d'autre part, un manque de profondeur historique dans la volonté de constituer une communauté de vie; on a alors fait faute de fabriquer nos systèmes politiques comme si l'indépendance marquait leur début. Nul besoin de rappeler ici que les communautés ont vécu bien avant, pour qui comprend l'histoire des grands empires qui ont émaillé cet espace. *A la suite de Daniel BOURMAUD*<sup>6</sup> « la science politique africaniste s'est forgée dans le constat que le détour anthropologique et historique s'imposait pour qui voulait saisir la réalité politique contemporaine ».

En d'autres termes, Il est prétentieux d'envisager des systèmes politiques en Afrique, sans précaution, sans jauger les réalités socio-historiques auxquelles ils doivent leur existence. La légitimité ne peut se construire en ignorant les aspirations, les dynamiques de même que les contraintes des communautés locales. Pour caricaturer, nous sommes en face d'Etats allochtones sévissant sur les communautés autochtones. Dixit un militant anticonformiste. En attendant donc, les leaders africains devront éviter « *la tyrannie de l'urgence* » et plutôt créer une vision commune de la façon dont leur pays devra progresser.

4 QUINTUS HORATIUS FLACCUS, un demi-siècle avant Jésus-Christ, Liv.1, épître X, V.24

5 Docteur Ousmane SY, Analyste politique, Ancien ministre au Mali, Président du conseil régional de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique (ARGA).

6 Daniel BOURMAUD, La politique en Afrique, 1997, Edition Montchrestien, p. 7, 160 pages

Disons donc sans risque de nous tromper, que les mutations sociales en cours actuellement en Afrique sont de parfaites opportunités pour remblayer ces *Etats coquilles vides*. Aux regards du paquet de défis existant, nous devons donc développer une claire vision des aboutissements vers lesquels ces processus de transformations sociales nous conduisent. Sans doute, les progrès s'opèrent par transitions, plus que par des changements radicaux. Maîtriser ces transformations, signifie élaborer une feuille de route.

## Le paquet de défis

### 1 Calibrer les Etats aux réalités locales Africaines

Nos Etats en Afrique sont rejetés en l'état. A notre avis, il ya un déphasage entre les sociétés africaines et les Etats importés, et le divorce semble plus que jamais consommé. La tentative de « *copier-coller* » a échoué, aboutissant à de grandes pathologies; mettant à nu, des Etats étrangers aux sociétés adoptives. Partons donc de nos réalités pour construire nos Etats.

### 2 Redorer la légalité républicaine

Toute vie en communauté exige inéluctablement des règles qui s'imposent à tous ; la règle de droit est une condition d'équilibre social. Or dans nos Etats, l'absence de légitimité, de règles transparentes de gestion du pouvoir, associé à l'oligarchie et à la *démocratie répressive* ne sont pas un secret de polichinelle. Il est alors fondamental de rétablir l'Etat de droit.

### 3 Instaurer une gouvernance de proximité ou la perspective *de l'Etat plurinational*

Le projet commun de société doit être au préalable discuté et légitimé. La capacité d'intervention de l'Etat est moindre lorsqu'il ne s'appuie pas sur le local. Le constat général relève le « *moins d'Etat* » et le « *mieux d'Etat* ». Il faut donc mettre en place des mécanismes institutionnels et législatifs opérationnels qui garantissent la transparence, l'équité, la participation de tous à la vie de l'espace local ainsi que la gestion partagé et concerté du commun local. Et, partir du local au global.

#### 4 Investir en *l'HOMME* et envisager un citoyen nouveau

L'assistance contribue à asservir. Il faut nous départir et acquérir des capacités propres pour agir délibérément. Le relèvement des capacités nationales est stratégique pour notre développement. Aussi, il faut articuler la nationalité et la citoyenneté. Donc, former à l'acquisition de connaissance technique et éduquer à l'exercice de la citoyenneté demeure un défi majeur pour les Etats africains.

### Quelques propositions afin que reflourissent nos Etats-nations

#### De l'emphase Etat et réalités locales,

##### 1 Reconnaître nos Etats en tant que somme de plusieurs nationalités sociologiques.

L'accouplement de la nation sociologique (ères culturelles) avec la nation juridique (Etat), suppose le paramétrage des Etats aux réalités culturelles de nos sociétés. La reconnaissance de ces nations sociologiques serait donc un premier pas vers le règlement durable des nombreux conflits à caractère identitaire qui sévissent en Afrique. Les cas Mali, Cameroun, Rwanda, Sénégal, Guinée Conakry, Côte d'Ivoire, Nigeria...sont expressifs.

Dans bon nombre de pays, un appareil d'Etat étranger s'est établi. Il s'agit de le corriger et de l'orienter dans le sens des exigences actuelles. Car le constat révèle de nos jours qu'en dépit de l'éparpillement, entre plusieurs Etats, des empires (de Ghana, du Mali, du Noupé, du Monomotapa, d'Ifé, ...) ainsi que de plusieurs autres royaumes (Bambara, Baol, Mossi, Tekrur, Bamiléké...),les groupes se réfèrent et s'identifient d'abord et avant tout à leur communauté de caractère (Ex : arabe, diola, tutsi, hutti, touareg, haoussa, banya mulengue, akan, bamiléké...).

Les tentatives d'uniformisation ont donc échoué. Les nations sociologiques continuent de survivre au-delà des frontières et les replis identitaires sont très apparents. Il faut alors reconnaître à tous un espace d'expression propre. La reconnaissance du statut des nationalités sociologiques conduit nécessairement à accepter l'idée de l'existence et de la légitimité de droits particuliers,



que malheureusement, l'arsenal juridique moderne a confiné en « droits coutumiers » pour lui dénier toute légitimité; il faut le réhabiliter.

## 2 Bannir les stigmates sociaux des consciences nationales

Nos Etats sont pour la plupart constitués de minorité au sens des communautés. L'idée de majorité est donc un *construit conscient*.

L'octroi à toutes les composantes sociologiques des privilèges attachées au « *vivre ensemble* », réduirait considérablement la stigmatisation des consciences nationales et les nombreuses sources de conflits qui déstabilisent nos pays.

Donc, la nationalité reconnue aux citoyens en référence aux différentes composantes sociologiques de l'Etat, empêcherait l'utilisation de celle-ci à des fins politiques et éviterait les *manipulations de masses*. Entendu que, l'inopposabilité des droits des majorités aux droits des minorités (*principes de l'égalité et du droit à la différence*) confère à toutes les composantes sociologiques, les mêmes droits et les mêmes devoirs. Que chaque composante ait le sentiment d'être entendu et compris contribuerait à effacer les stigmates sociaux.

## 3 Construire une Alliances positives avec les « *élites locales* »

Les autorités traditionnelles et religieuses (Les Mourides au Sénégal, les Chérifs et les Cadis au Mali, la Chefferie Mossi au Burkina...) gardent une grande influence<sup>7</sup>, surtout sur les choix politiques. Elles agissent aussi comme une puissante force sociale, alternative, capable de gérer des conflits, d'organiser la vie sociale selon des modalités de nature coutumière ou religieuse.

Les élites « locales » (qu'elles émanent de la coutume, de la religion ou simplement d'un pouvoir économique) constituent des relais de médiation et de mobilisation sociale, du fait de leur crédit moral ou de leur poids économique. Au Mali, en ces périodes sombres de rébellion armée et de conflits communautaires au centre, les leaders communautaires du centre ont facilité des ren-

<sup>7</sup> Propos recueillis auprès d'un enquêté (juge) à Tombouctou au Mali : « Les Cadis influencent beaucoup le dire droit dans cette localité, les gens croient plus en leur justice qu'en la justice dite moderne. Ils préfèrent ainsi les saisir que de saisir le juge de l'Etat »

Les CADIS sont des autorités traditionnelles qui font office de juge dans les localités du nord au Mali

contres de dialogue communautaire, qui ont abouti à la signature de pacte pour la paix. Ces élites constituent à notre avis, en raison de la structure sociale du pouvoir propre aux sociétés africaines, des pôles d'élaboration des opinions locales et d'impulsion des décisions à caractère communautaire.

Le dialogue entre ces légitimités et les modalités nouvelles d'organisation locale, exige une reconnaissance mutuelle. Celle-ci doit s'exprimer d'une façon organisée qui valorise les apports de chaque *dépositaire de légitimité* dans la gestion des problèmes de la communauté. La reconnaissance des droits conférés aux nationalités sociologiques, réhabiliterait les légitimités locales, qui deviendront une pierre angulaire de l'architecture d'une *gouvernance légitime*.

## Du rétablissement de l'Etat de droit,

### 1 Inculquer les valeurs républicaines

D'emblée il ne s'agit pas ici de juridisme, mais de s'attacher à ancrer fondamentalement les valeurs de la république dans la culture individuelle et collective. Assurément c'est une œuvre de longue haleine qui s'acquiert par l'instauration d'une éducation permanente et la valorisation du capital humain dans la co-construction.

Elle devrait avoir comme repère de suivi le processus de socialisation de l'embryon social. Aussi, s'appuyer sur les lieux principaux de production des valeurs et des croyances : le village, la famille, l'entourage, le lieu de culte, l'école, le lieu de travail. En ces lieux, des leaders d'opinion sont identifiables (les parents, les chefs religieux /coutumier, l'enseignant, le patron...) sur lesquels la société devra investir pour servir de repères et de passeurs de messages positifs.

Au surplus, un principe comme : *Nul n'est sensé ignorer la loi* est inopérant, vide de contenu et privé d'efficacité pour qui en comprend le sens et la portée. Des textes élaborés en langue étrangères, pétries de lourdeur conceptuelle, et réservés à une frange de pseudo-intello ; sont parfaitement abstraites et ne peuvent efficacement s'appliquer sur des communautés qui ignorent tout de leur mécanique. Il faut alors palier aux *intrusions* et partir de la somme des convenances et des aspirations.

Ainsi, cette culture républicaine s'attachera et témoignera de la pleine conscience que les individus et les communautés ont des droits et des obligations vis-à-vis de la collectivité, et la volonté qu'ils manifestent de traduire effectivement cette pleine conscience dans tous leurs actes publics.

## 2 Assurer la séparation des pouvoirs et éviter la prise en otage de l'Etat

L'exigence de séparer les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire demeure fondamentale et cruciale. Il faut garantir à chacun un espace d'autonomie. « Il faut que le pouvoir arrête le pouvoir<sup>8</sup> » Il doit à tout prix être renforcé dans le sens de mieux assurer l'équilibre entre les composantes et, surtout, garantir le caractère multipolaire de la société.

Le mode de désignation dans les instances constitutives de ces trois pouvoirs doit différer et, pour garantir et éviter qu'une communauté ou un groupe de communautés ne s'accapare de tous les pouvoirs comme cela se passe dans bon nombre de pays en ce moment. Eviter le communautarisme dans la gestion des affaires publiques témoignerait d'une telle démarche. Autant, la dévolution du pouvoir exécutif sera fondée sur la règle du gouvernement de la majorité, autant le mode de désignation au niveau des assemblées législatives et dans les juridictions doit avoir pour souci principal de garantir l'équilibre entre les communautés et d'assurer que celles-ci soient en mesure de contrôler effectivement l'action des gouvernants. Veiller à ce que celui qui remporte les élections ne rafle pas tout.

## 3 Enterrer l'Etat répressif et bannir les abus de pouvoirs

Cela passe par l'inversion de certaine perception selon lesquelles : *l'Etat est au-dessus de tout, l'Etat a le monopole de la violence légitime et autres...* qui ont aussi leur prolongement *dans les gouvernants/et fonctionnaires sont au-dessus de tout.*

L'importation de modèle occidental sur les sociétés africaines par le colon qui a sévi, mais aussi, les élites africaines de l'après indépendance qui l'ont reçu

8 Montesquieu, De l'esprit des lois, 1748

comme héritage et adopté est la cause de cette difficulté majeure. Nous devons donc nous en départir, car, cela cancérisse fortement nos sociétés et s'exprime par un malaise social se traduisant par l'anarchie.

Ce faisant, une *démocratie africaine* permettrait de régler et transcender ces difficultés.

Il faut donc instaurer un système propre à nos sociétés en tenant compte des liens entre les individus et les communautés.

## De l'instauration d'une gouvernance de proximité,

### 1 Le retour de l'administration dans la société pour les besoins d'efficacité

Du décalage entre les dynamiques institutionnelles et les dynamiques sociales, résulte la nécessaire réintégration de l'administration dans la société.

Notre perspective de refondation, fondée sur des principes de pluralité, de différence et d'autonomie, suppose que l'appareil d'Etat, surtout ses moyens d'intervention, épouse les mêmes contours, en termes de valeurs et de mode d'organisation des sociétés.

Ce retour de l'Administration dans la société doit se traduire par une plus grande proximité des services publics, une plus grande attention aux besoins des populations, la libération d'espaces d'initiative et de décision au profit des populations, d'où des opportunités et des capacités nouvelles de création de richesses et finalement une plus grande cohésion sociale.

Acquérant ainsi une légitimité, une assise sociale, une utilité sociale reconnue, l'action publique sera véritablement en mesure de conduire les transformations nécessaires au développement de la société.

### 2 Décentralisation et/ou Déconcentration des services et des ressources publiques

Cet esprit poursuit un objectif de réforme de l'administration.

Du moment que l'administration réintègre la société, que les collectivités locales exercent davantage de responsabilités dans la gestion des affaires publiques locales par le biais d'une décentralisation poussée, il est nécessaire,

que l'Etat suive cette dynamique, en déconcentrant ses services, en développant des réponses appropriées aux exigences nouvelles du service public.

Cette déconcentration pour être réelle et efficace, doit consister en des responsabilités effectives et étendues accordées aux structures décentralisées, à la mesure de la nature des interpellations qui leur proviennent des collectivités locales.

L'autre condition à la viabilité des structures décentralisées, est la déconcentration des ressources budgétaires. Les ressources doivent être gérées en des lieux les plus proches possibles de leur utilisation. L'argent n'est –il pas le nerf de la guerre ?

## De l'investissement en l'HOMME,

### 1 Investir dans les jeunes

Le vecteur de changement qu'est la jeunesse a un rôle considérable a joué dans le devenir de l'Afrique<sup>9</sup>. Il faut alors pour prévoir l'avenir renforcer leur capacité technique et leur participation citoyenne.

Le relèvement des capacités techniques des jeunes suppose de revoir en profondeur le système d'enseignement dans nos pays. L'école, depuis longtemps sortie de la société, du fait de l'extraversion de l'Etat, doit réinsérer les communautés. L'enseignement ne peut plus continuer à être déconnecté des réalités du milieu.

Aussi, il faut parvenir à mettre en place et faire émerger les mouvements citoyens de jeunes. L'entretien d'une telle dynamique nécessite des espaces de participation à la gestion des affaires publiques qui doivent leur être ouverts. Cela doit être soutenu par un dispositif qui confère légitimité et légalité.

Il est donc de la responsabilité de l'Etat et des collectivités locales de fournir des appuis aux organisations citoyennes de jeunes car celles-ci correspondent à une demande sociale et offrent des services reconnus d'utilité publique.

<sup>9</sup> Selon le rapport du FNUAP en 2017, (Fonds des nations unies pour la population en Afrique de l'ouest et du centre) : les moins de 25 ans représentent déjà 64% de la population.

## 2 Instaurer un dialogue permanent

Les sociétés disposant d'un mécanisme de dialogue sont des plus stables et durables.

Pour des sociétés engagées dans un processus de refondation de l'Etat sur une base plurielle, le développement de capacités de concertation est crucial. C'est l'instrument par lequel, les ajustements entre des intérêts souvent contradictoires et divergents, s'opèrent. C'est aussi, le moyen le plus approprié pour élaborer des perspectives et s'entendre sur des projets structurant de transformations sociales et de développement.

Cette capacité de concertation doit à la fois concerner les *HOMMES* que les structures. Au niveau des hommes, des actions de renforcement des capacités à la conduite de négociations doivent cibler les leaders et tous les responsables que leurs fonctions amènent nécessairement à prendre des décisions qui engagent des populations. Que l'esprit de dialogue prévale sur toute gestion. Pour les *STRUCTURES*, des cadres de concertation seront créés ou encouragés, partout où, la nature des problèmes traités et/ou la diversité des acteurs l'exige.

Cette participation de tous à la gestion du commun, est une manifestation de la *gouvernance légitime*, ou de l'efficacité de l'Etat<sup>10</sup> ; elle est gage de stabilité et de développement.

10 Steffen G. Schneider, « La légitimité des systèmes politiques, l'espace public et les medias : une étude comparée des discours de légitimation en Allemagne, aux Etats-Unis, en Grande Bretagne et en Suisse » *Politiques et Sociétés*, vol.27, n2, 2008, p. 105-136

# Le rejet de la France au Sahel : mille et une raisons ?

Jean-Pierre Olivier de Sardan\*

**Au Sahel, les manifestations d'hostilité à l'égard de la France, cristallisées dans la contestation de l'opération Barkhane, se multiplient. Le sentiment « anti-français » qui s'installe doit être compris comme la conséquence d'un travail sur la mémoire de la colonisation inachevée, mais aussi comme le fruit de discours complotistes qui ne doivent être sous-estimés. Un profond changement d'attitude de la politique française vis-à-vis des pays africains s'impose comme seule voie de pacification.**

Le récent blocage d'un convoi militaire français au Burkina et au Niger par de jeunes villageois illustre de façon spectaculaire l'ampleur du rejet massif de la France au Sahel (les images ont circulé viralemment sur les réseaux sociaux en Afrique, suscitant un large enthousiasme). Bien d'autres exemples peuvent être évoqués, comme cette déclaration commune de quatre centrales syndicales au Niger désignant la France comme ennemi principal. Une telle animosité peut surprendre l'opinion publique en France, alors que l'aide française au développement vient d'augmenter, et que l'intervention militaire française, par ailleurs jugée nécessaire par tous les gouvernements de la région, vient de réduire sa voilure.

Et pourtant, de multiples facteurs permettent de l'expliquer. Certes ils n'atteignent pas le millier comme notre titre le suggère, mais ils sont néanmoins nombreux et convergents. Ils relèvent selon nous de deux dimensions différentes. Un premier ensemble relève de causes historiques, proches et lointaines, et repose pour l'essentiel sur des faits attestés, à propos desquels une argumentation rationnelle « anti-française » peut se déployer. Elle doit être prise en compte.

\* Anthropologue, directeur de recherche émérite au CNRS et directeur d'études à l'EHESS

Un second ensemble de causes est d'ordre totalement différent, car il repose sur des narratifs complotistes, décrochés des réalités contemporaines, mais qui apparaissent à beaucoup comme crédibles et font l'objet d'une intense diffusion par la rumeur et les réseaux sociaux.

La convergence de ces deux registres est détonante, comme le montre l'actualité. Mais pour bien comprendre ce phénomène, il faut d'abord en démêler une à une les multiples composantes.

## Le lourd passif de la France en Afrique

Bien évidemment c'est la colonisation qui reste le premier chef d'accusation de la France pour la très grande majorité des citoyens des pays africains qui ont subi la conquête française.

C'est le premier chef d'accusation d'un point de vue chronologique (encore que la traite négrière atlantique, qui a enrichi l'Occident et en partie permis la révolution industrielle, ne soit pas sortie de la mémoire collective – à la différence de la traite vers les pays arabes, plus facilement passée sous silence), et c'est le premier aussi quant à son importance : les violences de la conquête (par exemple, au Niger, les massacres de la colonne Voulet-Chanoine) comme le despotisme de la gouvernance coloniale (indigénat, travail forcé, réquisition de produits agricoles, vol des terres, conscription obligatoire et utilisation comme chair à canon dans les deux guerres mondiales) ne s'oublie pas facilement, car les comptes de cette période douloureuse n'ont pas encore été soldés.

Un travail de mémoire s'impose pour la colonisation française en Afrique noire, comme il a commencé à s'imposer à propos de la guerre d'Algérie. Dans les anciennes colonies françaises, à l'exception de la Guinée (mais qui est vite devenue une dictature terrible) et du Mali (mais où Modibo Keita a vite été balayé), les régimes nés avec les indépendances ont pris la suite directe des colonisateurs avec l'aide et souvent sous la surveillance de ces derniers (c'est la phase dite du néo-colonialisme).

Les nouvelles nations n'ont donc pas pu se libérer de ce lourd passé (alors que des pays comme le Ghana ou la Tanzanie, grâce au rôle historique d'un Nkrumah ou d'un Nyerere, y sont bien mieux arrivés). Pensons encore au cas du Niger où cette phrase de l'hymne national, composé par un Français (!),



est chantée à tue-tête depuis 60 ans « Soyons fiers et reconnaissants/de notre liberté nouvelle ! » : c'est seulement depuis un an qu'un processus de modification est en cours !

Le passif colonial pèse encore lourdement aujourd'hui dans toute l'Afrique francophone, *y compris sur les jeunes générations qui n'ont pas connu cette période* : les manifestations de lycéens ou d'étudiants depuis des décennies prennent fréquemment pour cibles des symboles français.

En effet, après les indépendances, en maintes occasions le passif colonial est revenu à la surface, par exemple à propos du traitement honteux fait aux anciens combattants africains de la seconde guerre mondiale et des guerres coloniales de la France en Indochine et en Algérie (où ils ont aussi été envoyés en première ligne) – pensions bloquées devenues ridicules – ou des difficultés (et humiliations) rencontrées par les ressortissants des anciennes colonies françaises pour obtenir des visas pour la France (*y compris pour y étudier*).

Bien évidemment c'est surtout la Françafrique, qui a régné depuis les années 1960 et qui n'a pas totalement disparu (on pense à Bolloré ou à Total), qui a continuellement ravivé le ressentiment anticolonial, même si elle est loin d'avoir aujourd'hui son importance ancienne. Le long et intense mélange d'affairisme et de corruption, de soutien aux dictateurs, d'interventions militaires au profit de protégés, a été dévastateur. Les opinions publiques ont souvent soupçonné (parfois à tort, mais on ne prête qu'aux riches) la main de la France dans nombre de coups d'état (contre Sankara au Burkina Faso, contre Diori Hamani au Niger, contre Grunitzky au Togo, etc.).

Même si la France est devenue un partenaire économique (et parfois même politique) secondaire, même si elle n'est plus du tout capable de faire la pluie et le beau temps dans ses anciennes colonies, ses dernières interventions militaires sur le continent, bien avant la percée du jihadisme, ont été très mal perçues, que ce soit en Côte d'Ivoire ou en Libye. C'est la guerre contre Kadhafi qui est d'ailleurs l'une des causes majeures de la crise sahélienne actuelle. On peut enfin citer le franc CFA, qui, ne serait-ce qu'au niveau symbolique, et sans rentrer dans les débats des économistes sur ses effets négatifs, rappelle le triste passé de l'occupation française (imagine-t-on qu'après la libération de la France la monnaie officielle ait été nommée le « mark » ?).

Il faut à ce tableau ajouter l'arrogance mêlée de paternalisme qui a souvent caractérisé les dirigeants français, depuis le soutien de Giscard d'Estaing à son

« cousin » Bokassa, ou la décision unilatérale de la dévaluation du franc CFA par Balladur, jusqu'au discours de Sarkozy à Dakar sur une Afrique jamais entrée dans l'histoire.

Les récentes déclarations ou décisions contradictoires de Macron n'ont pas vraiment rompu avec ces très mauvaises habitudes. Certes, d'un côté, il a admis, avec un certain courage pour un homme politique, que la colonisation était un crime contre l'humanité, et il a enfin commencé à restituer quelques œuvres d'art africain volées par les conquérants. Mais d'un autre côté, il a décidé un beau matin et quasiment tout seul (un peu avec Ouattara il est vrai) de remplacer le franc CFA par l'eco sans tenir compte du processus en cours initié par les chefs d'État africains, il a décrété que l'Algérie n'avait pas d'histoire avant la conquête française, et il a convoqué un jour les chefs d'État africains à Pau tout en leur enjoignant un autre jour de rester à la maison pour un pseudo sommet France-Afrique ayant lieu sans eux.

Enfin, il faut prendre en compte un phénomène qui n'est pas que français, mais dans lequel la France a sa part : la question de la dépendance à l'aide (aide au développement, comme aide humanitaire). « La main qui donne est toujours au-dessus de la main qui reçoit » : cette maxime fréquemment citée témoigne du sentiment d'humiliation constitutif aux relations inégales entre bailleurs de fonds et bénéficiaires de l'aide. La célébration publique aujourd'hui généralisée du « partenariat » cache mal à quel point ce dernier terme ne rend pas compte de la réalité de l'aide, où ce sont toujours les partenaires du Nord qui prennent les décisions importantes, qui imposent leurs conditionnalités, qui diffusent leurs idées et leurs programmes, qui donnent des leçons de morale.

Le paradoxe ici réside en ce que la France est considérée comme un responsable majeur de cette dépendance, alors même que l'aide directe de la France est devenue relativement faible, et qu'elle est moins appréciée que celle d'autres pays européens comme l'Allemagne ou la Suisse, plus structurante et plus soutenue (ces deux pays fournissent des accompagnements sectoriels ciblés, dans la longue durée, plus souples et adaptatifs).

Nous avons jusqu'ici énuméré tout un ensemble de faits historiques, lointains et proches, qui « plombent » en quelque sorte les relations actuelles de tous les pays africains anciennement colonisés par la France avec cette dernière. Mais il faut aussi prendre en compte les spécificités propres à chaque pays.

La mémoire coloniale et parfois post-coloniale est plus ou moins à vif et exacerbée selon les cas : le massacre des tirailleurs de Thiaroye au Sénégal, la sanglante répression de 1947 à Madagascar, la guerre contre l'UPC et la liquidation de ses chefs au Cameroun sont des traumatismes spécifiques, en quelque sorte supplémentaires, dont le souvenir alimente d'autant plus les ressentiments contre la France que ces événements sont au niveau officiel quasi ignorés.

Nous voudrions mettre en évidence un événement bien plus récent, qui joue un rôle majeur dans la crise actuelle au Mali : la question de Kidal. Alors que l'opinion malienne avait bien accueilli l'opération Serval de l'armée française pour empêcher la descente des jihadistes vers le Sud, puis pour libérer le Nord Mali, le refus des Français de laisser entrer l'armée malienne à Kidal, livrant ainsi la ville aux indépendantistes touaregs, a marqué un renversement complet de l'opinion.

Les Français sont alors apparus comme hostiles à l'unité et la souveraineté du Mali, et leur ancienne complaisance envers les rébellions touaregs est revenue à la surface. Dès lors l'intervention militaire française sous une forme nouvelle (Barkhane) est devenue suspecte pour de nombreux Maliens, d'autant plus que Barkhane a beaucoup fonctionné en enclave, sans associer systématiquement l'armée malienne (considérée, non sans raisons d'ailleurs, comme peu fiable).

Il résulte de cette accumulation de données historiques où la France a joué des rôles particulièrement négatifs un double sentiment d'humiliation (qui implique un désir de revanche) et de méfiance (qui met en cause toutes les « bonnes intentions » françaises). Ce double sentiment a une forte dimension émotionnelle, mais il est ancré dans des faits incontestables et il est en quelque sorte légitimé par toutes ces réalités que nous avons évoquées. Cette dimension émotionnelle explose vite dès lors qu'un incident quelconque sert d'étincelle : bloquer un convoi militaire français à la fois satisfait le désir de revanche et exprime la méfiance historiquement fondée contre l'armée française.

## Les théories du complot et le rejet de la France

C'est sur cette base factuelle, d'une certaine façon incontestable, qu'intervient le second registre de causes du rejet massif de la France, un registre qui s'éloigne au grand large des vérités historiques, et se situe dans l'imaginaire, dans l'idéologique, dans l'affabulation, mais acquiert de la crédibilité en « surfant » en quelque sorte sur le registre des vérités historiques et sur l'humiliation et la défiance qui en découlent, au point où, bien souvent, ces deux registres s'emmêlent de façon indiscernable dans les discours « anti-français ».

Le cas du franc CFA est emblématique : des aspects historiques avérés (il s'agit bien d'une délégation de souveraineté à la France, et d'un héritage colonial) et des débats économiques complexes sur les avantages et les inconvénients (variables selon les pays) d'une monnaie forte arrimée à l'euro coexistent avec des affirmations erronées largement répandues (la France se serait enrichie grâce aux réserves de change des pays africains bloquées à la Banque de France)

Les trois théories du complot que nous allons évoquer sont extrêmement répandues, dans tous les pays sahéliens, voire au-delà, et dans des couches variées de la population. Elles peuvent être combinées.

La première théorie du complot considère que l'intervention française aurait une cause cachée : mettre la main sur les immenses ressources naturelles (supposées) du Sahel. Les motivations géopolitiques françaises (bloquer l'avancée jihadiste, éviter la chute des États sahéliens, freiner les migrations) ne sont pas prises au sérieux. Par contre les ressources naturelles cachées ou potentielles sont clairement surestimées par ce narratif, comme sont ignorées les contraintes actuelles de l'exploitation des matières premières et du fonctionnement des marchés. La nostalgie ou le retour du marxisme et de l'anti-impérialisme des années 1960-70 alimentent aussi cette théorie : la politique est considérée comme étant toujours au service des intérêts masqués de l'économie capitaliste, y compris dans sa version néo-libérale contemporaine.

Une seconde théorie du complot se greffe souvent sur la première. Bien moins crédible encore, elle est pourtant largement répandue. Les Français s'entendraient en sous-main avec les jihadistes, pour créer une instabilité régionale qui justifierait leur intervention militaire. Le fait que malgré leurs gros moyens et leur puissance de feu ils n'aient pas empêché l'expansion du jiha-

disme est invoqué comme preuve de cette complicité. C'est cette théorie du complot qui a été largement invoquée par les manifestants ruraux qui ont bloqué le convoi français ces derniers jours.

La troisième théorie du complot est d'ordre différent, et se réfère au domaine religieux. Les Français sont des « cafres » (des païens) qui participent à la nouvelle croisade des chrétiens contre l'islam, en particulier le « vrai islam » refondé par les salafistes. Elle a un écho chez ces derniers.

Les théories du complot ont ceci de particulier qu'elles se diffusent toutes seules, par tache d'huile, que ce soit sous la forme très ancienne et toujours actuelle de la « rumeur » (radiotrottoir) ou sous la forme toute nouvelle des réseaux sociaux, qui jouent en l'occurrence un rôle majeur. Les vidéos, les photos, les messages vocaux illustrent et valident ces théories, en circulant à travers toute l'Afrique et dans la diaspora africaine.

Néanmoins, le rôle d'entrepreneurs politiques ou religieux qui contribuent à cette diffusion, qui s'en servent, ou qui la manipulent ne doit pas être sous-estimé. L'ampleur des sentiments anti-français ouvre des espaces d'opportunités pour des politiciens, comme on le voit particulièrement au Mali. Des religieux, parfois aussi politiciens, en jouent également. Les jihadistes alimentent quant à eux la théorie de la croisade. Certains acteurs extérieurs (Russie surtout, mais parfois Turquie) mettent aussi de l'huile sur le feu (un feu qu'ils n'ont pas allumé mais dont ils tirent parti).

\* \* \*

Il est particulièrement difficile aujourd'hui en Afrique de convaincre un interlocuteur de renoncer à une théorie du complot, d'autant plus que derrière celle-ci se profile toujours le registre des vérités historiques incontournables, qui justifient une profonde méfiance envers les faits et gestes des responsables français, et qui donnent une dimension émotionnelle très forte au débat.

On voit alors à quel point un changement d'attitude de la politique française qui soit *profond* et non pas cosmétique ou sémantique devient nécessaire, pour autant qu'on veuille du côté français « refonder » véritablement les relations entre la France et l'Afrique.

Reconnaître les crimes de la colonisation, rompre clairement avec la Françafrique et ce qu'il en reste, mettre fin à la condescendance, à l'arrogance, aux injonctions et aux décisions unilatérales, remplacer les conseils par l'écoute,

passer d'une aide standardisée, formatée et volatile à des appuis plus humbles, plus fiables, plus durables et plus souples, ne plus admettre chez les uns ce pourquoi on condamne les autres, ne pas donner des leçons de morale et de républicanisme qui sont souvent contredites par les pratiques de nombre de politiciens français, permettre tout simplement aux étudiants africains de poursuivre leurs études en France, tout ceci est au fond assez simple, mais ce n'est pourtant pas une mince affaire.

Nous en sommes bien loin : rencontrer une douzaine de jeunes africains devant les caméras dans ce registre hyper-personnalisé que Macron affectionne, renommer l'aide au développement de sorte qu'il n'y ait plus ni le mot « aide », ni le mot « développement », consulter épisodiquement des élites africaines de la diaspora... Ces innovations présidentielles apparaissent, vues d'Afrique, comme dérisoires !

*mardi 7 décembre 2021*

# Après les coups d'Etat au Burkina Faso et au Mali

Helmut Asche, Maria Grosz-Ngaté,  
Martin Harder, Christiane Kayser, Cornelius Oepen,  
Katja Werthmann-Kirscht\*

Le dimanche 23 janvier 2022, – en l'espace de neuf mois le quatrième pays de la région du Sahel a connu un coup d'État militaire : le Burkina Faso. Il a été précédé par ceux du Tchad, de la Guinée et du Mali, en Afrique centrale. Lors du premier coup au Tchad, deux militaires – fils et père – se sont succédé dans le cadre d'un régime militaire dictatorial. L'Union africaine et la France n'y ont rien trouvé à redire. En revanche, après le report des élections de cinq ans, la junte militaire au Mali, et avec elle le pays tout entier, ont été soumis à des sanctions dramatiques de la part de la communauté ouest-africaine CEDEAO et de l'UE : fermeture des frontières, du trafic aérien, coupure des paiements de la banque centrale ouest-africaine – comparable, de par sa portée, à une coupure du système de transfert d'argent SWIFT. Les sanctions peuvent être formellement légitimes dans le cadre d'une alliance avec des normes juridiquement contraignantes, mais pour plusieurs raisons elles ne sont certainement pas politiquement intelligentes, car elles sont immédiatement contre-productives et à long terme ne mènent à rien. Cela se manifeste directement par de fortes réactions « patriotiques », dirigées contre la CEDEAO et surtout contre la France, dans de nombreux secteurs de la population du Mali et des pays environnants.

Sur le fond, on peut comprendre la démarche de la CEDEAO. Parmi les organisations régionales africaines, elle est celle qui a remporté le plus de succès en mettant fin à des guerres civiles et en rappelant à l'ordre des chefs mili-

\* membres du comité Sahel de l'Association des Africanistes en Allemagne (VAD)

taires ou des présidents qui ne voulaient pas quitter le pouvoir – la CEDEAO a travaillé sur le maintien de la paix et la résolution des conflits. Ces dernières années cependant, les problèmes menacent de la dépasser. Les sanctions sévères de la CEDEAO contre les dirigeants maliens s'expliquent par cela. Mais de nombreux habitants du Sahel les considèrent comme envahissantes et imposées par la France, l'ancienne puissance coloniale. Il y a un risque que les sanctions aboutissent à un effet contraire de celui pour lequel elles ont été conçues. Après tout, le coup d'Etat au Burkina Faso a eu lieu malgré les sanctions contre le Mali, qui étaient censées être dissuasives.

Pour mieux comprendre, il convient d'éclairer brièvement le contexte des crises persistantes au Sahel.

Les crises dans les pays du Sahel occidental ne sont pas nées en premier lieu de l'avancée du terrorisme islamiste, elles n'ont été que renforcées par lui. Ce qui est plus déterminant dans tous les pays concernés, c'est l'enrichissement personnel prolongé des élites politiques et leur ignorance des besoins du gros des populations. A cela s'ajoute le fait qu'elles n'ont pas pu, y compris avec un soutien international, endiguer la prolifération des groupes armés et garantir ne serait-ce qu'un semblant de sécurité de la population. Rien qu'au Burkina Faso, on compte aujourd'hui selon les chiffres officiels au moins 1,6 million de déplacés à l'intérieur du pays. Si les coups d'Etat démontrent une chose, c'est à quel point les crises ont des causes internes, même si les circonstances sont différentes dans chaque pays.

La communauté internationale – y compris l'Allemagne – doit désormais prendre des décisions à deux niveaux. L'un concerne les sanctions et l'objectif des exigences qui leur sont associées ; l'autre l'aide militaire – les mandats de la MINUSMA et de l'EUTM.

## Des élections, et après ?

En apparence, il s'agit avant tout d'élections. La junte de Bamako était sous pression internationale d'organiser des élections en février 2022 et de se retirer ensuite. Le plus petit dénominateur commun des partenaires internationaux, y compris à Berlin, était le suivant : nous insistons sur des élections rapides et sur des « réformes ».



Cette exigence était dès le départ totalement irréaliste. Au lieu de cela, le gouvernement militaire du Mali a commencé par essayer d'endiguer la corruption et a ensuite organisé toute une série de consultations politiques centrales et décentralisées. Il en est ressorti que les élections générales devaient être reportées et qu'une réforme de l'État devait être engagée d'ici là. Le fait que la junte ait décidé d'un report de cinq ans, que les résultats des consultations n'aient jusqu'ici pas été publiés et qu'un calendrier n'ait été que promis jusqu'à présent est critiquable, mais ne change rien au fait que dans cette situation, des consultations inclusives pour la stabilisation à l'intérieur sont plus utiles que des sanctions de l'extérieur.

Au Burkina Faso, des élections libres ont eu lieu en 2020 – du moins dans la partie du pays où il était possible de voter. Elles n'ont résolu aucun problème. Insister sur des élections « rapides » – que ce soit en Libye, au Mali ou au Soudan – n'a de sens que si la population voit des propositions claires sur des questions fondamentales concernant l'orientation du pays et si elle a littéralement le choix. Ce n'est pratiquement pas le cas, il s'agit essentiellement de poursuivre la même politique avec les mêmes protagonistes ou un léger échange de protagonistes.

Derrière l'exigence d'élections et de réformes se cache une conception de l'État largement inadaptée à la situation. L'Occident parle volontiers d'« États fragiles » en Afrique qui devraient se réformer. Outre le fait que ce discours ignore systématiquement les raisons extérieures de la fragilité politique et économique dont la politique européenne est en partie responsable (commerce, changement climatique, corruption), à l'intérieur, ces pays ne sont pas simplement fragiles. Des structures centrales pertinentes de l'État autrefois transférées par les puissances coloniales et vécues comme illégitimes par de nombreux citoyens ne sont plus existantes, se sont décomposées. Les instances des pays concernés sont effectivement incapables d'agir à cet égard, et c'est pourquoi les appels de l'extérieur n'ont plus guère de destinataire : qu'il s'agisse du Mali ou, avant cela, de la Somalie ou de la Libye, demander aux « élites » civiles ou militaires d'entreprendre des réformes démocratiques et de stabiliser des institutions faibles avec l'aide occidentale témoigne plutôt d'un manque de réalisme. Les observateurs ouest-africains considèrent la multiplication des coups d'État militaires ces derniers temps comme une tendance très inquiétante, mais l'attribuent essentiellement à la désillusion des populations vis-à-

vis de leurs gouvernements. Il ne faut donc pas tomber dans la facilité : outre une légitimité formelle par le biais d'élections, tout gouvernement a avant tout besoin d'une légitimité par les résultats, qui se traduisent par une amélioration des conditions de vie de la population.

Les communautés du Sahel doivent manifestement être reconstruites à partir de la base, dans une cascade inversée de négociations locales, régionales et centrales. Comme l'a montré avec succès l'expérience du Somaliland, elles doivent développer, avant même les institutions classiques, une nouvelle conception commune de l'Etat – un nouveau contrat social, un discours de cohabitation pacifique au sein de la communauté. C'est précisément la voie que semblent emprunter les sociétés civiles du Mali et du Burkina Faso – jusqu'à négocier avec des groupes armés qui ne sont justement pas tous des ennemis «extérieurs» venus à moto de l'immensité du désert. L'Occident devrait soutenir les sociétés dans cette voie, mais dans la mesure exacte et avec les appuis qui y sont souhaitées, et non avec ceux qui découlent des slogans politiques à Paris, Bruxelles ou Berlin.

## Continuer l'aide militaire ?

Ces efforts de longue haleine ne feront pas disparaître la dangereuse menace islamiste au Sahel. Le deuxième niveau de décision concerne donc la poursuite de la MINUSMA, d'EUTM et d'EUCAP, avec la participation de l'Allemagne.

Précisons d'emblée que la présence de mercenaires ou d'« instructeurs » russes au Mali ou ailleurs en Afrique est plus qu'un désagrément politique et humanitaire, mais ne constitue pas en soi une raison suffisante pour prendre une décision en la matière – c'est-à-dire pour retirer les troupes.

La MINUSMA et les missions de l'UE tentent depuis 2012 d'aider les pays du Sahel central à stabiliser leur situation sécuritaire et à former leurs troupes. Elles n'ont clairement pas réussi. Depuis deux ans, un groupe de travail de l'Association pour les sciences autour de l'Afrique en Allemagne (VAD) a fondamentalement critiqué les politiques et démarches existantes et a également démonté le prétendu nexus réussi entre le développement et la sécurité dépendante de l'aide extérieure dans ces pays. ([www.vad-ev.de](http://www.vad-ev.de))

Notre analyse exclut d'emblée d'accueillir les militaires putschistes comme des sauveurs, bien qu'une grande partie de la population des trois pays, la Guinée, le Mali et le Burkina, semble le faire. On pourrait souhaiter des éléments de l'armée y aient pris le pouvoir, suivant l'exemple légendaire de l'officier Thomas Sankara ou du lieutenant d'aviation ghanéen Jerry Rawlings dans les années 1980, et qu'ils soient capables d'initier une politique progressiste, c'est-à-dire, entre autres, d'élargir les limites de l'arène des acteurs politiques établis, de permettre aux habitants des villages, aux femmes, aux jeunes de prendre des initiatives politiques et de s'engager ainsi sur la voie d'une démocratie durable. Rien de tout cela n'est sûr. Les nouveaux détenteurs du pouvoir devront être jugés sur leurs actes. Le chemin vers une démocratie qui fonctionne et même vers la stabilisation est long, et chaque pas dans cette direction doit d'autant plus être soutenu.

Les exigences à court terme, déjà résumées par notre groupe de chercheurs et chercheuses africanistes, sont donc évidentes. Dans le domaine purement militaire, elles impliquent que les militaires qui sont désormais au pouvoir à Bamako, Ouagadougou (et Ndjamena) soient prêts à court terme à réformer les institutions, à rendre les budgets militaires transparents et à mettre fin à la culture de l'impunité des actes de violence contre leurs propres populations. Ou, comme le dit Gilles Yabi du think tank ouest-africain Wathi : *« Il faut être réaliste : il n'y aura pas de renouvellement des élites politiques, militaires et administratives à court terme. Mais il faut que ça change un peu, et qu'on en finisse au moins avec la gouvernance hasardeuse du secteur de la défense et de la sécurité. En clair, arrêter de détourner et de gaspiller des ressources rares. »*

Pour le reste, ce qui a été dit plus haut reste valable : la société civile doit se voir garantir – comme cela vient d'être le cas au Mali – l'espace politique (policy space) pour mener le dialogue national nécessaire à tous les niveaux sans restrictions (y compris de la liberté de la presse et des médias sociaux), pour définir ses propres priorités et les mettre en œuvre. Nous avons appelé cela le « renversement de la perspective des acteurs » – contrairement à ce qui se passe actuellement, ce sont les acteurs de l'intérieur des pays qui doivent décider. La garantie de sécurité pour cela peut également être donnée à court terme et formulée en termes concrets. Elle devrait déterminer les décisions du parlement fédéral allemand en ce qui concerne les mandats pour l'armée allemande en mai 2022.

Enfin, le gouvernement fédéral et le parlement doivent décider si l'échec de la politique au Sahel les incite enfin à une stratégie politique qui ne navigue pas dans le sillage de la France, c'est-à-dire qui se démarque clairement du discours écrit à Paris sur le terrorisme en Afrique et des mauvaises décisions qui y ont été prises. Cela n'a malheureusement pas semblé possible jusqu'à présent. Même le contrat de coalition du nouveau gouvernement n'a consacré qu'un maigre paragraphe à l'Afrique. Les gouvernements fédéraux ont toujours subordonné leur politique africaine au bien supérieur de « l'axe Berlin-Paris » ou aux intérêts anglo-saxons – selon la sphère d'influence. Mais si ce que les africanistes du VAD, y compris nos collègues au Sahel, ont prédit comme étant la conséquence des politiques erronées sous l'hégémonie française – la chute des remparts qui empêchent la menace islamiste de s'infiltrer jusqu'aux côtes ouest-africaines – se réalise, alors il est temps de réfléchir et de décider de manière autonome à Berlin. Il sera désormais essentiel de savoir si, malgré le « dilemme français », le Berlin politique est prêt à penser fondamentalement différemment ou, du moins, à accepter des conseils politiques en dehors des sentiers battus.

Pour conclure, personne – ni les politiques ni les représentants de la société civile – ne peut garantir aujourd'hui que les propositions esquissées apporteront réellement une solution politique aux pays concernés. Ce qui est sûr, en revanche, c'est l'autre côté de la médaille : la poursuite de la politique actuelle ne mène à rien de bon.

*30 janvier 2022*

# Responsabilité et résilience

## Les Camerounais face à la pandémie de la Covid-19

Flaubert Djateng\*

L'irruption de la Covid-19 dans le monde ne pouvait laisser Zenü Network indifférent. La vision de Zenü Network est celle d'une société où chaque citoyen apporte sa contribution dans le vivre ensemble. Les membres du réseau se sont investis dans la communication autour de la pandémie, s'inscrivant sur les sites spécialisés pour avoir la bonne information. Recherchant des personnes-ressource pour avoir de bonnes explications. Aujourd'hui que peut-on dire sur cette pandémie ? Quels sont ses effets et les transformations qu'elle a apporté dans notre pays ?

Avec Pain pour le Monde, CAMNAFAW et le Ministère de la Jeunesse, la mobilisation a tout d'abord touché une cinquantaine d'élèves qui ont sensibilisé plus de 1700 personnes sur le port du masque et les mesures barrières. Ensuite avec PROCIVIS, ce fût le tour des transporteurs par car et par moto-taxi. Il s'agissait de leur demander de porter le masque et exiger le port du masque aux passagers. Ce travail nous a permis d'observer d'une part les facteurs de résilience au sein de la société camerounaise, et d'autre part d'observer les clivages que peuvent produire la rupture de confiance entre les autorités publiques et les populations. Mobiliser et former des jeunes et les citoyens autour d'une action commune n'est pas aisé de nos jours. Ces derniers ne font plus confiance aux adultes et aux responsables du gouvernement, ceux-là même qui ont perverti le système de gouvernance. Comment faire confiance à des personnes qui se sont investies dans les détournements de fonds Covid destinés aux soins des populations ? Le rapport du contrôle supérieur de l'Etat publié en février 2022, fait état de nombreux détournements de fonds prévu

\* Coordinateur de Zenü Network, Bafoussam/Yaoundé

pour lutter contre le Covid-19. On peut constater que pendant que le monde s'inquiétait et cherchait à faire face à cette pandémie, nos dirigeants s'illustraient par des actes d'irresponsabilité et de mépris envers la souffrance des citoyens :

- ◆ Détournement des fonds, 23 départements ministériels impliqués dans le détournement de 180 milliards de Fcfa de dotation pour le fond spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le coronavirus
- ◆ Prise des mesures barrières et levée des mêmes mesures sans réelles justifications, la levée des mesures relatives au nombre de passagers dans les transports publics et sur l'obligation du port du masque ont été vues comme la fin de la pandémie
- ◆ Quarantaines qui sont des farces : des voyageurs conduits dans des hôtels réquisitionnés pour la quarantaine et que l'on retrouve plus tard avec des prostituées
- ◆ Non-respect des mesures par les autorités, les deuils des hauts commis de l'Etat et des grands hommes d'affaires s'organisent au mépris des mesures barrières
- ◆ Arnaque des malades dans les hôpitaux, les médecins mal payés profitent de la souffrance des malades pour s'enrichir
- ◆ Mafia autour des corps des décédés de Covid, les familles sont privées des corps de leur proches et il leur est demandé en plus des sommes colossales pour les enterrements
- ◆ De nombreux dispositifs de lavage de mains mis dans les lieux publics, mais sans que l'eau soit régulièrement approvisionnée. Le dispositif est une façade pour montrer que le message est arrivé et qu'une structure ou une personne s'est chargée de pourvoir le dispositif.

Il existe une crise de confiance entre la jeunesse et l'élite politique et économique du Cameroun. Les aînés reprochent aux jeunes la débauche, le non-respect des valeurs ancestrales, les jeunes leur opposent les problèmes de gouvernance qui engendrent des sociétés corrompues et ne font pas des aînés des exemples. Tout ceci est arrivé et personne n'a été sanctionné. Aucun

ministre n'a démissionné, malgré le rapport accablant du contrôle supérieur de l'Etat.

Au-delà des jeunes, ces comportements ont profondément modifié l'attitude des populations en général vis-à-vis de la Covid-19. Croire ou ne pas croire ? Se faire vacciner ou pas ? La responsabilité individuelle et la responsabilité collective autour de la santé, qui s'en occupe et comment ? Ce fut un grand moment d'incertitude. Les effets des rumeurs et des « fake news » passant notamment par les réseaux sociaux ont pris une grande ampleur et influencent les cerveaux et les cœurs des gens.

Un gros débat s'est ouvert autour de la vaccination. D'un côté, ceux qui ne veulent pas entendre parler de vaccination, de l'autre ceux qui sont persuadés qu'il faut se faire vacciner et enfin ceux qui le font par nécessité, pour pouvoir voyager ou travailler. Parmi les facteurs qui renforcent la méfiance, en plus de la crédibilité entamée des dirigeants, il y a la qualité des informations. Apprendre que la vaccination n'empêchait pas d'attraper le virus et qu'un vacciné pouvait être porteur de virus et le transmettre a carrément découragé les personnes qui voulaient se faire vacciner. La pandémie a également suscité des théories de complot : les occidentaux se seraient organisés pour éradiquer les noirs de la surface du globe. Les voyageurs venant de l'occident étaient presque tous stigmatisés. Dans une société où un élite s'est accaparée tous les avantages au détriment des pauvres, le faible pouvoir d'achat et la pauvreté ouvrent hélas les têtes et les cœurs à des thèses sur des étrangers venus pour exploiter les nationaux, voire les éliminer. Dans les villages, ceux venant des villes étaient considérés comme les porteurs du virus et devaient être isolés.

Les nombreuses campagnes de vaccination et l'exigence des tests aux frontières à l'entrée comme à la sortie du pays sont considérées par bon nombre comme un prétexte pour justifier des dépenses et non comme des services aux populations pour réduire la propagation et les effets de la pandémie. Le personnel affecté dans les unités en charge des tests se plaint du non-paiement des frais de mission et autres indemnités. Cette situation a créé un relâchement au niveau du respect des normes et on a de nombreux témoignages faisant état du fait qu'avec de l'argent, on peut se procurer les résultats et certificats que l'on veut. C'est ainsi que des voyageurs voulant prolonger leur séjour se sont fait délivrer des résultats positifs de tests pour justifier auprès de leur employeurs les jours supplémentaires comme jours de quarantaine.

Dans un tel contexte, la vaccination n'est plus perçue comme un moyen pour lutter contre la pandémie. Selon les chiffres du ministère de la santé, 4% de la population a eu au moins une dose et 3% seulement ont effectué la vaccination complète au 9 mars 2022. Les gens préfèrent se fier aux produits locaux renforçant l'immunité et prévenant les infections pulmonaires. C'est ainsi qu'il existe une floraison de potions et d'infusions à base de plantes naturelles. Chaque famille disposant d'un potion ou infusion achetée et/ou composée soi-même qui est consommée par tous.

Les cérémonies d'enterrement ont été de gros foyers de contagion. Le grand nombre de personnes, la promiscuité, les nombreuses chorales qui chantent, les fidèles qui chantent pendant les offices religieux de circonstance, les nombreux discours ou les témoignages avec utilisation commune des micros pouvant être des vecteurs de contamination, sont autant d'éléments pouvant expliquer les nombreux morts enregistrés juste après avoir participé à un enterrement. Bien que la plupart des personnes décédées avaient toutes des facteurs de comorbidités du fait des autres maladies chroniques comme le diabète, l'hypertension, etc.

Toutefois, le présence du virus a transformé la société camerounaise. On a vu des comportements collectifs utiles pour se protéger et protéger les autres. Pendant des mois, les enfants ont été les gardiens de l'utilisation des gels dans les ménages. Aussitôt qu'un étranger se pointait, ils courraient chercher la bouteille de gel hydro-alcoolique et l'administraient immédiatement avec le sourire et en expliquant le bien fondé. Dans les ménages dans les villes, on a observé que les membres prenaient une douche au moins deux fois par jour : au moment de quitter le domicile et aussitôt rentré à la maison. Les habits étaient alors tout de suite enlevés et trempés dans de l'eau avec de la lessive, les chaussures laissées dehors et il était interdit de saluer ou de toucher une personne avant d'avoir pris son bain. Les enfants ont dû s'adapter et ne plus toucher les parents quand ils reviennent à la maison, un changement radical avec des effets sur le confort psychologique des enfants. Cela s'est toutefois fait très vite. Le lavage des mains était devenu systématique et régulier.

Sur un autre plan, on a vu – comme mentionné plus haut – des chercheurs locaux s'investir dans la mise au point de médicaments destinées à renforcer l'immunité et aussi à guérir la COVID. Des produits issus de la médecine naturelle, sur base de plantes médicinales ont vu le jour et ont eu le vent



en poupe, car consommées par beaucoup de gens. Le ministre camerounais de la Santé publique Malachie Manaouda a officiellement autorisé le 8 juillet 2021 la mise sur le marché local, pour une durée de trois ans, de quatre médicaments traditionnels améliorés (MTA) pour lutter contre la Covid-19. Il s'agit de l'Adsak Covid/Elixir Covid, produits par l'archevêque de la ville de Douala, Mgr Samuel Kleda, du Corocur poudre d'Euloge Yagnigni, du Palubek's de Christine Bekono et de Soudicov Plus de l'Imam Modibo. Un autre produit non soumis à l'autorisation du ministère, le « Ngul be Tara » a été beaucoup consommé pour sa capacité à renforcer le système immunitaire.

La société civile n'est pas restée en marge, Zenü Network et ses partenaires associatifs ont écumé les villages, les gares routières et les marchés pour sensibiliser sur le port du masque et encourager les populations à se faire vacciner. En avril 2021, la région de l'Ouest du Cameroun affichait 1410 cas de malades de Covid-19, avec près de 1290 cas guéris et 68 décès officiels. Pratiquement 12361 personnes ont été touchées, 37600 masques et 3617 gels hydro-alcooliques distribués, 1500 dépliants et plus de 1000 affiches posés en 10 mois de présence dans toute la région de l'Ouest du Cameroun. Au début ce ne fut pas facile, les agents étaient appelés ironiquement « corona » ou « mangeurs d'argent ». Plusieurs personnes ont pris leur présence dans les village comme un prétexte de la part des agents publics pour justifier les sommes détournées. Il a fallu démontrer de plusieurs manières qu'ils étaient de la société civile pour avoir une minute d'écoute de la part des gens. Puis lentement, même très lentement, les gens ont commencé à porter les masques et à en prendre pour leur famille. L'annonce du variant Delta découvert en Afrique du Sud a quelque peu fait paniquer et on a vu une ruée vers les masques. Le travail de la société civile, même si cela n'a pas conduit à l'adoption des mesures-barrière, a tout de même renforcé dans les esprits la réalité de l'existence de la maladie et poussé les familles à prendre des précautions. Pratiquement tous déclarent prendre régulièrement des boissons chaudes et des potions à base de plantes pour se protéger.

L'observation de la société camerounaise en période de pandémie a mis à la lumière des disfonctionnements qui existaient mais dont l'ampleur était difficile à comprendre. L'irresponsabilité au sommet de l'Etat est criarde. Il existe une élite corrompue qui ne pense qu'à s'enrichir. Sur un autre plan, les chiffres sont encore alarmants au niveau international, mais le Camerounais lambda

n'est en général plus angoissé par la pandémie. Il y a eu des morts certes, mais pas si nombreux qu'annoncés au départ. Cette situation justifie par ailleurs la négligence qu'on observe au niveau des mesures barrières et surtout du port du masque. Pour le camerounais, le Covid-19 est une maladie comme les autres, on peut en mourir et il est aussi possible de se soigner et de guérir.

Les citoyens ont démontré qu'ils sont capables d'agir de façon responsable au niveau familial et de résister à la pandémie. Mais sans informations fiables et sans confiance dans les autorités administratives et médicales responsables, il y a un grand risque de se fourvoyer et de prendre des chemins de travers risqués.

# A la racine du covido-sceptiscisme, le ping-pong des politiques et des scientifiques

Ulimwengu Biregeya Bernardin\*

Le monde a, depuis la nuit des temps, connu des maladies dont certaines n'affectent que quelques individus ou quelques endroits, tandis que d'autres touchent un plus grand nombre d'habitants peuplant diverses zones géographiques. Et derrière chacune des maladies, une explication théologique ou métaphysique est parfois le seul, si pas le recours privilégié des citoyens pour justifier ce mal. Alors que certaines sociétés modernes prétendent avoir atteint l'état positif comme dirait Auguste Comte, les contemporains ne sont pas pour autant à l'abri du recours à l'état métaphysique ou même à celui théologique identifiant les causes de la survenue des phénomènes ailleurs que dans la nature elle-même.

C'est ce qui se fait constater à cette heure du covid-19, avec des hésitations et des refus des recommandations formulées par les autorités compétentes pour atténuer l'impact de ce mal du XXI<sup>e</sup> siècle. Par cette modeste réflexion, nous cherchons à comprendre comment expliquer qu'en dépit du danger évident quant aux conséquences multidimensionnelles du coronavirus, des citoyens et des sociétés entières doutent de la réalité de ce mal, jusque même à penser que les solutions proposées les concernent moins, ou qu'elles viseraient à les anéantir.

\* Chef des travaux à l'Université catholique la Sapiientia, UCS-Goma

## Aux origines de la question

Après le commencement fut la maladie, et la maladie devint le lot de la personne humaine, mais cette dernière fit tout pour la prévenir et en guérir. Il arrive cependant que bon gré mal gré, il finit par en être victime d'une façon ou d'une autre. Par instinct de conservation, l'être humain prend soin de tout faire pour se régénérer et ainsi prolonger le plus possible sa longévité vitale.

Lorsque la maison de quelqu'un prend feu, il est naturel qu'il se fie à toute sorte de solution pour se sauver et, dans la mesure du possible, mettre la main sur l'un ou l'autre objet de valeur à prendre avec lui. Partant, il est inconcevable de prétendre comprendre l'attitude que quelqu'un dont la maison prend feu, mais qui, en même temps, ne veut d'aucune voie de sortie lui proposée pour éteindre les flammes et éviter le plus possible que des biens périssent.

À moins de se poser de vraies questions et les creuser à fond, il est possible de qualifier le concerné de peu rationnel, alors que peut-être toutes les conditions sont réunies pour que ce dernier ne puisse que douter et être réticent, ou qu'il ait peu de confiance en ce qui lui est proposé. Dans ce cas, il aura supposé que la proposition en question soit contre lui.

À dire vrai, lorsque survint le covid-19 et que les grandes puissances s'entre-accusèrent, notamment l'Amérique et la Chine, chacune estimant que le mal provenait de l'autre en vue d'entraîner la chute de son économie, les habitants des pays économiquement faibles et sous tutelle (notamment ceux du Sud) assistèrent à ce jeu les prédisposant à penser à une maladie d'origine politico-stratégique et donc, une sorte d'arme chimique similaire à celles déjà en vogue en milieux de puissants du monde.

Tous les ingrédients psychologiques étaient là suffisants pour des spéculations complotistes.

Jusqu'à il y a peu, des experts sont allés à Wuhan, la fameuse ville d'où serait partie la pandémie, pour scruter l'origine du covid-19. Dans la mesure où ces nations développées cherchent chacune le sorcier dans le camp de l'autre, peut-on s'étonner que les pays pauvres versent dans cette approche dite « rétrograde » pour estimer de leur part que ce sont les riches qui leur en veulent en application du malthusianisme ?

Rappelons que cette théorie stipule que « pour améliorer le sort des pauvres, il faut que le nombre proportionnel des naissances diminue »<sup>1</sup> afin d'ainsi produire un accroissement constant de *population vraiment utile* !<sup>2</sup> Certains propos des bienfaiteurs vaccinaux du monde, notamment le couple Bill et Belinda Gate à propos de ce que courraient les pays africains où il était supposé que des cadavres joncheraient les rues laissent entendre que l'on pensait que l'Afrique serait plus frappée que les autres continents.

En effet, la faiblesse de son système de santé ainsi que son économie, sans oublier sa politique sous perfusion elle-même ne pouvait que rendre à l'évidence cette probabilité. À cela s'ajoutent des propos sur la crainte émise par ces mêmes puissants au sujet du probable danger que constituerait un trop plein humain en Afrique, comme s'il y aurait une humanité de trop en ce lieu, alors qu'en réalité, le problème est plutôt d'ordre organisationnel et stratégique.

Tels les propos que le Président français tint, et qui enflammèrent certains africains qui ne comprenaient pas qu'un président européen ose donner des leçons de gestion du lit conjugal des africains, pauvres soient-ils, auxquels ce politique propose une « transition démographique réussie ». C'est ce qui fait dire par exemple à Zbigniew Brzenziński que « 20% de la population suffisant à faire tourner le système, 80% seront des bouches inutiles » !<sup>3</sup> À ce point de vue, une pandémie servirait à se débarrasser des bouches estimées « de trop », afin de ne garder que la population « strictement utile ».

Pour les tenants de cette position, l'Afrique a besoin beaucoup plus de stabilité politique et économique, bref, une paix positive impliquant la combinaison d'un degré élevé d'équité sociale couplé à une violence minimale, plutôt que d'une réglementation démographique. Aussi, se basant sur l'expérience du passé où des épidémies, l'on se souvient d'épidémies qui décimèrent les amérindiens, pendant que celles-ci provenaient des caravanes d'Occidentaux, certains estiment que les puissants entretiennent des stratégies pour se débarrasser de populations autres que les leurs.

Claire Séverac fait remarquer que le système complotiste a pris soin de tester « les réactions psychologiques des peuples par des films, par la voie de la

1 T. R. Malthus, *Essai sur le principe de population*, Tome 2, Paris, Flammarion, 1992, p. 373.

2 T. R. Malthus, *Essai sur le principe de population...op.cit.*, p. 375.

3 Zbigniew Brzenziński cité par Claire Séverac, *La guerre secrète...op.cit.*, p. 17.

science-fiction, un avenir ressemblant furieusement au programme concocté dans les cénacles oligarchiques. »<sup>4</sup> Un certain nombre de fictions jadis montées et mises à la portée du public semblent à présent se réaliser à travers les événements du quotidien. Était-il question de simulation, de prévision ou de jeu pur et simple ?

Une certaine opinion partisane de la théorie du complot évoque l'Agenda ID2020, ce programme mondial d'identification numérique par l'implantation de la puce RFID. Il viserait à faciliter le télécontrôle, et donc, la téléhyper-subordination des habitants du monde. Après cela, une simple insubordination suffira pour être désactivé du système. Par ailleurs, à lire différents rapports de la CIA sur ce que serait le monde en 2020, en 2025 et en 2035, il ressort que des prédictions faisaient état de l'apparition d'une nouvelle pandémie par la distribution géographique des éléments pathogènes. C'est ce que simula aussi l'*Event 201* le 18 octobre 2019, allant jusqu'à estimer qu'une pandémie généralisée ferait 65 millions de morts au bout de 18 mois.<sup>5</sup> Il y a lieu de noter qu'en réalité ces études prospectives et donc futuristes visent à éclairer les décideurs quant à l'avenir à préparer à leurs nations.

À noter par ailleurs que certains savants estiment qu'en 2050, 86% de la population mondiale résiderait dans les pays actuellement en développement, et que la population européenne serait vraisemblablement inférieure à celle du Nigéria<sup>6</sup>. C'est cette crainte qui serait à la base de *la violence des riches*<sup>7</sup> qui, par peur du futur, attaqueraient physiquement, mentalement et économiquement les pauvres.

Mais, faut-il se contenter de cette vision complotiste pour ne tenir compte d'aucune mesure préventive face au danger de contamination possible ? C'est ce point de vue dangereux qu'adoptent malheureusement certains, au risque

4 Claire Séverac, *La guerre secrète contre les peuples (Ne leur pardonnez pas ; ils savent ce qu'ils font)*, s.l., Élie et Mado/Kontre Kulture, 2015, p. 11.

5 Lire à ce sujet : CIA, *Le Rapport de la CIA : Comment sera le monde en 2020 ?* Présenté par Alexandre Adler, Traduit de l'américain par Johan-Frédéric Hel Guedj, s.l., Robert Laffont, s.d. National Intelligence Council, *Le monde en 2035 vu par la CIA et le Conseil national du renseignement : le paradoxe du progrès*, s.l., Éditions des Équateurs, 2017 ; <http://www.entelekheia.fr/2020/03/29/event-201-la-simulation-prophetique-de-pandemie-a-coronavirus-du-forum-economique-mondial/>; <http://le-blog-sam-la-touch.over-blog.com/2020/03/bill-gates-event-201-vaccins-et-coronavirus.html>

6 cf. Jacques Attali, *Pour une économie positive*, Paris, Fayard, 2013, pp. 41–42.

7 cf. Monique & Michel Pinçon, « *La violence des riches* », interview en ligne de l'émission « *Regards* », sur [www.youtube.com](http://www.youtube.com)

de ne comprendre que plus tard, lorsque le mal aura été irréparable. La vérité est que le danger est bel et bien réel, bien que peut-être les mesures préventives semblent trop rigoureuses et trop restrictives, au point de faire soupçonner une exagération visant à faire adhérer progressivement des décisions liberticides.

Selon la sociologie de la maladie, « la maladie est une forme d'événement, souvent située dans une chaîne de malheurs, qui dépasse le corps et fonctionne comme signifiant social : elle fait l'objet de discours qui mettent toujours en cause l'environnement au sens le plus large. »<sup>8</sup> Laplantine<sup>9</sup> estime qu'à chaque époque, chaque société a « sa » cause préférée, notamment : le *fatum*, destin ou fléau, maladie de l'ordre du sacré, qui s'abattait brutalement et massivement ; les populations impuissantes s'en remettent pour leur « salut » à une dimension sacrée ; les *fléaux sociaux*, les « maladies sociales » telles : la tuberculose, le syphilis, les maladies infantiles, l'alcoolisme... ; la *sorcellerie* et la contamination par malveillances, sortilèges ; la contagion « microbienne » ; la *théorie de la dégénérescence* et d'une mémoire nerveuse.

Parmi les 10 pires pandémies documentées<sup>10</sup>, la *peste d'Athènes* survenue de 430 à 426 av. J.C. décima le tiers des 200 000 habitants ; la *peste antonine* fit près de 10 millions de morts entre 166 et 189 en Mésopotamie et à Rome ; la *peste de Justinien* tua, en 541, environ 25 à 100 millions de personnes, soit le tiers de la population de l'époque, en raison de 10.000 morts par jour. Constantinople perdit 40% de sa population. De 1347 à 1353, la *peste noire* aurait causé entre 25 et 34 millions de victimes en Europe. Ce fléau est réapparu dans la deuxième partie du XIXe siècle, faisant près de 100 millions de morts à travers le monde. La *grippe espagnole* (1918–1919) tua 20 à 50 millions à l'échelle mondiale ; le *choléra* (1926–1932) causa près de 100 000 morts ; la *grippe asiatique* (1956–1957) fit trois millions de morts ; le *sida* (1981 à ce jour) a déjà fait plus de 40 millions de morts ; Ebola (3481 cas, 2299 décès au 11 février 2021), covid-19 (2020 à ce jour) a déjà fait plus de 3 millions de morts jusqu'au 26 avril 2021.

8 Anne Bargès, « Anthropologie et sociologie associées au domaine de la maladie et de la médecine », in Sciences humaines en médecine (Introduction aux), Ellipses, 2001, p. 189. en ligne sur <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00007257>

9 Anne Bargès, art.cit., p. 198.

10 cf. Jean Salmon, « Rapport introductif », in Rostane Mehdi & Sandrine Maljean-Dubois (dir.), La société internationale et les grandes pandémies, Quatorzièmes rencontres internationales d'Aix-en-Provence, Colloque des 8 et 9 décembre 2006, Paris, éd.A.Pedone, 2007, pp. 15–16.

## Des trouvailles vaccinales au miracle qui divise

Contrairement aux expériences de jadis, la survenue du covid-19 a bénéficié d'une lutte scientifique acharnée, allant jusqu'à la découverte de vaccins, après que les thérapies ont aussi entraîné des oppositions entre scientifiques (cf. les querelles au sujet de la chloroquine ou même celle relative au recours aux produits à base d'Artemisia). Ainsi, l'exploit a consisté à développer plusieurs vaccins, à un record mondial allant de 12 à 18 mois. Ce qui n'était jamais arrivé auparavant face aux autres pandémies. Des scientifiques reconnaissent que la mise au point d'un vaccin prenait jadis des années, comme l'atteste le microbiologue Dolla Karam Sarkis<sup>11</sup> : « le plus rapide, 4 ans pour obtenir le vaccin contre les oreillons, 7 ans pour développer un vaccin contre la polio, 9 ans pour un vaccin contre la rougeole, 15 ans pour un vaccin contre le HPV (*papillomavirus humain*), 34 ans pour un vaccin contre la varicelle, et 36 ans plus tard, nous n'avons toujours pas un vaccin contre le SIDA. »

C'est probablement là, l'une des causes du doute et des tractations autour des propositions vaccinales actuelles. La question qui vient facilement à l'esprit est celle de savoir, tout en reconnaissant que la science a évolué à une vitesse de croisière, comment se fait-il que des propositions vaccinales contre le covid-19 soient déjà opérationnelles en si peu de temps. Encore que même la pratique vaccinale elle-même pousse aussi à émettre des doutes, étant donné les tâtonnements quant à l'âge indiqué pour les candidats au vaccin, le nombre de doses nécessaires pour se rassurer de l'immunité, la durée de protection qu'assure la vaccination... Il n'y a jusque-là pas encore de compromis à tous ces égards.

Au 23 avril 2021, les pays ayant administré le plus de doses de vaccin sont, notamment (les 10 premiers)<sup>12</sup> : Etats-Unis, Chine, Inde, Royaume Uni, Brésil, Allemagne, Turquie, France, Indonésie et Russie. En même temps, il se constate une certaine inégalité dans l'accès aux vaccins, les pays développés s'accaparrant du gros du lot de vaccins. Curieusement, du côté des pays pauvres pour lesquels certaines institutions plaident pour un accès équitable aux vaccins, affichent un taux d'acceptation de la vaccination très faible, car la théorie complotiste l'emporte sur la vérité et l'effectivité de la maladie.

11 Dolla Karam Sarkis, « Les pandémies dans l'histoire ... au Coronavirus ! », p. 3.

12 <https://www.atlas-mag.net/article/vaccin-contre-le-covid-19-classement-des-pays>



Au regard de l'existence d'autres maladies qui déciment des populations en silence – l'endémie palustre notamment – qui a fait 409 000 décès sur 229 millions de cas en 2019, l'on se demande si c'est par charité que l'attention des chercheurs et des firmes pharmaceutiques manifestent vis-à-vis du covid-19 au détriment de tout le reste de problèmes qui font peser leur cortège de conséquences incommensurables : la pauvreté, les conflits armés... qui déciment des peuples sous le regard quelque peu insouciant des riches.

Des sources dignes de foi prouvent qu'il est des maladies qui font plus de mal que le coronavirus, mais que les puissants taisent ou font taire tant qu'ils ne nuisent pas à leurs intérêts. Il en va ainsi de toute proposition de traitement proposé par un pays pauvre ou qui n'avantage pas les firmes pharmaceutiques. Il suffit de voir tout l'acharnement que des propositions venues d'Afrique ou de scientifiques non partisans des *big pharma*. Par exemple, la chloroquine et la formule proposée par le professeur Didier Raoult a subi des attaques de tout bord au point de qualifier ce traitement de non scientifique, alors qu'en réalité il est effectivement utilisé pour le traitement des cas jusqu'à aujourd'hui. Il est bien clair que cet acharnement n'est dû qu'au simple fait que les pays pauvres ont la possibilité de fabriquer eux-mêmes ce médicament sans pour autant se faire rançonner par les firmes pharmaceutiques.

## Plus de peur que de mal ?

Tout en admettant qu'il est vrai que le covid-19 est plus qu'une évidence, il reste aussi vrai que certaines mesures restrictives sont loin de correspondre à la réalité de la vie, surtout celle des pauvres vivant au jour le jour que l'on soumet au confinement comme s'ils avaient la garantie de disposer de tout ce dont ils ont besoin. Encore que même les entrepreneurs et investisseurs eux-mêmes ont difficile à tenir les activités économiques qui, au jour le jour, tombent en faillite, avec leurs employés condamnés au chômage et à la misère, à l'impossibilité de s'acquitter de leurs dettes et d'honorer les frais de loyer, sombrant ainsi dans la dépression et la perte de tout espoir de survie.

C'est pourquoi dans certains coins du monde, le choix étant clair, des citoyens ont préféré la contamination à la faim. Ils ont trouvé mieux continuer la vie à la normale au lieu de se voir mourir de faim. Et des scientifiques ont

même théorisé ça par le principe de l'immunité collective, contrairement au principe de séquestration collective qui, tout en étant nécessaire, n'est cependant pas suffisante.

Au fait, tout en étant dangereux mais fondé, le covido-scepticisme est loin d'aider à faire face au mal du moment. Fondé, il est dans la mesure où, sur base de la première règle de la méthode cartésienne (l'évidence) qui veut que l'on n'ait pas confiance en quelqu'un qui nous a une fois trompés, les doutes et hésitations de départ, et même actuels sur la mise en valeur des propositions de vaccins se faisant encore par une sorte d'essai et erreur, cela favorise davantage le doute. Notons néanmoins que le doute est en lui-même bon, mais douter pour douter est dangereux car il expose davantage qu'il ne sauve.

L'avenir appartient au doute méthodique momentané et non le doute sceptique qui veut que toute proposition de mesure de prévention et de lutte contre le coronavirus, et par ricochet, contre tout mal agaçant la société. Pour que les peuples doutent et hésitent le plus possibles, il convient que les politiques, les scientifiques et les agents économiques harmonisent les vues hors de toute lutte acharnée pour des intérêts partisans désorientant le peuple. C'est cela qui atténuera le scepticisme présent et avenir, vu qu'à défaut d'avoir nos propres solutions locales, nous n'avons qu'à nous servir dans un premier temps de celles qui nous sont proposées, comme il en a été le cas pour bon nombre d'autres vaccins qui nous ont fait éviter des maladies graves par le passé.

© *Texte repris de la publication « Regards Croisés » de Pole Institute, [www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org)*

# L'homme congolais et sa société dans le miroir du coronavirus

Kä Mana\*

Au fur et à mesure que le coronavirus progresse dans le monde et s'empare de plus en plus de nouveaux territoires avec sa puissance tranchante et sa force destructrice des vies humaines et des institutions sociales, je me rends compte qu'il n'est pas seulement un ennemi invisible contre lequel il est impératif d'engager une guerre totale. Je le considère aussi comme un révélateur de l'être humain et des sociétés autant dans leurs forces essentielles que dans leurs fragilités profondes. C'est sous cet angle que je veux poser sur lui un regard pointu, en prenant l'homme congolais et sa société comme un champ significatif d'analyse pour voir en son miroir ce qu'il faut encourager et ce qu'il faut changer dans l'ordre anthropologique et dans l'ordre social en République démocratique du Congo.

## Les enjeux d'une pandémie

Comme le monde dans son ensemble, la République démocratique du Congo, notre pays, est engagée dans la lutte radicale que l'humanité mène aujourd'hui contre la pandémie du coronavirus. Depuis qu'elle a surgi en Chine et s'est progressivement répandue en Asie, en Amérique et en Europe avant d'atteindre l'Afrique, cette pandémie, que l'on a pris déjà l'habitude de désigner comme un ennemi invisible, livre à l'espèce humaine une guerre totale dont les enjeux sont à la fois sanitaires, économiques, politiques, culturels et géostratégiques.

\* Directeur de la capacitation à Pole Institute, décédé de la COVID-19 en juillet 2021.  
Que la terre lui soit légère!

*Les enjeux sanitaires sont les plus visibles.* Pour toutes les nations, il faut défendre la vie contre la mort. Il faut défendre l'humanité contre la destruction. La recherche fondamentale est engagée dans ce sens en vue de découvrir des remèdes et mettre sur pied un vaccin. Les médecins, les infirmiers et tout le personnel de santé propagent et enseignent les gestes à maîtriser pour que chaque personne se protège et protège les autres. Les grandes structures médicales sont mobilisées pour accueillir les malades, pour gérer au quotidien les pertes humaines et suivre l'évolution de la pandémie et en contrer les ravages. Ce qui est en jeu ici, c'est la capacité de toutes les forces médico-sanitaires d'être à la hauteur du défi colossal que la Covid-19 représente et de vaincre cette pandémie : on doit connaître cet ennemi, on doit maîtriser ses modes d'opération, ses stratégies de propagation ; on doit lui opposer des ripostes, réduire peu à peu sa force de destruction ; on doit mettre sur pied un *art de la guerre qui conduise à une victoire médicale définitive.*

*Les enjeux politiques sont aussi clairs.* On ne peut pas vaincre cette pandémie sans que les pouvoirs politiques organisent la lutte à l'échelle de chaque nation. Il s'agit ici de mobiliser les pays, chacun à son niveau et dans ses liens avec d'autres nations, pour avoir une stratégie d'action, pour organiser la résistance et faire respecter les normes communes acceptées par tous. Tout Etat ici est appelé à manifester son pouvoir discrétionnaire. Il doit mettre en action ses forces de contrôle de l'espace public, mobiliser les fonds de guerre et les mettre à la disposition des chercheurs. Il revigorera ainsi la conscience nationale et l'animera constamment. Il faut que l'Etat maintienne ainsi le feu de l'espoir sur son territoire et partout où son influence peut s'exercer d'une manière ou d'une autre. C'est lui, en fait, le maître de *l'art de la guerre* contre l'ennemi invisible qu'est le coronavirus. Dans cette guerre, on a besoin des Etats forts et organisés, qui assurent l'ordre et la discipline comme cela se doit en temps de guerre.

*Les enjeux économiques.* Tous les Etats se rendent compte de la manière dont les tissus économiques, financiers et commerciaux se déchirent, se fissurent et se déstructurent en ces temps de coronavirus. A l'échelle mondiale comme aux échelles de chaque nation, les règles qui garantissaient la stabilité économique sont ébranlées. Les entreprises sont soit en pleine faillite soit au bord

de l'effondrement. Les institutions financières commencent à perdre le nord, au propre comme au figuré. L'inquiétude s'empare des places boursières. Les grandes fortunes doutent de la solidité du système qui les a enrichies et qui tremble maintenant dans ses fondements. On se rend compte de la misère profonde sur laquelle sont assises la richesse des Etats et la puissance financière des individus. On se rend aussi compte des inégalités immenses entre pays et entre citoyens. On voit à quel point tout cela est inacceptable et à quel point des changements dans le système mondial sont indispensables. Le système économique actuel se montre fragile et indéfendable dans ses principes mêmes : il est injuste, il est inhumain et il a besoin d'une éthique d'égalité et d'équité pour lutter contre la pandémie qui ne distingue pas aujourd'hui entre les riches et les pauvres.

C'est ici que les enjeux culturels manifestent leur importance. La culture fonde les valeurs et elle tient debout grâce à ces valeurs qui permettent aux hommes de vivre comme des hommes et d'affronter ensemble la mort. En ces temps de coronavirus, la question est de savoir quelles sont les valeurs fondamentales que nous pouvons invoquer ensemble, l'humanité dans sa globalité et les nations à l'intérieur de ses frontières, pour vaincre la pandémie qui détruit les sociétés aujourd'hui. Ici on découvre le sens du mot solidarité, le sens du mot convivialité, le sens du mot partage, le sens du mot empathie, le sens du mot humanité. Sans le suc et la saveur de ces mots quand ils sont vécus dans leur réalité en temps de malheur et de catastrophe comme la période que nous vivons maintenant, on sent que notre culture mondiale est fragile dans ce qu'elle considère comme essentiel : le profit, l'accumulation des biens, l'avidité, la prédation, la puissance et la domination. Nombreux sont aujourd'hui les hommes et les femmes qui voient clairement que la guerre que nous menons actuellement contre la covid-19 nous engage à redécouvrir toutes ces valeurs. Se réveille ainsi une conscience éthique qui doit être la substance de notre humanité quand nous aurons vaincu cette pandémie. Dans *l'art de la guerre* contre Covid-19, la culture a une place de très grande importance.

Deux mots ont aussi leur importance maintenant et ils sont redécouverts peu à peu dans leur sens le plus positif. Nous saisissons actuellement le sens stratégique du mot « altermondialisation » et la vérité profonde du slogan « *un autre monde est possible* ». C'est le cœur même des *enjeux géostratégiques* de la Covid-19. Ce virus n'attaque pas aujourd'hui une seule personne, ni une seule

communauté, ni une seule nation. Il attaque le monde dans son ensemble. Il attaque toute l'humanité. C'est à l'échelle du monde et de toute l'humanité que la lutte contre lui s'organise. Elle doit s'organiser à cette échelle dans la perspective de créer un autre monde possible. Viser un autre monde possible devient ainsi l'axe stratégique majeur de *l'art de la guerre* contre le coronavirus. On doit espérer que l'humanité actuelle aura compris cet enjeu et qu'elle y engagera toutes ses forces.

## Affronter nos fragilités et nos pathologies

Face à tous ces enjeux, la réalité qui se manifeste de la manière la plus visible dans notre pays, la République démocratique du Congo, c'est celle de l'immense ampleur et de l'insondable profondeur du sous-développement que nous avons à vaincre. Ce sous-développement que dévoile le coronavirus de manière particulièrement saisissante concerne autant l'homme congolais que la société congolaise dans son ensemble. Il dévoile nos fragilités profondes en même temps qu'il indique ce que nous avons à faire pour libérer nos énergies les plus ardentes en vue de changer nos conditions de vie et les structures d'organisation de notre espace social.

Ce qui est apparu clairement dans la crise du coronavirus, c'est *le sous-développement scientifique* de notre pays, particulièrement dans le domaine de la recherche sanitaire. Nous nous rendons-compte qu'en cette matière, la Covid-19 dévoile un fait indubitable : nous sommes un véritable désert en matière des connaissances scientifiques et de la recherche fondamentale. Soixante ans après notre indépendance, nous n'avons pas le poids scientifique qu'une nation comme la nôtre devrait avoir dans le monde. Nos universités, nos centres de recherche, nos structures du savoir et nos capacités d'invention ne sont pas à la hauteur de ce qu'une nation comme la nôtre devrait représenter dans l'ordre mondial actuel. Nous devons maintenant nous poser la question suivante : jusques à quand resterons-nous dans cette situation de désert scientifique en République démocratique du Congo ? Face au coronavirus, il faut mettre cette question au cœur de nos préoccupations. Elle nous met devant l'urgence de considérer que la pandémie actuelle n'est pas seulement quelque chose de ponctuel pour des réponses ponctuelles à la maladie, mais une interpellation

sur les structures à mettre en œuvre pour que notre société soit capable de se doter de moyens pour vaincre dans l'avenir toutes les crises du même type qui surgiront dans notre destin. Parmi ces structures, les assises scientifiques de la société sont de première importance. Ce sont elles que le Congo doit solidement poser. Je considère cette tâche comme l'une des plus importantes. Elle est notre défi majeur devant la Covid-19 : créer une société où la créativité, l'esprit et la culture scientifiques guident la recherche face aux grands problèmes de la société. Chez nous aujourd'hui, les structures fétichistes et la religiosité charlataniste ont pris le dessus dans le grand public sur l'analyse scientifique et la recherche des solutions scientifiques face au coronavirus. Alors que les faits sont clairs sur la transmission de la Covid-19 et les dispositifs à mettre en œuvre pour la vaincre, on entend au sein de nos populations des voix pour le recours aux incantations mystiques et aux parapluies spiritistes contre la vengeance divine qui s'abat maintenant sur *l'hubris* de l'homme contemporain. On entend des demandes de pardon à Dieu pour nos péchés contre Lui. Mêmes les invocations des ancêtres pour leur protection reviennent au goût du jour. Plus cet esprit croît et s'impose, plus on oublie que nous avons besoin d'un dispositif scientifique endogène qui soit à la hauteur du défi du coronavirus : une recherche de haut niveau, du matériel de pointe, du personnel médical performant, des structures sanitaires idoines et une population informée le plus largement possible et éduquée à une approche scientifique des réalités, avec une spiritualité qui éclaire la raison et qui soit elle-même éclairée par la raison.

A côté du sous-développement scientifique, la Covid-19 met devant nos yeux *le sous-développement organisationnel* de notre pays. Alors que la pandémie exigeait des mesures de confinement de nos populations et des mesures d'hygiène publique stricte annoncées par les autorités publiques, nos populations n'ont pas pu s'organiser en conséquence. Elles ont découvert que l'état de la misère les empêche de s'organiser. Elles ont clairement affirmé qu'elles préfèrent mourir du coronavirus que de faim, comme si la faim était une fatalité contre laquelle il n'y a rien à faire. Incapable de respecter tout simplement le devoir de distanciation pour lutter contre la pandémie, elles continuent pour la plupart leur vie comme si de rien n'était en prétextant que le coronavirus ne résiste pas à la chaleur africaine et qu'il n'est pas capable de vaincre la résistance des Noirs. En réalité, ce qui se manifeste dans ces atti-

tudes, c'est le désordre social auquel l'homme congolais est habitué depuis longtemps. Beaucoup de chercheurs ont déjà mis en lumière cette caractéristique des populations congolaises. Il faut ajouter ici que le désordre structurel congolais a des conséquences désastreuses : il décourage la créativité collective et empêche toute possibilité d'initiative individuelle à grande échelle. Face au coronavirus, nous sommes obligés de remettre en question cet esprit congolais de désordre et de nous placer sur une autre orbite : l'orbite de l'organisation, de l'ordre et de la discipline à la fois au niveau individuel qu'au niveau communautaire. Si nous ne tirons pas profit de la Covid-19 pour nous mettre sur cette voie, nous hypothéquons nous-mêmes notre avenir et nous allons tout droit dans le mur.

Le problème est plus profond. Il concerne notre *sous-développement éthique*, essentiellement notre relation à la vérité et notre foi au sens que nous pouvons donner à notre vie. Il suffit de consacrer un peu de temps aux réseaux sociaux congolais concernant le coronavirus pour se rendre compte d'un fait : l'homme congolais se donne beaucoup de liberté avec la vérité, avec les faits, avec les choses telles qu'elles sont. C'est sans doute un péché commun des réseaux sociaux mais il prend chez nous des dimensions effarantes. Prenez le temps d'analyser le discours congolais sur le coronavirus : vous trouverez non seulement des certitudes que tout le monde connaît et des évidences banales sans aucune originalité, mais également des contre-vérités manifestes, des mensonges cousus de toute pièce et des mythologies grotesques jaillies des cerveaux quelque peu détraqués. Entre le vrai, le vraisemblable et le faux, les lignes de partage sont difficiles à établir. On peut y lire les recommandations pratiques à rappeler à temps et à contretemps. Mais on peut également y lire des propositions du type : la Covid-19 est une fabrication des Blancs dont l'objectif final est l'extermination des Noirs ; le coronavirus est une arme biologique des Chinois pour fragiliser l'Amérique ; le coronavirus n'est pas un virus, c'est le produit de la technologie chinoise 5G ; le coronavirus n'est pas dangereux pour le Congo qui est un pays protégé par Dieu ; le coronavirus est une punition de Dieu ; le coronavirus est annoncé dans la Bible ; le coronavirus frappe fortement l'Italie parce que l'Italie abrite le siège de l'Eglise catholique qui est Babylone la Grande Prostituée biblique ; avec le coronavirus, la fin du monde est proche. Plus grave encore, dans l'abondante production congolaise sur la pandémie, on ne voit aucune direction claire sur le sens positif que nous



pouvons donner à la pandémie une fois que les fatras des incongruités mystico-spiritualistes sont assénés dans leurs absurdités patentes. Aujourd'hui, le Congo doit aller au-delà de tout cela : chercher la vérité et faire de la vérité la seule chose à saisir sur le coronavirus ; donner un sens à ce virus en cherchant ce à quoi il nous interpelle pour changer notre société. En fait, il s'agit de faire de la pandémie un défi fécond pour notre développement éthique global au Congo : faire naître un homme sensible au vrai, un homme profondément fiable dans ce qu'il est, dans ce qu'il dit, dans ce qu'il croit et dans ce qu'il fait ; faire émerger une société congolaise capable d'organisation rationnelle et solidaire, capable de croire en lui-même et en sa volonté créatrice.

Il y a un autre sous-développement dont le coronavirus nous a révélé la désagréable présence dans notre société : *le sous-développement politique*. Dans la gestion de la crise provoquée par la peur que la Covid-19 a causée en nous, *l'art de la guerre* dans la gestion politique de la situation est un art tout de bloc, un art fait d'unité de commandement, d'unité d'action, d'unité d'exécution, avec des stratégies claires, des décisions fortes, des engagements rapides et des attaques tranchantes, irrésistiblement conduites, comme à la guerre. Chez nous on a senti des hésitations au début de la guerre contre le coronavirus, comme si nous ne savions pas ce qu'il fallait faire. On a vu de la cacophonie dans les décisions prises, particulièrement sur le confinement. Avant que le Chef de l'Etat ne décide de prendre la parole avec fermeté, on a eu l'impression qu'il y avait plusieurs centres de décision, à la fois à la tête de l'Etat et dans le tissu décisionnel au sein des institutions où se décelait une certaine cacophonie. Les populations ne semblaient pas comprendre ce qu'on attendait d'elles. Moults récits circulaient sur la place publique concernant le virus. On se trouvait devant un pouvoir politique faible conduisant un peuple sans grande intelligence. En plus, au moment où l'inquiétude grandissait de plus en plus au sujet du virus et de la guerre qu'il engageait contre notre peuple, le pouvoir politique engageait, lui, la guerre contre la corruption et les détournements des fonds publics, détournant ainsi l'attention des populations du virus vers les voleurs de l'argent du pays. A ce scandale s'ajoutait celui de la fuite d'un chef de guerre qui était entre les mains des forces de la police au Katanga et celui des combats contre les forces négatives en Ituri. Tout cela brouillait les cartes et les pistes de la lutte contre le coronavirus dans l'imaginaire populaire, comme s'il y avait des priorités plus importantes et des urgences plus décisives que celle de

la guerre contre Covid-19. Aujourd'hui, il nous faut repenser toute notre politique en fonction du défi de la nouvelle pandémie. Nous devons répondre à la question de la philosophie globale à mettre en œuvre pour que notre société soit capable d'affronter les dangers inattendus, quels qu'ils soient. Cette philosophie n'est pas à inventer, elle est dans les normes politiques et les principes impliqués depuis longtemps dans la vision du service politique au Congo : « *la personne qu'il faut à la place qu'il faut* », « *servir et non se servir* », « *le peuple d'abord* », « *la recevabilité avant toute chose* » et toutes les maximes et slogans que nos populations récitent à longueur de journée. Mais il y a une idée directrice qui n'est pas souvent évoquée dans l'éthique populaire : c'est celle de la politique comme art de s'inscrire dans l'histoire de son peuple et dans l'histoire du monde, l'art de laisser des traces positives visibles dans la trajectoire historique de la nation. Chaque gouvernement a le devoir de se soumettre à cette exigence et de s'évaluer par rapport à des repères qui soient la véritable mesure de la grandeur. Si le pouvoir politique au Congo prend le coronavirus comme l'opportunité de se penser à l'aune de cette vision de la politique, il pourra devenir plus imaginatif, plus créatif, plus capable de chercher des solutions originales face à la pandémie au lieu de répéter seulement tout ce que tout le monde dit sur le lavage des mains et la distanciation à observer dans la vie de tous les jours. La vraie question pour le pouvoir politique est celle-ci : qu'est-ce que la Covid-19 nous permet de mettre en place comme style de gouvernance pour notre peuple dans le monde d'aujourd'hui ?

J'en viens maintenant au *sous-développement économique*. Face à la Covid-19, il y a une mesure que l'on voudrait que les pays riches prennent par rapport à l'Afrique : la remise charitable des dettes et le renforcement de l'aide internationale. Elle est significative. Elle met en lumière l'une des pathologies de notre pays : l'économie d'endettement et son poids sur la vie quotidienne de nos populations obligées de compter sur la chasse aux dons et sur la cueillette des fruits financiers tombés des arbres des bailleurs de fonds internationaux. On ne peut pas faire de la dette le poumon économique et croire que l'on va se développer. On ne peut pas dépendre de l'argent des autres et imaginer que l'on va gérer des pandémies comme le corona virus de manière adéquate. L'économie de l'endettement est foncièrement une économie de la dépendance ; et la dépendance n'est pas une force pour un peuple. Ce qui est en fait en jeu, c'est la capacité de rompre avec le cycle de la dette et les liens de la dépendance

qui étouffent l'Afrique et écrasent notre pays. Comment sortir de cette prison ? Ce ne sont pas les autorités spirituelles et les présidents d'Outre-mer qui doivent implorer la pitié et la compassion des pays riches pour nous sortir de cette prison et nous délivrer du coronavirus. C'est nous-mêmes, au Congo et en Afrique, qui devons comprendre que nous ne pouvons pas dépendre de la charité des autres. A la place de l'économie de l'endettement et de l'aide internationale, nous devons imaginer et mettre en place une économie de responsabilité et d'indépendance. Pourquoi ? Parce que l'économie d'endettement nous maintient dans l'esclavage et l'économie de l'aide internationale nous maintient dans le mépris que les donateurs éprouvent face à nous, d'une manière ou d'une autre. Ce n'est pas en un jour qu'il faut croire que cela va changer. Mais il faut savoir que certains événements sont révélateurs des responsabilités à prendre et des horizons à ouvrir pour aller dans le bon sens. Le coronavirus est un révélateur de notre fragilité économique et de notre indigence financière. Il nous faut une réflexion en profondeur pour savoir ce que nous devons faire à partir de maintenant pour une économie de la dignité et de la prise en charge de nous-mêmes par nous-mêmes, la seule économie qui compte pour affirmer notre humanité parmi d'autres peuples et d'autres civilisations. L'homme congolais n'a pas encore compris cela. A tous les niveaux. Il ne croit pas encore en ces capacités d'indépendance. C'est le moment de lui faire comprendre que le nouveau virus qui se répand dans le monde lui pose la question de ses capacités à l'affronter comme un homme libre et créateur, qui lutte avec ses moyens et qui pense lui-même ses stratégies avant de compter sur la coopération internationale et les moyens de ses partenaires extérieurs. Il est temps de s'orienter dans cette direction.

Si nous comprenons cela en ce temps de coronavirus, nous affronterons sereinement notre *sous-développement géostratégique*. Sur la cartographie du monde, le Congo, comme toute l'Afrique, ne rayonne pas partout par sa force de créativité et ses capacités à donner aux autres coins de la planète autre chose que des matières premières. Il ne brille ni par son intelligence ni par son imagination. La covid-19 le montre bien : au moment où l'Asie, l'Europe et l'Amérique sont sous le poids de la pandémie, l'Afrique n'offre rien, encore moins le Congo. Ils n'ont pas une vision planétaire du problème, avec la volonté d'y apporter des solutions propres à intensité mondiale. Il faut que cela change. Il faut que l'avenir ne soit pas semblable au présent. C'est la question que nous

devrions avoir en tête à partir de maintenant. Nous devons, dans tous les domaines, creuser toutes les possibilités de donner quelque chose de l'Afrique au monde. Il faut beaucoup de réflexions sur cela. Il faut beaucoup d'imagination. Il faut beaucoup d'actions. C'est le défi de la Covid-19 à l'homme congolais et à sa société.

## L'art de la guerre congolaise contre le coronavirus

Face à toutes les dimensions de notre sous-développement, quel est notre *art de la guerre* aujourd'hui ? Sur quoi pouvons-nous compter ? En quoi pouvons-nous croire ?

Aujourd'hui, l'homme congolais peut compter sur la conscience nouvelle qui surgit sur notre territoire depuis que le coronavirus nous a atteints. Quelque part au fond de nous-mêmes, quelque chose change. Nous sommes peu à peu changés par la Covid-19.

En quoi sommes-nous changés ? Nous apprenons à douter, à grande échelle, de la toute-puissance de ceux qui nous ont maintenus jusqu'ici dans le sous-développement sous toutes ses formes. Ces maîtres du monde, nous les voyons s'écraser sous la « maudite chose » qu'est le nouveau virus, selon le mot du maître de New-York, A. Cuomo. Nous les voyons hésiter, paniquer, impuissants devant les solutions à prendre face à la pandémie. Nous les voyons remettre leurs certitudes sur leur système économique, sur la droiture de leur politique, sur les actions à mener face aux présents et face au futur. Maintenant, nous doutons d'eux. Ils ne sont ni infailibles ni tout-puissants. Quand ils nous proposent des campagnes de vaccination, nous refusons majoritairement. Nous protestons vigoureusement. Ce n'est pas le vaccin lui-même que nous refusons. Nous refusons d'être des cobayes. Ce n'est rien en apparence, mais en profondeur, cela dévoile qu'une nouvelle génération est en train de naître et qu'elle affirme sa présence : la génération consciente, comme l'appelle Claudy Sia sur les ondes de la Radio France Internationale (RFI). Cette Afrique consciente est la nouvelle chance de tous les pays africains.

Le doute et le refus qui émergent dans l'Afrique consciente ont quelque chose de salutaire dans notre pays : ils nous permettent de réfléchir par nous-mêmes sur ce qui est bon pour nous et ce qu'il convient d'accepter ou pas,

sans aucune pression extérieure ni aucune orientation des bailleurs de fonds. Quand un peuple devient son propre cerveau et ne se soumet pas au cerveau de quelqu'un d'autre, même s'il se trompe, il est sur une bonne voie : la voie de la libération, la voie de liberté. Il devient capable de nouer avec la parole et l'action des autres une véritable relation d'inter-enrichissement.

En même temps que nous doutons et que nous réfléchissons, nous critiquons systématiquement les propositions qui nous sont faites. On l'a vu face au confinement. Nous avons vite fait de confronter cette mesure à la situation réelle de notre peuple. Par la critique populaire de la mesure, nous avons abouti au confinement partiel, en attendant des mesures plus conformes à la situation. La critique permet l'éclosion d'une société de la raison et de l'intelligence. Elle ouvre un horizon de la foi en soi-même et de la confiance en ses propres capacités et en ses propres possibilités d'humanité. Il faut élargir cet horizon de capacités et de possibilités pour l'homme congolais aujourd'hui, impérativement.

Douter, réfléchir et critiquer, c'est le chemin vers l'agir pour le changement. Nous savons désormais qu'il nous faut changer et changer en profondeur. Non pas par des paroles vides et des slogans creux, mais par des actions visibles. On ne sort pas vainqueur du coronavirus par le verbe volatile, mais par un agir visible dans l'organisation, dans l'anticipation, dans la prévision et dans l'opérationnalisation concrète de ce qu'on a imaginé. Le changement souhaité et voulu n'est pas seulement dans le domaine de la santé face au corona virus, mais dans tous les domaines où nous sentons qu'il faut des changements : le domaine politique, le domaine économique, le domaine culturel et le domaine géostratégique. Il appartient maintenant à l'homme congolais de s'engager résolument sur la voie de ce changement. C'est là que nous nous évaluerons nous-mêmes dans l'épreuve de la Covid-19.

## Conclusion

La stratégie est claire maintenant : *douter, critiquer, réfléchir et agir en conséquence*. Ce n'est pas seulement notre *art de la guerre* contre la Covid-19, mais notre nouvelle voie culturelle, la culture dont nous avons besoin pour changer le Congo. Il faut espérer que l'homme congolais s'engagera désormais sur

cette voie. Tout notre système éducatif devrait se nourrir de cette espérance et en faire le ferment de ce qu'il nous doit désormais être, de ce que nous devons désormais penser, de ce que nous devons désormais dire et de ce que nous devons désormais faire.

Sous cet angle, le coronavirus n'aura pas été qu'une catastrophe pour notre pays. Il sera une force fécondatrice dont nous nous souviendrons dans notre histoire nationale : la fécondité de ce que les philosophes appellent *la destruction créatrice*.

© Texte repris de la publication « Regards Croisés » de Pole Institute,  
[www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org)

# Identiques mais différents : Une comparaison entre la maladie à virus Ebola et la Covid-19 après l'épidémie d'Ebola dans l'est de la RDC (2018–2020)

Nene Morisho\*, Josepha Kalubi\*\*, Sung Park\*\*\* et  
Martin Doevenspeck\*\*\*\*

En février 2020, nous suivions toujours le nombre de cas de l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) au Nord-Kivu, dans l'est de la RDC, qui, à ce moment-là, diminuait progressivement. Et au même moment, de partout circulaient des informations sur la nouvelle pandémie de Covid-19 qui faisait ravage depuis la Chine en passant par l'Europe et aux États-Unis. Alors qu'à ses débuts le virus progressait à une grande vitesse, la plupart des gouvernements africains, tout comme ceux d'Europe et des États-Unis, considéraient encore la pandémie comme un problème lointain et ne se sont pas vite employés à prendre des mesures pour y faire face.

Alors que le dernier patient atteint d'Ebola est sorti de l'hôpital en province du Nord-Kivu le 3 mars 2020, l'épidémie ayant duré plus de deux ans, le 10 mars le pays a enregistré le premier cas de Covid-19 à Kinshasa. Et Il a fallu deux semaines pour que les autorités prennent la décision de limiter les dégâts en interdisant les échanges entre la capitale et les autres provinces, mais aussi l'accès au territoire congolais à tout vol international. La panique s'installa ainsi dans le chef des Congolais.

\* Coordinateur de Pole Institute

\*\* Chercheure à Pole Institute

\*\*\* Chercheur à l'université de Bayreuth, Allemagne

\*\*\*\* Chercheur et enseignant à l'université de Bayreuth, Allemagne

De la manière dont Ebola a été traité et l'arrivée de la Covid-19, une question semble intéressante : quels enseignements tirés de l'épidémie d'Ebola pour la pandémie de Covid-19 ? Les habitants des régions les plus touchées sont-ils mieux préparés à la Covid-19 ? Les leçons tirées de l'épidémie d'Ebola aideront-elles les citoyens de l'ensemble du pays à s'adapter également à la nouvelle pandémie ? Quelles sont les similitudes et les différences entre ces deux pandémies ?

A travers ce papier, nous voulons insister sur le fait que ces comparaisons sont cruciales pour anticiper l'impact de la pandémie de Covid-19 dans le pays et savoir quelles mesures peuvent être prises pour l'éviter. Cependant, il convient de ne pas perdre de vue la vitesse remarquable de circulation de la pandémie de Covid-19 qui rend impossible toute anticipation certaine de ce qui pourrait arriver dans un proche avenir. En fait, ce moment d'incertitude nous rappelle les nombreux développements inattendus des épidémies d'Ebola – notamment l'émergence de la méfiance – pour lesquels la réponse d'urgence n'était pas entièrement préparée. Au moment où nous écrivons ce commentaire, un nouveau décès dû à l'EVD a été signalé dans la province du Nord-Kivu.

Les comparaisons les plus importantes, comme nous le soutenons dans ce papier, sont celles que les citoyens effectuent eux-mêmes pour évaluer la réponse du gouvernement, de comprendre la situation afin d'agir en conséquence face à la nouvelle pandémie. L'un des enseignements tirés de la recherche sur « Humaniser la conception de la réponse à Ebola à l'est de la RDC » (août 2019–janvier 2020) est la tendance de ne pas prendre en compte les besoins et les avis des citoyens. La tendance est simplement d'adopter les perspectives et les terminologies des interventions de santé publique pour évaluer les comportements et les perceptions des citoyens, et la manière dont ils pourraient être corrigés. Cette tendance ignore manifestement le fait que les personnes ciblées par l'intervention d'urgence évaluent et apprécient également la rationalité des mesures de santé publique. Ainsi, la méfiance n'est pas seulement enracinée dans les croyances traditionnelles ou la théorie du complot, mais elle est également tributaire de l'évaluation que font les citoyens de la rationalité de la réponse d'urgence à l'épidémie. Si l'on veut bien comprendre comment les populations s'adapteront à la nouvelle pandémie, il est important de tenir compte de ces comparaisons et évaluations.



S'appuyant sur une série d'entretiens réalisés par la radio « Pole FM » avec quelques habitants de Goma et Beni, nous avons cherché à savoir comment ils se préparent à se protéger contre la Covid-19. Les réponses montrent comment l'expérience de la vie pendant l'épidémie à virus d'Ebola a forgé un nouveau comportement face à la Covid-19. C'est par exemple la réponse d'une jeune femme qui travaille comme réceptionniste dans un hôtel local :

« Avec le coronavirus, nous restons beaucoup plus vigilants contrairement à Ebola. Entendu que le coronavirus est plus virulent que Ebola, nous avons multiplié par cinq les mesures d'hygiène de base prises contre Ebola. Ainsi, la situation que nous avons vécue avec Ebola nous a permis d'être beaucoup plus prudents et consciencieux face à d'autres épidémies. »

Telle est aussi la position d'un autre commerçant de Goma qui nous a confirmé que dans les points de vente et les officines pharmaceutiques, les gels hydroalcooliques sont devenus rares comme tout le monde veut s'en procurer. Ses propos sont les suivants :

« Quand Ebola a commencé, la vente de produits hydroalcooliques était faible. Mais avec l'évolution de la pandémie, la demande est devenue forte et ingérable. Nous n'avions jamais atteint au passé le niveau de vente que nous atteignons depuis le premier cas au pays. Nos stocks sont vides et nous n'hésitons pas à les réapprovisionner à nouveau. Cela prouve combien Ebola nous a beaucoup aidé à prendre conscience de l'importance de l'autoprotection. »

Comme le montrent ces deux témoignages, le Covid-19 représente une menace plus importante que la maladie à virus d'Ebola. En effet, dans le cas de la Covid-19, les citoyens n'ont pas attendu l'appui financier et l'accompagnement des ONG pour prendre des mesures préventives importantes. Cela s'observe par certaines décisions, comme celle prise par les responsables d'écoles d'arrêter les cours avant même que cela ne soit l'option du gouvernement. Les points de vue de populations convergent sur le fait que la transmission de Covid-19 s'avère plus facile à contrôler et à contenir que cela fut au cas l'épidémie d'Ebola. On a constaté que lorsque le premier cas de Covid-19 est apparu à Kinshasa, il a fallu seulement quelques jours pour que six autres cas soient

détectés à Beni et à Goma, faisant ainsi prendre conscience à la population de la propagation rapide de Covid-19 par rapport à la pandémie d’Ebola.

Eu égard à ce qui précède, une autre question mérite d’être soulevée. C’est comme Paul Richards l’a souligné pour le cas de la Sierra Leone: dans quelle mesure les capacités de résilience et d’innovation qui ont émergé de l’adaptation créative à l’épidémie d’Ebola peuvent-elles informer la réponse nationale à la pandémie de Covid-19 ?

Sur le plan institutionnel, le gouvernement national a rapidement mis en place des systèmes de contrôle pour les voyageurs en installant des points des mains sur les frontières et dans les aéroports. Par ailleurs, les laboratoires mis en place pour la riposte contre l’épidémie d’Ebola sont aussi utilisés pour le Covid-19. Toutes ces mesures montrent combien les citoyens et les autorités ont beaucoup appris de la menace de l’épidémie d’Ebola. L’une des expériences les plus importantes que le pays a tirées de l’épidémie d’Ebola est la mise en quarantaine ciblée de toutes les catégories de patients atteints de Covid-19. En outre, il semble exister une mémoire sociale, administrative, sanitaire, politique et épidémiologique assez forte qui peut permettre au pays de lutter efficacement contre le Covid-19. En particulier, le leadership et le savoir-faire de l’épidémiologiste Jean-Jacques Muyembe, qui était en charge de la réponse à Ebola et qui est maintenant en charge des mesures contre le Covid-19, contribuent de manière significative à diminuer la panique des citoyens.

Néanmoins, et c’est là un autre élément central de notre recherche sur l’épidémie d’Ebola, il est également crucial de nuancer les comparaisons susmentionnées entre Ebola et Covid-19. Comme nos interlocuteurs nous l’ont signifié pendant la recherche : « Chaque cas, chaque village a ses réalités ». Chaque cas, chaque famille, chaque village a ses propres réalités. Les épidémies dépendent d’une multiplicité de facteurs, qui confrontent parfois la réponse d’urgence à des défis inattendus. Il est essentiel de noter que l’épidémie d’Ebola s’est concentrée sur la partie dite le « Grand Nord » en province du Nord-Kivu et en Ituri. Pourtant la ville de Goma a été relativement stable par rapport aux épicentres de l’épidémie d’Ebola, où une guerre en cours inhibait de manière palpable la réponse d’urgence. La capitale nationale, Kinshasa, est à 1 700 kilomètres et politiquement encore plus éloignée des épicentres de l’épidémie d’Ebola.

Ainsi, à la question de savoir si les habitants de Beni prendraient au sérieux les mesures pour Covid-19 après avoir vécu l'épidémie d'Ebola, un médecin, avec qui nous avons travaillé pendant l'épidémie d'Ebola, a affirmé que :

« Parce que la région a été touchée par Ebola, elle a certains avantages par rapport à d'autres régions non touchées. La population est habituée aux points de contrôle et la majorité des ménages disposent d'installations pour le lavage des mains. À l'entrée des lieux publics, on retrouve des dispositifs de lavage des mains et des thermo-flashes pour prendre la température. Il s'agit d'une réussite importante pour la population de Beni. Donc, la population est déjà préparée en ce qui concerne les mesures de lutte. »

Un autre informateur de l'association locale des chauffeurs de taxi nous a dit qu'ils avaient déjà tenu des réunions pour mettre sur pieds des directives à l'intention de tous les chauffeurs de taxi afin qu'ils appliquent les mesures de protection recommandées. Il a dit ce qui suit :

« Bien qu'il s'agisse d'une perte financière pour nous, nous avons rapidement pris conscience du risque. Nous pouvons affirmer que la population de Beni ne résistera pas aux mesures de protection grâce aux sensibilisations dont elle a été l'objet avec l'épidémie de la maladie à virus Ebola. Les discussions avec les populations de Beni permettent de comprendre comment l'expérience d'Ebola a contribué à renforcer le niveau de vigilance face à des maladies graves et sur la façon dont il convient de s'y prendre pour une protection efficace. La population est beaucoup plus proactive, et plus apte et disposée à collaborer avec les services habilités pour la riposte. »

Cependant, la comparaison entre Ebola et Covid-19 doit tenir compte du fait que l'histoire de l'épidémie à virus d'Ebola dans cette région est une histoire différente avec celle de l'actuelle pandémie à Coronavirus. Plusieurs raisons justifient cette différence :

- ◆ Les élections annulées ;
- ◆ Les attaques de groupes armés ;
- ◆ La détérioration des relations entre l'Etat et la société ;
- ◆ La marginalisation politique.

Ces raisons ont fait que, malgré la disponibilité de traitements et de vaccins efficaces et le déploiement d'un nombre important des agents de la riposte, l'épidémie d'Ebola a duré plus de deux ans. Les relations entre agents de la riposte et les communautés se sont régulièrement détériorées favorisant ainsi la méfiance et même une certaine résistance violente. C'est comme les messages du genre « Ebola n'existe pas, ce n'est qu'une invention pour faire de l'argent sur le dos des Occidentaux », qu'on pouvait entendre de certains leaders locaux. D'autres encore disaient : « Ebola, c'est du business », « nous ne nous laverons pas les mains et nous n'en mourrons pas » ; ou encore « vous qui y croyez, faites-le ». Ces phrases étaient devenues des slogans dans les rues, les lieux publics et certains débats. Face à ceci, la réponse des décideurs était de prendre au sérieux les attentes des populations en matière de traitement équitable et décent. Ainsi, des adaptations créatives comme la décentralisation des soins et des traitements ont été initiées pour réduire la méfiance (Shuchman 2019 ; Park et al. 2020). Cependant, ces adaptations sont intervenues tardivement et après que la résistance et la méfiance se soient généralisées.

Aujourd'hui, le constant est aussi d'une certaine discordance dans la manière dont l'information sur le Coronavirus est véhiculée par les autorités politiques et sanitaires du pays, de sorte qu'une fois de plus, la population commence à douter des informations relatives à Covid-19. De plus, face à des incohérences dans la communication, qui jettent le discrédit sur le processus de riposte, une grande partie de la population cherchera d'autres sources d'information, avec le risque d'une désinformation élevée qui pourrait à son tour exacerber la panique au sein de la population. Pour éviter cette panique, il convient de faire confiance, notamment en ceux qui ont la responsabilité d'informer la population et de répondre à la crise.

Avec l'expérience d'Ebola, les experts internationaux et congolais ont compris tardivement que l'approche dominante en biomédecine, le transfert de connaissances médicales et de consignes d'action, ne suffisait pas pour instaurer un climat de confiance. Les trois dynamiques qui ont rendu difficile le contrôle de l'épidémie d'Ebola au Nord-Kivu sont également cruciales pour la réponse de Covid-19 : la pénurie de médicaments pour d'autres maladies, la pratique des centres de traitement orientée vers la mise en quarantaine qui entrave les contacts sociaux et donc le flux de communication, et la longue expérience existentielle de la population en matière de négligence

et de violence de l'État. Pour résoudre ces problèmes, il faut créer un climat de confiance en prenant au sérieux à la fois ce que la population pense de la réponse d'urgence et leurs multiples réalités.

## Référence

Park, S.-J., Morisho, N., Muhindo, K.W., Anoko, J., Gobat, N., Brown, H. and Borchert, M., 2020, « What do adaptations tell us about the production of trust ? Shifting the 'burden of change' from people to the response », *Humanitarian Exchange : Special Feature Responding to Ebola in the Democratic Republic of Congo* 22 : pp. 24–26.

Shuchman, M., 2019, « NGOs push for decentralised Ebola treatment in Dr Congo », *The Lancet* 393 : pp. 2110–11.

© *Texte repris de la publication « Regards Croisés » de Pole Institute, [www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org)*

# Lutte contre la COVID-19 en Sierra Leone : le rôle crucial des organisations communautaires face à une pandémie croissante

Emmanuel Osuteye\*, Braima Koroma, Joseph Mustapha Macarthy, Sulaiman Foday Kamara, Abu Conteh\*\*

**Résumé :** Alors que la pandémie de COVID-19 se propage en Afrique, l'attention se porte de plus en plus sur son impact potentiel et continu sur les zones d'habitation informelles dans lesquelles l'application des mesures de contrôle classiques que sont la distanciation sociale, le lavage des mains et l'auto-isolément est extrêmement difficile. À Freetown, en Sierra Leone, les habitants des quartiers informels ont fait appel aux organisations et aux groupes communautaires locaux, et à leur ingéniosité, pour assurer la préparation essentielle, prendre les mesures nécessaires et apporter un soutien permanent afin d'atténuer les risques sanitaires et économiques associés aux effets de l'épidémie de COVID-19. Ils ont également tiré les enseignements de la gestion des épidémies précédentes, notamment la maladie à virus Ebola en 2014–2015.

Cet article explique la nature et la forme d'organisation communautaire que l'on peut encourager et mettre à contribution pour se préparer à faire face à la pandémie de COVID-19 et prendre des mesures adaptées aux quartiers informels. Par ailleurs, il souligne la contribution essentielle des organisations communautaires aux mesures de protection sociale visant à lutter contre les inégalités profondément ancrées dans les contextes d'urbanisation rapide. Enfin, les cas étudiés visent à démontrer la valeur des processus d'apprentis-

\* The Bartlett Development Planning Unit, University College London, 34 Tavistock Square, Londres, WC1H 9EZ, Royaume-Uni, email : e.osuteye@ucl.ac.uk

\*\* Braima Koroma, Joseph Mustapha Macarthy, Sulaiman Foday Kamara: Abu Conteh, Sierra Leone Urban Research Centre, 17A Hill Cot Road, Freetown, Sierra Leone, email : bkoroma@slurc.org (BK), jmacarthy@slurc.org (JMM), skamara@slurc.org (SFK), aconteh@slurc.org (AC)

sage continu au sein des organisations communautaires, qui sont essentiels tant pour l'aide humanitaire que pour la gestion des urgences. Bien que l'étude ait été menée à Freetown, les grandes leçons tirées sont pertinentes pour les communautés urbaines pauvres et les quartiers informels dans de nombreux centres urbains africains.

## 1 Introduction

Les préoccupations que suscite la propagation rapide de la pandémie de COVID-19 en Afrique reposent en grande partie sur le fait que les systèmes de santé de nombreux pays sont déjà très sollicités et seront rapidement débordés. En Sierra Leone, l'évocation de la pandémie de coronavirus en cours ravive le souvenir de la récente et brutale bataille que le pays a menée contre la maladie à virus Ebola (MVE) en 2014 et 2015. À l'instar du Libéria et de la Guinée, autres épicentres de l'épidémie en Afrique de l'Ouest, des années de sous-investissement dans les systèmes de santé ont révélé à la fois la capacité limitée à répondre à l'urgence et la vulnérabilité des populations vivant dans des établissements humains informels. Les systèmes de surveillance, les capacités de riposte, les infrastructures de santé publique et les capacités de diagnostic étaient insuffisants. Le manque de ressources, la mauvaise compréhension des menaces pour la santé et la surcharge de travail du personnel de santé ont également posé des problèmes. Dans les quartiers informels, les enfants et les femmes (en particulier les femmes enceintes) ont été les premières victimes, en raison de leur plus grande sensibilité à la maladie et de leur vulnérabilité aux conditions environnementales difficiles. Les principaux obstacles à surmonter ont été la pénurie de personnel de santé, le manque de moyens financiers, le manque d'informations et de fournitures médicales, ainsi que l'insuffisance des connaissances sur la manière de combattre la maladie. Là encore, les femmes et les enfants ont été touchés de manière disproportionnée, en raison de la forte réduction de l'utilisation des soins de santé, notamment dans les domaines de la santé maternelle, de la couverture vaccinale et de la prévention du paludisme chez les enfants. De même, l'épidémie a eu un impact négatif sur le traitement des maladies chroniques, car les ressources limitées de l'État ont été mobilisées pour lut-

ter contre l'urgence sanitaire. D'une manière générale, l'épidémie de maladie à virus Ebola a gravement affaibli les systèmes de santé en Sierra Leone.

Depuis, les systèmes de surveillance et les mécanismes d'information ont été améliorés et le Département national de gestion des catastrophes a été doté des moyens nécessaires pour mettre en place des systèmes d'intervention d'urgence. Le gouvernement de la Sierra Leone, avec le soutien de la Banque mondiale, a lancé un plan national de préparation et de réaction aux situations d'urgence liées à la COVID-19, qui visait principalement à renforcer la surveillance aux trois points d'entrée officiels avant même que le pays n'enregistre son premier cas le 31 mars 2020. Ces mesures ont permis de retarder le début de la pandémie et de gagner un temps précieux pour la mise en œuvre d'autres actions gouvernementales centralisées.

Cependant, le niveau de vulnérabilité épidémiologique de la ville et ses facteurs ne sont pas encore bien compris en raison du manque de données. Les connaissances sur la manière dont les ménages sont affectés « doublement » par la maladie sont aussi limitées, en particulier dans de nombreux cas où la COVID-19 s'est manifestée en même temps que d'autres problèmes de santé chronique (tels que les maladies cardiovasculaires, l'hypertension, le diabète, les maladies respiratoires chroniques et le cancer) qui prennent de plus en plus d'importance dans les zones urbaines en raison de l'âge, du niveau de pauvreté, du mode de vie et des conditions de vie. Les effets détaillés des interactions entre maladies chroniques et infectieuses dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne sont très peu étudiés, en particulier dans les quartiers informels où ces affections prolongées ont tendance à passer sous le radar des systèmes de santé.

Dans l'ensemble à Freetown, les soins de santé restent insuffisants en raison du peu d'améliorations apportées aux infrastructures depuis l'épidémie de maladie à virus Ebola, de lacunes dans les capacités techniques, ainsi que des problèmes récurrents d'accessibilité et de prix, en particulier pour les populations urbaines pauvres. Sur la base de ces informations, cet article analyse en détail la manière dont les quartiers informels de Freetown ont fait face à la situation, afin de mieux démontrer l'utilité et l'ingéniosité des organisations communautaires dans la lutte contre la COVID-19. De manière plus générale, il enrichit les connaissances sur l'inventaire des pratiques, des innovations et des interventions communautaires qui constituent des points d'entrée dans la



compréhension de la gestion des risques de catastrophe et sanitaires dans les quartiers informels en Afrique. Dans le contexte des mesures de lutte contre la COVID-19, l'article montre de manière empirique la manière dont les organisations communautaires réduisent la vulnérabilité et augmentent les capacités des habitants, minimisent les souffrances et contribuent à réparer les dégâts.

## **2 La COVID-19 en Sierra Leone : un autre fardeau pour les pauvres en milieu urbain**

La Sierra Leone a enregistré relativement peu de cas de COVID-19 – 2 406 cas enregistrés sur 68 530 tests effectués au 24/11/2020 et a été l'un des derniers pays du continent à confirmer un cas index. Ce faible nombre de cas peut être attribué aux capacités limitées de dépistage dans le pays (seulement trois laboratoires dans tout le pays), aux faibles effectifs et à la faiblesse des systèmes d'orientation sanitaire.

Comme dans de nombreux autres pays, les centres urbains supportent déjà le plus gros du fardeau et les habitants des quartiers informels, qui vivent dans des conditions de logement précaires sur des terrains peu fertiles, souvent dépourvus de services de base, sont encore plus exposés. Ils sont pris au piège dans différents cycles de risques sanitaires, environnementaux et socioéconomiques qui ont un impact considérable sur les résultats sanitaires des villes en expansion rapide qui ont pris du retard en matière de planification adéquate. En outre, ces quartiers se développent généralement en dehors des systèmes juridiques mis en place pour enregistrer la propriété et l'occupation des terres, et faire respecter les réglementations relatives à la planification et à l'aménagement des territoires, aux structures bâties, à la santé publique et à la sécurité. Les habitants des quartiers informels de Freetown ont été les plus durement touchés par Ebola, ainsi que par les autres risques sanitaires saisonniers et récurrents. Face à la COVID-19, les vulnérabilités des quartiers informels sont encore plus manifestes, en raison du caractère peu pratique et inabordable des mesures d'atténuation classiques telles que la distanciation sociale, l'auto-isolement et le lavage régulier des mains, en raison de la promiscuité et de l'accès limité à l'eau potable et à des installations sanitaires adéquates. Les effets attendus de la COVID-19 en milieu urbain sont désastreux, d'autant

plus que plus de 35 % de la population de la ville vit dans des agglomérations très denses (figure 1).

Malgré les vulnérabilités connues des quartiers informels, l'ingéniosité des habitants pour répondre à la menace de la COVID-19 a une fois de plus été mise en évidence, notamment la manière dont ils ont pris des mesures et des initiatives collectives initiales comme première ligne de défense dans la lutte contre le virus. Les premiers rapports concernant le Kenya, le Malawi, l'Inde et plusieurs autres pays disposant de groupes et de réseaux locaux tels que ceux du réseau Slum and Shack Dwellers International (SDI) soulignent le rôle essentiel que jouent les groupes communautaires dans la gestion des catastrophes et des risques sanitaires quotidiens et dans la protection des plus vulnérables à la survenue de la pandémie croissante.

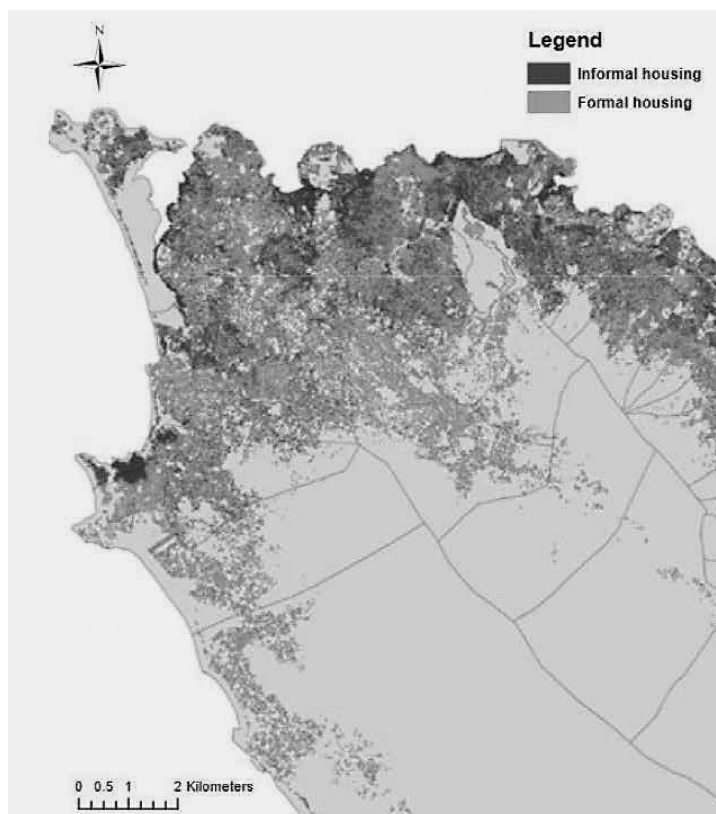


Tableau 1 : Répartition des types de logements formels et informels dans Freetown. Source : Banque Mondiale, 2019.

### 3 Méthodologie : évaluation des organisations communautaires dans les quartiers informels

Les habitants des quartiers informels ont une capacité d'action considérable sur le terrain grâce à des systèmes et des structures élaborés et bien organisés, qui sont devenus la base de plusieurs interventions locales comblant ainsi les lacunes en matière de développement et de réduction des risques de catastrophes dans les zones urbaines. Ayant différents niveaux de responsabilité et de capacité d'action, ils peuvent collaborer et apporter conjointement des réponses aux besoins locaux, et cette capacité pourrait être exploitée pour contribuer aux interventions nécessaires dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. En outre, ils entretiennent de solides réseaux sociaux au sein des communautés et des liens avec les prestataires de services externes (par exemple, les ONG et les pouvoirs publics), qu'ils ont utilisés à leur avantage pour répondre à des besoins fondamentaux comme l'approvisionnement en eau.

À Freetown, la Federation of the Urban and Rural Poor (FEDURP) et le Centre of Dialogue on Human Settlement and Poverty Alleviation – CODOHSAPA – ont joué un rôle déterminant en permettant et en soutenant l'exercice de responsabilités au sein des groupes communautaires, en particulier dans les quartiers informels de Freetown. La FEDURP est une organisation urbaine de base regroupant plus de 7 000 personnes issues des quartiers informels de Freetown. Elle est soutenue par le CODOHSAPA qui fournit une assistance technique et fait le lien entre les pouvoirs publics et les communautés. Ensemble, les deux organisations ont pour mission commune de « donner aux communautés urbaines pauvres les moyens d'améliorer leurs conditions sociales, économiques et environnementales en créant des espaces et des opportunités par le biais d'actions collaboratives pour défendre leur propre programme de transformation et de développement ». La Freetown Federation est membre du réseau mondial SDI, qui s'engage à donner des moyens d'action aux habitants pauvres des espaces urbains. Le réseau SDI a été le fer de lance de plusieurs initiatives qui proposent des pratiques prometteuses permettant d'accroître la résilience des pauvres en milieu urbain. Les activités du SDI comprennent la création de groupements d'épargne, les échanges entre pairs, le profilage communautaire, le comp-

tage et la cartographie des quartiers informels. Il met également en œuvre des stratégies de réduction des risques de catastrophe pour répondre aux risques locaux tels que les inondations et les glissements de terrain, dispense des formations pour la préparation des communautés aux incendies et collabore avec les autorités locales pour promouvoir d'autres processus dirigés par les communautés. À Freetown, la FEDURP et le CODOHSAPA ont joué un rôle essentiel dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola et ont depuis joué un rôle graduel, mais croissant dans la vision du développement de la ville, notamment en collaborant avec le conseil municipal de Freetown (FCC) et le bureau du maire. La FEDURP, avec le soutien du CODOHSAPA, coordonne les comités de développement communautaire (Community Development Committees, CDC) et les réseaux locaux de groupes d'épargne et de comités communautaires de gestion des catastrophes (Community Disaster Management Committees, CDMC) dans presque tous les quartiers informels de la ville. Elle travaille avec les agents de santé communautaire (Community Health Workers, CHW) qui sont reconnus par le ministère de la Santé et de l'assainissement pour renforcer le lien entre les communautés et le système de santé formel.

Le CODOHSAPA et la FEDURP travaillent en étroite collaboration avec le Sierra Leone Urban Research Centre (SLURC), un centre d'étude relié au monde entier qui produit des connaissances pour la définition de politiques, la planification et le plaidoyer en milieu urbain en Sierra Leone. Le SLURC renforce également les capacités des acteurs urbains et favorise la gestion des connaissances dans le but d'améliorer le bien-être et les conditions de vie des populations marginalisées dans les villes et villages de Sierra Leone. Il a également joué un rôle important dans la création d'espaces pour l'apprentissage continu et l'établissement de relations entre la FEDURP et les habitants de la communauté, y compris la mise en place de « plateformes d'apprentissage communautaires » (Community Learning Platforms, CLP) pour des groupes mixtes d'acteurs communautaires afin de renforcer collectivement leurs capacités à faire face aux risques urbains. L'une des principales activités des CLP est d'appuyer les interventions des autorités locales et d'autres acteurs locaux travaillant dans les quartiers informels afin d'améliorer le bien-être des habitants. Les différentes parties prenantes des CLP travaillent ensemble à la réalisation d'objectifs communs et endossent des responsabilités pour répondre

collectivement aux divers enjeux auxquels est confrontée la ville de Freetown, qui s'urbanise rapidement.

Nous nous basons sur les travaux du SLURC, menés en partenariat avec la FEDURP et le CODOHSAPA au cours des cinq dernières années pour faire progresser les politiques et les pratiques en faveur des populations pauvres de certains quartiers informels de Freetown, ce qui nous permet d'avoir une bonne connaissance du contexte des quartiers informels. Nous nous appuyons également sur une série d'études menées par le SLURC pour évaluer les principaux déterminants de la santé, les modèles et les effets qui ont un impact sur les quartiers informels de Freetown, ainsi que les pratiques existantes et la mobilisation communautaire qui se sont développées en particulier dans le contexte de l'après-Ebola et nous exposons dans le détail les réflexions initiales recueillies dans le cadre de cette étude. Nous soutenons qu'il est impératif de mieux mettre en évidence et de contribuer à l'échange de vues sur l'ingéniosité et la capacité d'action au sein des quartiers informels, car les stratégies descendantes visant à répondre aux risques sanitaires et environnementaux risquent d'ignorer les groupes sociaux et les connaissances souvent solides qui existent déjà.

L'étude s'appuie en particulier sur la relation de confiance que la FEDURP et le CODOHSAPA ont su établir avec les habitants au fil de plusieurs années de collaboration dans les communautés sélectionnées, et leur rôle moteur bénéficie d'un large soutien et d'une bonne intégration au sein des communautés. Ils ont servi de points d'entrée dans les quartiers grâce à leurs activités et à leurs collaborations avec d'autres organisations communautaires telles que les CLP, les CDMC et les CDC. Dans le cas de la COVID-19, les points d'entrée comprennent le travail établi des organisations communautaires et la participation des habitants aux campagnes de sensibilisation sur les pratiques d'hygiène, la collecte et la distribution d'articles de première nécessité, y compris de la nourriture, la gestion et la diffusion des informations dans les quartiers, et le rôle d'intermédiaire entre les autorités locales et les habitants.

En plus d'apporter une connaissance contextuelle sur les quartiers informels, nous fondons notre argumentation sur une étude qualitative et des entretiens menés entre février et avril 2020. Notre étude a couvert trois phases distinctes : la première, lorsque le gouvernement a déclaré l'état d'urgence

officiel, la deuxième, lorsqu'un confinement officiel a été mis en place, et la troisième, après que les cas index de COVID-19 aient été enregistrés dans la ville de Freetown. L'étude a été menée dans six quartiers informels sélectionnés : Portee Rokupa, Palmoronkoh, Cockle-Bay, Oloshoro, Thomson Bay et CKG (Crab Town, Kolleh Town et Grey Bush). Les quartiers ont été sélectionnés de manière intentionnelle sur la base de notre expérience de travail dans les quartiers informels de Freetown. Nous avons travaillé dans ces six quartiers pendant plus de quatre ans et étions déjà bien au fait des problèmes de santé et de bien-être rencontrés et des types de structures communautaires présentes. Les six quartiers ont des caractéristiques communes en termes d'informalité – ils sont tous dépourvus de planification et densément peuplés avec des conditions de logement médiocres, ils manquent tous de services de base et de rues aménagées, et ils sont tous sujets aux catastrophes, ce qui pose de graves problèmes d'accessibilité pour toute intervention des systèmes de santé formels, et ils dépendent donc tous de la mise en œuvre de stratégies communautaires (Tableau 2). Ces quartiers ont également été sélectionnés parce qu'ils ont constamment connu les pires formes de catastrophes auxquelles la ville a été confrontée. Ils ont été les foyers de certaines des urgences sanitaires notables à Freetown, notamment l'épidémie de choléra de 2012 et l'épidémie d'Ebola de 2014–2015. Au moment de la rédaction de cette étude, seuls quatre des quartiers avaient des cas confirmés de COVID-19 : Cockle Bay, Portee-Rokupa, Thompson Bay et CKG. Bien que les deux autres n'aient pas de cas officiellement enregistrés, la promiscuité et les conditions insalubres les exposent à un risque élevé de maladie et ils pourraient bien être des points de départ de la transmission de la COVID-19. Par conséquent, l'étude de ces quartiers a non seulement permis de dresser un tableau de la situation de la COVID-19 à Freetown, mais aussi de comprendre en détail le contexte des actions communautaires de riposte à la pandémie, en particulier pendant la période officielle de confinement. Les principaux informateurs de cette étude ont été les responsables de la FEDURP et ceux des différents CDC dans les quartiers sélectionnés. De plus, les responsables de diverses organisations communautaires, à savoir la Foundation for the Future (FFF) de Cockle Bay, la Portee Environmental Youth Organisation, la Millenium Youth de Portee-Rokupa et le Palmaronkoh Philanthropic Group, ont également été interrogés. Enfin, des discussions de groupe ont été organisées avec les membres

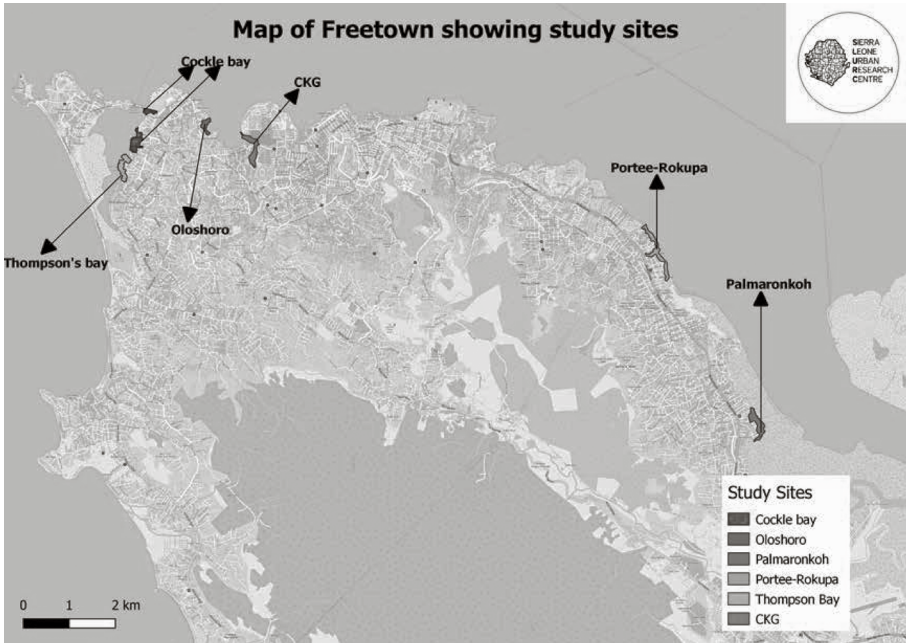


Tableau 2 : Carte de Freetown montrant les différents sites de l'étude.  
 Source : Auteurs, 2020.

des différents comités de gestion du développement communautaire, les membres des CLP, les conseillers et les membres du comité de développement des quartiers (Ward Development Committee, WDC). Ces informateurs ont été sélectionnés pour leur bonne connaissance des problèmes et leur implication dans les activités sanitaires et de gestion des catastrophes, ainsi que les rôles spécifiques qu'ils ont joués au moment où la COVID-19 est survenue.

#### 4 Mettre en place la première ligne de défense : les mesures prises par les communautés face à la COVID-19 à Freetown

Sur la base d'observations, d'entretiens et d'études qualitatives menées dans les six quartiers informels, nous avons constaté que les organisations communautaires de Freetown jouent plusieurs rôles essentiels sur le terrain, à mesure que le pays s'adapte à la réalité de la gestion de la COVID-19. Ces conclusions

alimentent les réflexions ci-dessous, en mettant en évidence trois contributions essentielles de la communauté par des organisations visant à minimiser la propagation et les effets de la pandémie.

## 4.1 Gérer l'information

Les groupes communautaires effectuent un travail très utile de sensibilisation et de prise de conscience, et ont joué un rôle déterminant dans la conception, la gestion et la diffusion d'informations sur la COVID-19 et les moyens de l'atténuer. Ce travail a été effectué au tout début de la pandémie afin d'établir un lien entre les flux d'informations provenant des voies officielles et les habitants. Dans les six communautés étudiées, les informations sur la COVID-19 ont été diffusées par divers moyens, notamment les canaux officiels d'informations sanitaires (Organisation mondiale de la santé [OMS], ministère de la santé, chaînes de radio et de télévision). Certains groupes communautaires, comme la FFF à Cockle Bay, traitent et reproduisent les informations des sites Web du ministère de la Santé et de l'OMS, et ont distribué des imprimés aux habitants. À Portee-Rokupa, les chefs traditionnels et les conseillers élus respectés de la communauté sont devenus des sources d'informations dignes de confiance et les habitants comptent sur eux pour obtenir des mises à jour régulières provenant du ministère de la Santé et d'autres professionnels de la santé. Les informations pratiques sur la distanciation sociale, l'utilisation des masques et la nécessité d'informer le personnel de santé lorsque surviennent des symptômes de la COVID-19 sont diffusées dans toute la communauté par les habitants eux-mêmes, par le biais de leurs réseaux locaux, et le plus souvent par le bouche-à-oreille, d'une maison à l'autre.

Ces informations font également l'objet d'une diffusion massive via l'outil de messagerie sociale « WhatsApp », auquel de nombreuses personnes ont déjà accès et qu'elles maîtrisent. Cette tâche de diffusion des informations est également prise en charge par les CDMC du FEDURP et les agents de santé communautaires du ministère de la Santé, qui sont en poste dans les communautés. Les CDMC et les agents de santé communautaires diffusent les informations avec un soutien limité de l'extérieur, en affichant des prospec-



tus qui donnent des informations sur la prévention de la COVID-19 et en utilisant des systèmes de diffusion publique mobiles pour sensibiliser les habitants.

Les contacts grandissants entre les groupes communautaires, en particulier la FEDURP, et les pouvoirs publics (ministère de la Santé et de l'assainissement) ont été particulièrement bien accueillis et sont considérés par les groupes communautaires comme un moyen plus efficace d'utiliser leur potentiel et leur capacité d'action. La FEDURP affirme son rôle de chef de file à cet égard :

- ◆ Nous voulons prendre en charge la diffusion des informations sur la COVID-19 dans les quartiers informels de Freetown parce que nous devons faire passer des messages clairs et coordonner notre action avec d'autres structures communautaires comme les CDMC, les agents de santé communautaires, le WDC, les CDC et les organisations communautaires pour le faire. (Direction du FEDURP)

En outre, ces contacts et cette collaboration croissants sont considérés comme un moyen de rendre légitimes leur présence et leur capacité à gérer la diffusion d'informations à la base et d'autres pratiques d'atténuation de la COVID-19. Comme l'a fait remarquer le responsable d'une organisation :

- ◆ Nous sommes heureux que la plupart des fonctionnaires reconnaissent qu'en plus des conseillers municipaux, il existe dans la communauté d'autres structures locales comme les chefs traditionnels, les chefs religieux, les groupes de développement communautaire. Chaque fois qu'ils organisent une réunion sur un sujet quelconque dans la communauté, ils appellent tous les groupes à y participer. (Responsable, Palmaronkoh Philanthropic Group)

La diffusion proactive d'informations sur la COVID-19 repose sur une leçon importante tirée de la gestion de l'épidémie d'Ebola, où, malheureusement, le manque d'informations a conduit à la diffusion de fausses informations, à la déformation des messages sanitaires, créant même la panique dans les communautés. Dans cette optique, les groupes communautaires ont cherché

à dissiper les rumeurs et la désinformation et à diffuser des messages cohérents sur la COVID-19. À Portee-Rokupa, une alliance informelle de toutes les organisations communautaires créées pendant la riposte au virus Ebola a été réactivée et rebaptisée Portee-Rokupa Corona Response Team, avec pour mission spécifique de lutter contre la désinformation. Il est devenu nécessaire pour les communautés de Freetown de comprendre que la COVID-19 est une pandémie mortelle, mais qu'elle est différente d'Ebola. Les messages négatifs du type « Ebola tue » se sont avérés contreproductifs et une mobilisation plus ciblée, axée sur le changement de comportements, s'est avérée nécessaire. À Cockle Bay, la nécessité de lutter contre les fausses informations a été identifiée comme l'une des principales priorités à défendre par le groupe local de jeunes, FFF, qui a pris les devants en concevant des programmes répondant spécifiquement à ce besoin.

- ◆ Pour la FFF, nous avons organisé des campagnes d'information et de sensibilisation sur la pandémie au sein de la communauté, et nous avons identifié et exposé les faits pour dissiper les fausses informations sur le coronavirus. (Responsable, FFF, Cockle Bay)

Des informations récentes concernant le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Mozambique et le Kenya ont également mis en évidence le rôle essentiel des groupes de jeunes dans les mesures communautaires de lutte contre la COVID-19, en prenant diverses initiatives allant de la gestion des informations au financement participatif de projets d'assainissement.

À Palmaronko, un expert en santé a été invité à dispenser une formation à toutes les parties prenantes de la communauté, y compris les représentants des « ataya bases » (espaces communaux pour la socialisation et la consommation de thé), des clubs sociaux, des groupements de femmes, etc. afin de démystifier la COVID-19. Ces efforts se sont concentrés avant tout sur la nécessité de veiller à ce que les informations soient transmises de manière claire et précise. La FEDURP a joué un rôle essentiel dans la recherche et la vérification des informations en ligne à partir des deux voies officielles approuvées et leur traduction dans la langue locale pour une diffusion communautaire, comblant ainsi la fracture numérique pour de nombreux habitants. Par conséquent, les mises à jour quotidiennes étaient publiées par le WDC dans des

groupes WhatsApp créés pour ceux ayant accès à des smartphones, et oralement aux autres habitants de la communauté n'ayant pas accès aux informations via les médias sociaux.

#### 4.2 Prise en compte des politiques de terrain et des relations de pouvoir

Il est devenu nécessaire, dans les efforts de gestion des catastrophes, en particulier dans les zones urbaines informelles, de prendre en compte et d'examiner les politiques et les dynamiques au niveau local qui seraient affectées par toute intervention. À Freetown, les responsables communautaires constituent une structure à plusieurs niveaux, allant des chefs traditionnels et religieux aux élus, et représentant l'autorité à laquelle les différents groupes concernés adhèrent. Cette structure comprenant plusieurs niveaux, la confiance dépend souvent du statut ou de circonstances spécifiques. Par exemple, parce que les chefs sont souvent considérés comme étant vieux, peu instruits et ayant des contacts limités avec le National Emergency Response Centre (NERC), les habitants de Cockle

Bay et Oloshoro se fient peu à leurs connaissances sur la COVID19. Ils comptent principalement sur les instances dirigeantes des CDC et du WDC pour obtenir des informations. Le WDC de Cockle Bay, dirigé par le conseiller, jouit d'une plus grande confiance, car il a accès à des informations provenant directement du FCC et des canaux officiels. Le président du CDC d'Oloshoro est réputé avoir de bonnes relations au sein du FEDURP en tant que cadre national, et entretient des relations extérieures régulières avec l'Office of National Security (ONS) et le FCC. Il est essentiel de prendre en compte la diversité et la dynamique du pouvoir des différents types d'instances dirigeantes locales pour gérer efficacement les crises, car leur autorité peut être mise à profit pour les fonctions de conformité et d'application. Cela s'est avéré utile à Freetown, où les chefs religieux ont contribué à faire fermer les lieux de culte publics dans le cadre de mesures de contrôle des foules et de distanciation sociale.

Les organisations communautaires ont également joué un rôle de médiation efficace dans les activités des agents de sécurité et du personnel de santé de première ligne chargés de rechercher et de signaler les cas contacts dans les

quartiers informels. Ce partenariat a permis d'établir la confiance des habitants vis-à-vis de ces activités de surveillance externe et d'en assurer le bon fonctionnement. Ainsi, la police a récemment fait appel au CDC et au Philanthropic Group de Palmoronkoh pour aider à faire respecter la distanciation sociale dans les espaces publics tels que les points d'accès à l'eau et les « ataya bases », et à restreindre les déplacements pendant les confinements. Il s'agit là d'un point très important, car à Freetown, le NERC s'était surtout associé à la police pour effectuer la recherche des cas contacts et faire respecter les restrictions de mobilité imposées par le confinement. La présence de la police dans un quartier informel peut être déstabilisante et source de tension pour la plupart des habitants, mais le partenariat avec des organisations communautaires qu'ils peuvent identifier et en qui ils ont confiance, a rendu la chose possible. De plus, les groupes ont fini par prendre en charge certaines des fonctions d'application de la loi qui incombait à la police.

- ◆ La police ne peut pas faire appliquer correctement des mesures de confinement sans notre aide. C'est nous qui veillons également à ce que les mesures de distanciation sociale soient respectées aux points d'eau pendant le confinement. (Responsable, Palmaronkoh Philanthropic Group)

La manière dont ont été reçus les efforts de recherche des cas contacts au sein de la communauté et leur efficacité sont également attribuables aux représentants des organisations communautaires qui se sont élevés contre les commentaires négatifs et ont fait face à des situations de blâme et de stigmatisation lorsque des personnes ou des ménages particuliers ont été identifiés dans le processus. Cette intervention était d'autant plus importante que la densité des habitations et les modes de vie communautaires ont fait de la recherche de cas contacts une activité de porte à porte assez ouverte, rendant impossible un strict anonymat. L'importance de la lutte contre la stigmatisation au sein des communautés ciblant les patients en cours de traitement et guéris ainsi que leurs familles, et même pour les cas non confirmés, mais placés en quarantaine, a été soulignée comme étant un élément essentiel dans la gestion de la COVID-19 dans d'autres pays africains. La stigmatisation a de graves conséquences sur la santé mentale des personnes, leur bien-être et même sur les possibilités d'emploi et de subsistance futures, et reste un obstacle à un dépistage

et un traitement rapides. Ce problème ne fera que s'aggraver avec la pandémie qui persiste, et le rôle des organisations communautaires à cet égard reste crucial sur tout le continent.

À Portee Rokupa, le NERC a établi un partenariat direct avec les autorités traditionnelles pour aider à la recherche de cas contacts au sein de leur communauté. Cette approche diffère de celle des autres quartiers où les organisations communautaires ont joué ce rôle et constitue une reconnaissance du fort sentiment de soutien général dont bénéficient les chefs traditionnels dans ce quartier, ainsi que de leur capacité à désamorcer les tensions et démentir les idées fausses suscitées par les activités des agents externes sur le terrain. Ce changement de tactique souligne la diversité des dynamiques de pouvoir, notamment entre les responsables d'organisations communautaires connues et les autorités traditionnelles lorsqu'il s'agit de mobiliser un appui aux interventions. Cela doit être dûment pris en compte dans la planification d'actions durables et de toute autre intervention prévue dans d'autres quartiers informels.

#### 4.3 Initier et soutenir les efforts humanitaires

Les organisations communautaires ont joué un rôle essentiel dans l'aide apportée aux personnes les plus vulnérables dans les quartiers. Elles ont réussi à mobiliser des fonds en interne pour fournir de l'eau potable, en particulier pendant les périodes de confinement et de restriction des déplacements. Par exemple, à Palmoronkoh et Portee-Rokupa, les ressources financières mises en commun ont permis d'acheter et de remplir des réservoirs d'eau (deux de 2 000 litres et un de 10 000 litres, respectivement) placés dans des zones accessibles dans les communautés. Grâce à des efforts similaires à Thomson Bay et à Oloshoro, les points d'eau publics sont désormais plus accessibles et les habitants n'ont plus à quitter leurs quartiers ou à parcourir de longues distances pour trouver de l'eau. En outre, les organisations locales ont planifié et mis en œuvre un système de quotas par ménage pour la distribution de l'eau, en tenant compte des personnes âgées et des personnes handicapées. Elles ont aussi appliqué un contrôle strict de la foule aux points d'eau pour se conformer aux protocoles de distanciation sociale.

Le collectif local « Portee Ebola Response Alliance Volunteer » (PERAV), créé lors de l'épidémie au virus Ebola à Portee Rokupa, a été réactivé et s'est

mobilisé pour fournir un soutien aux ONGI et aux ministères, départements et agences, tels que le ministère de la Santé, la police et le bureau local de l'OMS, pour la recherche des cas contacts et les mises en quarantaine.

La FEDURP et le CODOHSAPA ont joué un rôle essentiel en assurant la liaison avec les agences externes d'appui et en coordonnant l'aide et le soutien. Dans le cadre de la riposte à la COVID-19 du maire de Freetown, la FEDURP a été identifiée pour soutenir la distribution de produits de première nécessité destinés à certains quartiers informels. La FEDURP, à travers l'activité des plateformes d'apprentissage communautaires, a coordonné des réponses telles que des campagnes de sensibilisation à l'hygiène parmi les habitants des quartiers informels. Elle a également travaillé avec les comités et conseillers de développement des quartiers pour évaluer et identifier les habitants vulnérables tels que les personnes âgées, les ménages dirigés par des femmes, les personnes handicapées qui pourraient bénéficier d'un soutien supplémentaire ou spécialisé.

Grâce au soutien du FCC et de l'ONG GOAL Sierra Leone, la FEDURP a réussi à mettre en place des cuisines communautaires à Portee-Rokupa, Crab Town, Kolléh Town et Grey Bush (CKG) ainsi qu'à Cockle Bay. Ces cuisines étaient entièrement gérées par des femmes et s'appuyaient sur leurs compétences et capacités culinaires pour mobiliser en interne leur travail collectif. Et elles ont fourni des colis de nourriture aux habitants pendant la période de confinement total. Les cuisines communautaires ont été utilisées comme des initiatives sociales essentielles pour assurer la sécurité alimentaire, en particulier dans les situations d'urgence et, à la suite de l'épidémie de COVID-19, elles ont gagné en popularité dans les communautés urbaines pauvres de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine. Toutefois, la création et l'utilisation de cuisines communautaires dépassent le cadre de la distribution de l'aide ; elles sont considérées comme des « sites de solidarité » et de mobilisation communautaire en temps de crise. Cela est particulièrement important lorsque la pandémie perdure, car les organisations communautaires devront faire preuve de plus de créativité, s'orienter dans les méandres complexes de la mobilisation des ressources et de l'identification ainsi que de la satisfaction des besoins des plus vulnérables. Le partenariat avec le bureau du maire dans le cadre de l'initiative des cuisines communautaires a montré comment les autorités municipales prennent en compte et apprécient les connaissances

locales et comment elles peuvent être utiles pour faire face aux effets de la COVID-19.

En outre, les organisations communautaires, par le biais de leurs partenariats avec d'autres agences externes, ont progressivement assumé un rôle actif et dynamique dans les efforts d'aide humanitaire, ce qui a fait évoluer l'idée que les communautés pauvres n'étaient que des bénéficiaires impuissants de l'aide. Par exemple, le CODOHSAPA est devenu le principal partenaire de mise en œuvre de l'ONGI « Y Care International » en identifiant et en fournissant un soutien et des moyens financiers aux habitants des quartiers informels dont les moyens de subsistance ont été durement touchés par la crise.

Ce qui est remarquable, dans les exemples ci-dessus, c'est l'adaptabilité, la flexibilité et l'ingéniosité dont ont fait preuve les organisations communautaires pour fournir des services essentiels qui étaient inexistantes ou inadéquats face à la COVID-19. Malgré les succès à grande échelle, la marge de renforcement de la capacité des organisations communautaires à amplifier leurs actions reste importante. Au-delà du potentiel de collaboration démontré par le travail mené avec le FCC, il est nécessaire que les agences et autorités centrales reconnaissent expressément le rôle de ces organisations communautaires, et que cette reconnaissance soit encouragée pour fournir des ressources aux quartiers informels de la ville. Par exemple, alors que la pandémie persiste, la FEDURP fait toujours état d'un manque de capacités dans ses rangs pour interpréter, actualiser et diffuser les informations sanitaires à travers les dizaines de quartiers informels, ainsi que d'un besoin d'outils qui pourraient améliorer et élargir leur rôle de gardiens de la communauté tout en leur permettant d'effectuer des dépistages sanitaires et des contrôles de surveillance, tels que des prises de température. Il s'agit de ressources spécifiques que les autorités centrales pourraient facilement déployer pour le bénéfice immédiat des habitants. Il est également nécessaire de reconnaître davantage l'action des organisations communautaires dans le cadre de partenariats et d'une collaboration avec des ONG et d'autres agences d'appui externes. Cette reconnaissance est nécessaire pour soutenir les efforts des organisations communautaires, renforcer leurs capacités et mettre fin à la fragilité des ONG qui travaillent de manière isolée. Les ONG et les agences d'appui externes sont des partenaires essentiels pour promouvoir et renforcer la visibilité du travail

et la capacité d'action des organisations communautaires. Bien que louable, le travail des ONG et des agences externes au sein des quartiers informels doit être conçu et mis en œuvre de concert avec les acteurs locaux afin de créer le changement nécessaire à la mise en place de solutions centrées sur les personnes, comme c'est le cas pour la COVID-19, en commençant par la fourniture durable de services d'eau et d'assainissement dans les quartiers informels de Freetown. En outre, l'intégration des idées, des contributions ou des solutions éprouvées des communautés dans la planification plus large du développement et la gestion des catastrophes par le gouvernement reste un enjeu permanent.

Il en ressort que des négociations progressives doivent être menées avec les pouvoirs publics, en se fondant sur la nécessité de reconnaître l'ingéniosité des communautés et la possibilité de coproduire avec elles des connaissances et des services pertinents. La FEDURP a pris les devants, notamment grâce à son travail avec la FCC, à son image implicite de crédibilité et à ses antécédents en matière de représentation communautaire. Aujourd'hui, il incombe également à la FEDURP de s'efforcer de maintenir la représentation, l'inclusion et la couverture de ses activités dans les autres quartiers informels de la ville, en s'appuyant sur la diversité des autres acteurs de base, réseaux et groupes non fédérés dans la lutte contre la COVID-19. De manière générale, la COVID-19 a permis aux organisations communautaires de s'affirmer et de devenir plus visibles.

## 5 Conclusions

Cette brève étude montre que l'ingéniosité, la force et la valeur des organisations communautaires de Freetown ne doivent pas être négligées dans la lutte contre la COVID-19. Ces initiatives communautaires renforcent l'autonomie des membres des diverses organisations ainsi que des habitants et offrent une possibilité d'apprentissage collectif, à la fois en tant qu'exercice objectif (par le biais d'activités de formation et de renforcement des capacités) et à partir de l'expérience vécue de la collaboration dans les quartiers pour lutter contre la COVID-19. Les réseaux et structures élaborés des organisations communautaires sont devenus inestimables pour aider les communautés à se préparer



aux risques de catastrophes, à les réduire et à répondre aux besoins connexes, ainsi que pour combler les déficits de développement en matière d'accès aux services essentiels tels que l'eau et l'assainissement. Leurs compétences et leur capacité à s'organiser rapidement et à exploiter les relations de confiance durables qu'ils ont établies avec la communauté sont particulièrement pertinentes pour faire face à des problèmes sanitaires comme la COVID-19. L'utilité et la polyvalence des organisations communautaires sont devenues encore plus évidentes et accentuées pendant les périodes de confinement et de restriction des déplacements dans la ville, et les charges socioéconomiques prolongées qui en ont résulté.

Cet article a également montré à quel point il est important de comprendre et de mesurer la grande diversité dans et entre les quartiers informels dans les espaces urbains. Le champ d'action et les objectifs variés des organisations existantes, telles que celles rencontrées lors de cette étude, montrent cette diversité, ainsi que leur prise de conscience et l'implication de différentes identités sociales telles que les femmes et les jeunes dans des interventions ciblées. Et bien que les problèmes de développement soient semblables dans les quartiers informels, les mécanismes tangibles permettant de s'y attaquer, tant dans les situations d'urgence que dans les situations quotidiennes, nécessiteraient une reconnaissance et une participation implicites des organisations communautaires. À Freetown, c'est l'enseignement qui semble avoir été tiré de l'épidémie d'Ebola. L'étude illustre en outre la manière dont les initiatives communautaires peuvent impulser des actions collectives pour gérer une crise sanitaire avec un soutien externe limité. Et cela mérite d'être mis en évidence, compte tenu des niveaux élevés de dénuement dans les quartiers informels de Freetown et des risques évidents qu'ils présentent pour la transmission de la COVID-19 (ils sont souvent décrits comme des incubateurs de maladies transmissibles en raison des conditions insalubres). Les actions concertées et bien coordonnées des groupes communautaires ont montré qu'ils étaient les premiers à répondre aux urgences sanitaires, et leur valeur essentielle doit être mise à profit pour répondre à la nécessité d'apporter des réponses locales étendues à une gestion plus large des risques de catastrophes dans les quartiers informels. En outre, la capacité accrue des groupes communautaires à travailler avec des agences externes, notamment le conseil municipal, s'avère précieuse dans la lutte contre la COVID-19.

De manière plus générale, elle montre comment les organisations communautaires peuvent négocier et gérer les relations et interagir de manière constructive avec les autorités municipales pour faire connaître leurs besoins et leurs préoccupations. Cette démarche permet aux organisations communautaires de consolider leur rôle d'intermédiaires essentiels entre l'État et la population, en matière d'aide humanitaire et pour combler les insuffisances en termes de développement. Dans ce processus, les rôles complémentaires dans cette relation entre les fonctionnaires et les organisations communautaires sont devenus particulièrement utiles pour combler les fossés numériques manifestes qui empêchaient une bonne gestion des informations. En outre, la valeur de ces groupes communautaires va au-delà de la simple création de partenariats et indique que les connaissances qui peuvent être coproduites et exploitées ont un intérêt encore plus marqué, et qu'elles sont adaptées aux configurations particulières des quartiers informels. Dans la plupart des quartiers de Freetown, l'utilité des connaissances communautaires dans la lutte contre la COVID-19 va de la navigation dans l'espace physique réel (dans des quartiers très denses, non planifiés et en évolution rapide), à la tâche complexe d'identification des habitants vulnérables qui ont besoin d'un soutien supplémentaire face à une pandémie croissante. De manière plus générale, les premières réponses à la COVID-19 dans les quartiers informels et les communautés pauvres en milieu urbain ont clairement montré le pouvoir de l'action collective et les « répertoires » d'interventions, comme on l'a vu dans de nombreux pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Malgré les grandes différences et les particularités de ces régions, certains points communs subsistent dans l'intervention des organisations communautaires dans les quartiers informels, notamment la sécurité alimentaire, la fourniture d'informations sur la prévention des maladies, l'amélioration de l'assainissement et le soutien aux revenus. Tout comme à Freetown, les organisations communautaires en Inde, aux Philippines, en Ouganda et au Kenya ont joué un rôle essentiel dans les efforts de distribution de l'aide et dans la tâche complexe d'identification et de ciblage des plus vulnérables. La fédération kenyane des habitants des bidonvilles, similaire à la FEDURP, est allée plus loin en constituant sa propre base de données sur les cas de COVID-19, en préconisant la création de centres d'isolement communautaires et en contribuant aux directives gouvernementales sur les soins à domicile. Alors que la pandémie de coronavirus

perdre, la leçon principale tirée de ces interventions communautaires dans divers pays est la nécessité d'explorer les espaces et les ressources permettant d'intensifier les initiatives et d'approfondir leur participation à toute planification de rétablissement à long terme.

Dans l'ensemble, l'étude a également montré la contribution importante des organisations communautaires dans la mise en place de mesures de protection sociale qui s'attaquent aux inégalités bien ancrées dans des contextes d'urbanisation rapide. La COVID-19 a mis en évidence les charges disproportionnées qui pèsent sur les habitants des quartiers informels en milieu urbain, mais les mesures prises par les communautés, comme l'explique la présente étude, sont la démonstration que malgré l'importance de leurs besoins elles ne sont pas impuissantes. Au contraire, elles font preuve d'un éventail de capacités sur le terrain qui méritent d'être soulignées et mises à profit pour une planification et une mise en œuvre continues du développement. La lutte contre la COVID-19 à Freetown reste très active à l'échelle communautaire.

**Remerciements :** Les auteurs remercient l'équipe de direction de la FEDURP et l'équipe du CODOHSAPA Sierra Leone pour leur soutien.

**Informations sur le financement :** Cette étude a été financée par l'ESRC dans le cadre du Global Challenges Research Fund (GCRF), Numéro de projet : ES/Po11225/1 dans le cadre du projet de recherche « Knowledge in Action for Urban Equality » (KNOW).

**Contributions des auteurs :** EO, BK et JMM ont piloté la conceptualisation, la méthodologie, la préparation du manuscrit et l'administration du projet. SFK et AC ont réalisé les enquêtes de terrain, la collecte des données et ont également contribué au manuscrit. Les auteurs ont appliqué l'approche SDC pour l'ordre de citation des auteurs.

**Conflit d'intérêts :** Les auteurs déclarent l'absence de conflit d'intérêts.

**Consentement éclairé :** Toutes les personnes ayant participé à cette étude ont donné leur consentement éclairé.

**Approbation éthique :** Cette étude liée à l'utilisation d'êtres humains a été conforme à toutes les réglementations nationales pertinentes, aux politiques institutionnelles et aux principes de la déclaration d'Helsinki, et a été approuvée par le comité d'examen institutionnel ou un comité équivalent des auteurs.

**Déclaration de disponibilité des données :** Les données générées et/ou analysées dans le cadre de cette étude sont disponibles auprès de l'auteur correspondant sur présentation d'une demande raisonnable.

# COVID-19 : « Plus rien ne sera comme avant » !

Jean-Pierre Lindiro Kabirigi\*

*Cet article est dédié à mon collègue Godefroid Kangudie Kä Mana qui a été emporté par le Covid-19, le 15 Juillet 2021.*

Les nouvelles qui nous parvenaient au cours de l'année 2019 à Goma, chef lieu de la province du Nord Kivu (en RDCongo) étaient terrifiantes car une partie de la province avait été envahie par la pandémie d'Ebola. Il était difficile de comprendre comment ce virus avait voyagé du Nord-Ouest du pays (en province de l'Equateur, où il avait été signalé) pour venir élire domicile chez nous. Au début, les gens incroyables n'y croyaient pas. Nous étions habitués à lutter quotidiennement contre les ravages de la malaria et de la fièvre typhoïde, et de temps en temps du choléra. Ebola était un problème de la partie occidentale du pays mais aussi de quelques pays Ouest africains (Liberia, Sierra Leone, Guinée-Conakry). Il était pourtant là ce virus d'Ebola qui malheureusement a tué des gens dans notre province. Son mode de transmission faisait paniquer tout le monde. Interdiction formelle d'approcher le corps du disparu, et surtout de le toucher. Comment comprendre et accepter une telle parjure pour un vrai africain dont le respect voué aux morts est légendaire ?

Le salut nous est venu de l'expérience de lutte contre ce virus dans le pays qui en avait, en fait, souffert plus d'une fois et des institutions internationales qui avaient organisé une riposte rapide, tant chez nous que dans les autres pays.

Pendant que tout le monde était mobilisé pour savoir comment dorénavant se protéger contre cet ennemi sans visage, nous étions loin de nous imaginer que pire allait nous tomber dessus peu de temps après !

\* chercheur et co-fondateur de Pole Institute, Goma, RDC

Au mois de Mars 2020, comme une traînée de poudre le monde entendit parler d'un nouveau virus qui, cette fois-ci, venait du pays le plus peuplé : la Chine. Wuhan, ville chinoise dont je n'avais personnellement jamais entendu parler auparavant, faisait une entrée fracassante dans les medias.

Des spéculations sortaient de partout pour dire qu'il avait été transmis à l'homme par la consommation de la viande de la chauve-souris ou du pangolin, fort prisées dans ce pays qui compte plus d'habitants que toute l'Afrique. A l'instar de ce que nous avons appris sur le virus de l'Ebola, de nouveau il fallait changer de mode de vie. Des règles insolites étaient annoncées :

- ◆ Tu ne salueras pas en serrant la main ou en embrassant un ami, un parent, ou toute autre personne !
- ◆ Tu ne sortiras pas sans porter un masque sur ton visage !
- ◆ Obligation de garder distance des autres êtres humains pendant le voyage, sur les lieux publics et privés !
- ◆ Obligation de laver les mains avant d'entrer dans ces lieux !
- ◆ Comme pour l'Ebola, plus de cérémonies de deuil, ou toute autre forme de manifestations telles que : le mariage, le culte religieux,...

En Afrique, beaucoup de gens ont cru à une mauvaise blague, dans ce continent qui affectionne les grandes festivités regroupant de nombreux invités pour de longues heures.

## Ça n'arrive pas qu'aux autres !

Annoncé donc en Chine, ils sont nombreux en Afrique (en fait, aussi dans certains endroits ailleurs dans le monde) ceux qui ont cru que le virus pouvait être contenu là-bas. Chez ces mangeurs de petites bêtes et dont les marchés sont généralement immondes, disaient les mauvaises langues... Au début, j'ai remarqué une négligence coupable chez les dirigeants africains qui visiblement minimisaient le risque de l'arrivée imminente et de nuisance de ce virus chez eux. Quelle mémoire courte !

Nous semblions oublier tout ce qui s'était dit sur les merveilles du « nouveau village planétaire » qu'était devenue notre planète. Et pourtant, même de

petits commerçants de villages reculés du continent africain avaient découvert les chemins qui mènent vers Guangzhou, cette ville chinoise «supermarché» qui a vite supplanté Dubaï (dans les Émirats arabes) qui dominait cet espace.

Force est de reconnaître que les discours environnants de l'époque pouvaient reconforter les africains dans leur naïveté à ce sujet. Certains disaient que le continent au soleil permanent et fort n'était pas si exposé au Coronavirus. D'autres allaient plus loin en évoquant la composition génétique des noirs, naturellement plus résistants, qui serait différente de celles des blancs et des jaunes, moins résistants.

Illusion totale! Très vite et d'une manière fracassante, le virus va traverser mers et océans pour atteindre les autres contrées du monde. D'ailleurs, il va aussi provisoirement se faire oublier en Chine.

Les données scientifiques, et les tristes réalités vécues dans plusieurs pays, ont fini petit à petit par nous prouver que nous sommes tous logés à la même enseigne. Petits et grands, Blancs et Noirs, femmes et hommes.

## **La mal gouvernance de la crise sanitaire.**

La palme d'or revient au continent africain dont de nombreux dirigeants, mais aussi des habitants, se sont illustrés par un comportement fort répréhensible.

Le cas qui me paraît être le plus flagrant dans ce domaine est celui de mon pays, la République Démocratique du Congo (immense pays de près de 100 millions d'habitants).

Jusqu'à une période récente, un certain nombre de gens ont qualifié la Covid-19 de : « imagination ou maladie des blancs », « épidémie réservée aux riches qui ont l'habitude de voyager vers l'Europe ou l'Amérique du Nord dans les avions », « une grippe comme une autre », etc. J'en ai à maintes reprises discuté avec des amis, membres de ma famille ou des collègues qui me regardaient comme un martien car je portais le masque ou prenais des distances envers eux.

Une telle attitude est montée jusqu'au sommet de l'Etat, de façon que la commande d'un quelconque vaccin n'était pas dans les priorités du gouvernement. Et quand le vaccin est tout de même arrivé, à travers le programme Covax de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il a été délaissé dans un

coin jusqu'à ce qu'il soit périmé. Il y a eu très clairement une méfiance de la population à l'égard du vaccin, renforcée par le sabotage des autorités, ont rapporté plusieurs organes de presse. La campagne de lancement de ce vaccin reçu gratuitement, faut-il le signaler, n'aura été finalement qu'un fait divers. Le Président de la République, et plusieurs ministres, dont la participation avait été annoncée, ne se présenteront finalement pas.

Fait étonnant quand l'on sait que le Chef de l'Etat congolais a perdu plusieurs collaborateurs (dont son propre oncle), victimes de la Covid-19 et que des parlementaires et autres autorités ont perdu leurs vies par le même phénomène.

Malgré tout, le Président (actuellement aussi Président de l'Unité africaine) n'hésitera pas à dire, en juillet 2021 lors d'un voyage dans la ville de Goma : « J'ai bien fait de ne pas me faire vacciner ». Devant des journalistes, visiblement médusés par cette déclaration inattendue, les personnes de son entourage (essayant sans doute de sauver la face) diront : « Nous sommes dans un pays démocratique où chacun décide de se faire vacciner ou pas »!

Le lourd prix à payer pour cette désinvolture se manifeste actuellement à travers le pays. La troisième vague de la pandémie a causé le mois passé, et encore maintenant, d'énormes pertes en vies humaines et beaucoup de nouveaux cas recensés. D'après les statistiques, ces cas sont à 84% le résultat du terrifiant variant Delta. Dès lors, jusqu'où ira l'aveuglement ?

D'autres pays africains, notamment des voisins de la RDCongo n'ont pas fait la différence. Au Burundi et en Tanzanie, c'est à peine que les gouvernements ont commencé à parler (souvent du bout des lèvres) des effets pernicieux du virus. Il a fallu qu'il emporte leurs chefs d'Etat (même si certains discours politiques nient encore cela) pour croire à son existence. Évidemment, certains persistent et signent que ces dirigeants auraient été assassinés à cause de leur lutte contre l'Occident qui insistait pour les persuader sur l'existence du virus.

Ceci dit, il est honnête de reconnaître que les crises sanitaires ne sont pas nouvelles, et l'intervention rapide et radicale de l'Etat ne semble pas jusqu'ici beaucoup innover. Il suffit de voir comment l'épidémie de l'Ebola a fait des ravages en Afrique avant d'apercevoir l'implication timide des responsables étatiques, souvent interpellés par les puissances extérieures. Ils sont rares les Etats capables de dire à leurs citoyens « je vous protège de la mort certaine », c'est-à-dire de l'infection par un virus dont l'apparition n'est connue que par les savants et dont les effets ne deviennent compréhensibles que par la publica-



tion des statistiques par des medias sérieux et engagés. Heureusement que de plus en plus, le monde découvre des donneurs d'alertes courageux qui risquent leurs vies pour en sauver des milliers de vies.

Dans une crise sanitaire, comme celle que nous sommes en train de traverser, l'administration publique devrait assumer un rôle pédagogique afin de mobiliser les gens pour qu'ils prennent conscience du danger réel qui les guette au lieu de les soumettre à une manipulation irraisonnée comme dans plusieurs cas que nous observons en Afrique.

## **Théories de complot à outrance !**

Un peu partout dans le monde, nous avons assisté à des scènes d'hystérie collective dénonçant le complot ourdi par des forces du mal en propageant la Covid-19.

En Afrique, cela a pris des proportions inquiétantes et déconcertantes. Ce phénomène a atteint son paroxysme quand sont parus les vaccins. Que n'a-t-on pas entendu dire : « Attention l'Antéchrist est là » ! « le Satan est descendu sur terre » ! « les Illuminâtes passent à l'action » !

Un nombre non négligeable d'africains croient encore aujourd'hui qu'il existe deux catégories de vaccins : celui réservé aux riches du Nord et celui fabriqué expressément pour nous les pauvres d'Afrique. Ce dernier viserait à exterminer la race noire par une mort subite ou une stérilisation dans le but de s'accaparer de nos immenses richesses (sol et sous-sol). Comme si nous ne collaborions pas suffisamment nous-mêmes à laisser aux autres le soin de le faire déjà. Nombreux sont même ceux qui évoquent la fameuse puce qu'on introduirait dans nos corps pour nous réduire à des êtres déshumanisés. Dans de longues discussions que j'ai eues avec des gens qui me paraissaient pourtant informées et raisonnables, souvent je n'ai pas réussi à les convaincre que le virus avait déjà tué plus d'Américains, Brésiliens, Iraniens, Italiens, ... que de victimes africaines. Rien à faire !

Plus d'une fois, il m'a été opposé l'idée d'un plan d'extermination de la race noire. Ce serait pour cela d'ailleurs que les décideurs de ce plan éliminent systématiquement tout responsable politique qui s'oppose à leur projet satanique. Le très récent serait le Président haïtien Moïse Jouvenel qui a été assassiné il n'y

a pas si longtemps. Avant lui, sont partis les Présidents Pierre Nkurunziza du Burundi et Magufuli Pombe de la Tanzanie. Suivraient très prochainement : Isaias Aferwerki de l'Erythrée et Kim Jong Un de la Corée du Nord (même si exceptionnellement il n'est pas noir !).

De telles attitudes étaient déjà apparues avec l'arrivée en Afrique du virus HIV du Sida. Au début des années 1980, les premiers cas ont été signalés à Kinshasa, la capitale du pays, pendant que ma famille et moi y résidions. Devant cette mystérieuse maladie qui tuait au début beaucoup plus des congolais qui avaient séjourné aux Etats-Unis, des cris d'alarme ont surgi pour dire qu'il y avait un plan pour nous exterminer, en commençant par nos élites. Il a fallu que des personnes de quartiers pauvres commencent à subir ce sort, en plus des informations scientifiques qui commençaient à circuler, pour que l'opinion change très lentement.

Actuellement, l'espace pour une pensée rationnelle s'amenuise terriblement. Peu de gens vérifient ou recourent à l'information reçue d'un ami, d'un parent, ou par d'autres canaux médiatiques. Les médias sociaux bombardent les gens d'informations qui créent l'émotion facilement et des millions d'êtres humains se donnent la tâche de répandre des bobards. Parfois, ces nouvelles s'avèrent être des instruments qui enflamment un quartier, une ville ou même un pays entier. N'a-t-on pas assisté à des massacres inter-ethniques ou des pillages sauvages à partir d'une rumeur lancée par des informateurs malveillants ou ayant des agendas cachés?

En outre, la montée en puissance des églises dites du réveil et celle des intégristes musulmans fait des ravages partout. Les deux ont été souvent à la base de ces grandes théories de complot décrites ci-haut. Dans une société vivant sous le poids de la paupérisation et de la misère, ces églises récoltent de larges succès car elles font espérer à ces pauvres gens le bonheur parfait au ciel.

## **Covid-19-business**

Plus largement, c'est tout le modèle de développement industriel et commercial de type libéral qui mériterait réflexion, des modes de consommation et de production au changement climatique, en passant par la santé animale. Toutefois, difficile de croire en la possibilité d'une révolution dans ce domaine. Un

recul violent et massif de la mondialisation est peu probable, reconnaissons-le, sauf pression forte des Etats, car les entreprises, notamment pharmaceutiques, n'ont pas de raison de renoncer aux avantages des chaînes de production internationales, en termes de coûts, de compétitivité et de profitabilité. En revanche, une diversification des chaînes de production, pourrait être prévisible.

« Dynamique de fragmentation », « essor des égoïsmes nationaux », « chacun pour soi », « logique de puissances » : le multilatéralisme est en souffrance, dans ce monde angoissé devant la pandémie, où les Etats se replient sur eux-mêmes.

Les Organisations des Nations Unies assistent souvent impuissantes au comportement parfois inacceptable des puissances se cachant derrière la belle terminologie de « pays du Conseil de sécurité » jouissant chacun d'un droit de veto lui permettant de bloquer n'importe quelle décision qui irait contre ses intérêts. Il est bien connu que le secteur financier se sort toujours des guerres et crises... car il investit toujours des deux côtés et même de tous les côtés. Grace à cette crise, oser restructurer le secteur financier global consisterait à ne plus le faire dépendre d'une seule monnaie (le dollar américain) qui s'est imposée depuis si longtemps.

## **Urgence d'une Afrique de solidarité.**

L'épidémie devrait nous encourager à nous considérer comme membres d'une même collectivité. Elle devrait nous obliger à accomplir un effort d'imagination auquel nous ne sommes pas accoutumés : voir que nous sommes inextricablement reliés les uns aux autres et tenir compte de la présence d'autrui dans nos choix individuels. Face à la contagion, nous sommes un organisme unique. Face à la contagion, nous redevons une communauté. Face à la contagion, l'absence de solidarité est avant tout un manque d'imagination.

Nous devrions nous rappeler que penser à l'humanité ne passe pas par penser uniquement à soi-même. C'est en sortant de l'individualisme que la notion de partage, de risque tous ensemble, du refus du fatalisme redeviennent des réalités. La solidarité devrait nous caractériser pour nous donner une chance de nous en sortir.

Le temps de tergiversations en Afrique devrait être derrière nous. L'avenir ne semble pas très reluisant. Alors que nous pensions que la Covid-19 était l'affaire des autres, nous voici subir à notre tour les affres de cette pandémie. Personne ne peut prévoir aujourd'hui jusqu'à quel point nous serons affectés mais il vaudrait mieux actionner la sonnette d'alarme! Après tout, nous dépendons de la main tendue envers ceux qui ont la clé de sortie de cette situation pour nous nous en sortir. Les statistiques sont effrayantes : nous ne participons qu'à 1% à la production de vaccins et jusqu'à ce jour seuls 2% des africains ont été vaccinés.

Nous devrions accélérer la mise en route de la "Zone de libre échange continental" (Zlec) qui a été créée au sein de l'Union africaine, au lieu de continuer à attendre des autres des réponses à nos problèmes. Le salut de notre continent devrait désormais nous obliger à le faire vite.

*Août 2021*

# Les leçons de la crise de la COVID-19 en matière de gouvernance en Afrique de l'Ouest

WATHI No. 9

## Le Think Tank WATHI

WATHI, think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, est un laboratoire d'idées participatif et multidisciplinaire qui a pour objectif de contribuer au partage de connaissances et à la production d'idées sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels cruciaux pour le présent et l'avenir des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'espace géographique privilégié de WATHI inclut les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie, qui font la jonction avec les régions africaines voisines. Librement inspiré de «waati» qui signifie « temps » en langue bamanakan du Mali, WATHI exprime à la fois l'urgence d'une mobilisation collective et la nécessité d'un engagement sur la longue durée.

L'association WATHI est soutenue dans ses activités par ses membres et par des fondations partenaires, notamment en 2019-2020 : la Fondation Konrad Adenauer, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Open Society for West Africa (OSIWA).

## Les publications Mataki et WATHI5

WATHI5 est la version courte du Mataki qui présente les pistes d'action proposées. Les documents Mataki (en français) et WATHI5 (en français et en anglais) sont accessibles sur [wathi.org](http://wathi.org). Mataki signifie «mesures», dans le sens de «prendre des mesures, des dispositions» en langue haoussa, l'une des lan-

gues locales africaines les plus parlées dans l'Afrique de l'Ouest ouverte de WATHI. Mataki constitue le prolongement de la rubrique Le Débat du site internet de WATHI.

### La série spéciale « Leçons de la Covid-19 pour l'Afrique de l'Ouest »

Ce WATHI5 et la version longue Mataki sont les deuxièmes d'une série spéciale sur les leçons à tirer de la crise de la Covid-19 sur les plans économique, politique, éducatif et en matière d'intégration régionale, dans le cadre d'un projet financé par la fondation OSIWA, membre du réseau mondial d'Open Society Foundations.

\* \* \*

En décembre 2019, la Chine annonçait son premier cas de personne infectée par un nouveau coronavirus qui sera ensuite nommé Covid-19 par les scientifiques. Très rapidement, cette infection s'est répandue au reste du monde, où plus de 170 pays sont touchés. Le monde subit une crise sanitaire totalement inattendue. En plus d'une crise sanitaire, les pays combattent sur plusieurs fronts : l'économie, la finance, le social, la sécurité, etc. Les mesures que les gouvernements ont été contraints à prendre avec pour objectif d'échapper à la propagation exponentielle du virus portent un coup d'arrêt brutal et d'une durée imprévisible à la plupart des activités économiques, sociales, culturelles et sportives.

Le continent africain présente un bilan humain beaucoup moins alarmant que les autres régions du monde mais la pandémie a mis en lumière les failles qui existaient déjà dans nos modèles de gouvernance politique et les a aggravées. De la gestion des ressources publiques aux relations entre gouvernants et gouvernés en passant par les aspects électoraux et non-électoraux de la démocratie, les pays ouest-africains ont beaucoup de leçons à tirer de cette pandémie pour construire des sociétés plus inclusives et à l'abri des besoins élémentaires.

## Les pistes d'action

La crise sanitaire a mis en évidence le rôle incontournable des États pour faire face aux situations d'urgence vitale pour les populations et pour limiter les conséquences directes et indirectes d'une crise de grande ampleur. Les différents exemples présentés dans ce document montrent qu'il faut des autorités politiques responsables et engagées au plus haut niveau, des institutions et des administrations publiques organisées, idéalement au moins un préparées pour pouvoir être réactives face à des événements inattendus. Il faut aussi des États dont les dirigeants et les animateurs inspirent confiance aux populations, savent écouter toutes les forces vives de leurs pays et savent les intégrer dans le processus de prise de décision.

Les pistes d'action proposées ci-après tiennent compte de ces exigences mais dans le contexte des pays d'Afrique de l'Ouest. Les leçons en termes de gouvernance politique rejoignent, rappellent et se fondent dans les recommandations déjà esquissées dans le Matakhi de WATHI sur les réformes politiques et institutionnelles dont ont besoin les pays de la région pour construire des démocraties effectives capables de répondre aux besoins sécuritaires, politiques, économiques et sociaux des populations.

C'est d'abord en mettant en place des institutions, des règles, des principes visant à renforcer la collégialité dans la prise des décisions les plus importantes pour un pays, à prévoir et à organiser la participation des citoyens à la formulation des politiques publiques, à mobiliser et à gérer avec transparence et intégrité les ressources publiques et à ajuster en permanence les réponses lorsqu'elles ne donnent pas les résultats escomptés, que les pays de la région seront capables de mieux faire face aux crises sanitaires et à toutes les autres à venir.

En rendant quasiment impossibles les évacuations sanitaires des élites gouvernantes et de leurs familles vers les hôpitaux européens les plus réputés, la crise de Covid-19 devrait avoir rappelé aux plus hauts responsables politiques ouest-africains que tout le monde pouvait payer au prix fort le sous-investissement chronique et injustifiable dans l'amélioration de la fourniture des services publics les plus essentiels aux populations.

**1. Améliorer le processus de sélection des décideurs et dépolitiser les administrations publiques, et notamment :**

a) Instaurer le principe d'audiences publiques et de vote de confirmation, par une commission dédiée de l'Assemblée nationale, des nominations proposées par le président de la République pour les fonctions ministérielles et pour les plus hautes fonctions de l'administration civile et militaire.

b) Créer ou renforcer là où elle existe, une commission du service public chargée de veiller au respect des principes fondamentaux du service public, de proposer les règles gouvernant les recrutements, les rémunérations, les promotions et les sanctions dans l'administration, de veiller à la neutralité politique des administrations publiques. Cette commission rendrait compte chaque année de la performance du service public, des efforts entrepris pour l'améliorer, des faiblesses les plus importantes aussi bien en matière de performance globale que de contribution à la réduction des inégalités régionales dans l'accès aux services publics.

**2. Organiser la participation des citoyens au débat et à la détermination des orientations des politiques publiques, en temps normal comme en période de crise, et notamment :**

Créer une Haute Autorité en charge de la consolidation de la démocratie, institution indépendante et constitutionnelle qui aurait pour mandat de conduire des campagnes d'éducation civique de la population, d'organiser des débats annuels citoyens sur les grands domaines de l'action publique (éducation, santé, sécurité, politique économique, politique sociale, politique culturelle, protection de l'environnement, politique étrangère) et de produire un rapport annuel public sur l'état de la gouvernance démocratique assorti de recommandations.

**3. Renforcer la protection des droits fondamentaux, même en temps de crise, par le parlement et par l'institution chargée de veiller au respect de la Constitution, notamment :**

a) Permettre au Parlement de continuer à jouer son triple rôle de représentation, de législation et de contrôle durant les situations d'urgence en instaurant



un cadre juridique adapté à l'état d'urgence en général, et à l'état d'urgence sanitaire en particulier.

b) Renforcer significativement l'institution parlementaire en la dotant de ressources humaines, financières et matérielles adéquates, y compris en matière de systèmes d'information et de communication, et en mettant en place un programme de formation permanente sur financement public de jeunes cadres pour l'assistance parlementaire.

c) Établir un mode de désignation des membres de la plus haute juridiction en matière constitutionnelle (Cour constitutionnelle, Conseil constitutionnel, Cour suprême, selon les pays) visant à créer les conditions d'une indépendance effective de l'institution, mettant l'accent sur un mandat non renouvelable et de longue durée et sur des conditions explicites d'intégrité personnelle et d'expérience professionnelle pertinente.

d) Accorder le droit de saisine des juridictions constitutionnelles à tous les citoyens pour violation d'un droit fondamental ou pour toute violation d'une disposition constitutionnelle comme c'est le cas seulement dans une poignée de pays de la région.

**4. Maintenir même en situation de crise les dispositifs institutionnels qui permettent de limiter les risques de mauvaise utilisation des ressources publiques, de fraudes, de malversations et de corruption et recourir à des outils technologiques adaptés permettant aux citoyens de contribuer à une saine utilisation des ressources exceptionnelles allouées en période de crise, et notamment :**

a) Renforcer les institutions dédiées au contrôle de l'utilisation des ressources publiques, telles que la Cour des Comptes, le Bureau du Vérificateur général, l'Auditeur général, les autorités de lutte contre la corruption (selon les pays), afin de garantir à leurs membres une autonomie d'action, une indépendance effective et l'accès des citoyens à tous les rapports officiels sur la gestion de toutes les institutions qui utilisent des ressources publiques, y compris les fonds alloués à l'institution présidentielle.

b) Promouvoir la formation de journalistes d'investigation et mettre en place des cadres légaux pour la protection des journalistes et des lanceurs d'alerte qui font un travail d'investigation sur l'utilisation des ressources publiques en période de crise comme en temps normal.

c) Généraliser des plateformes numériques dédiées permettant à tout citoyen victime ou témoin de dénoncer des faits présumés de corruption et de contribuer directement au travail des institutions nationales chargées de lutter contre la corruption, les fraudes et les malversations.

**5. Remettre au coeur de la formulation des politiques publiques et de la réaction aux crises de toute nature la consultation, l'écoute et l'implication effectives des scientifiques, des innovateurs, des entrepreneurs des secteurs technologiques et investir massivement dans la recherche scientifique, la veille technologique, la prospective, l'innovation, l'éducation et la formation, et spécifiquement :**

a) Investir dans les instituts nationaux de statistiques pour disposer de données crédibles sur les populations permettant d'identifier les ménages les plus vulnérables, les zones les plus démunies en infrastructures sociales et économiques de base et en services publics, de manière à faciliter l'adoption et la mise en oeuvre de mesures ciblées dans des situations de crise.

b) Revaloriser les disciplines scientifiques, la recherche et l'innovation par un accroissement des allocations budgétaires dédiées aux centres de recherche nationaux et un accompagnement des chercheurs pour l'identification de sources de financement extérieures.

c) Créer et actualiser au niveau national une base de données de chercheurs et d'experts résidents ou non, dans différents champs de recherche, allant de la santé à la sécurité en passant par tous les autres domaines de recherche pertinents.

d) Instituer, sur un mode informel mais organisé, des moments de rencontres physiques et virtuelles de chercheurs de toutes disciplines, d'entrepreneurs des secteurs à haute intensité technologique, d'acteurs importants du secteur privé national, de hauts cadres des administrations civiles et militaires, d'autorités

politiques, incluant des non-résidents, pour échanger des idées sur les grands enjeux nationaux et régionaux et pour établir des contacts mobilisables en temps de crise pour consultation par les décideurs.

e) Prévoir dans le mandat de la Haute Autorité pour la consolidation de la démocratie, institution proposée plus haut, la possibilité d'être saisie par le gouvernement et de se saisir elle-même d'une question urgente et d'organiser selon une procédure accélérée des consultations par tous moyens avec des personnalités disposant d'expertises spécifiques et/ou d'expérience pertinente de gestion de crises pour aider à la prise de décision par les autorités politiques.

## Conclusion

Les constats sélectionnés dans ce document ont permis de déceler les failles dans les systèmes de gouvernance des pays ouest-africains mais aussi de montrer comment la crise de la Covid-19 a servi de loupe pour les agrandir et alerter sur les degrés d'urgence concernant la correction de l'action politique dans les secteurs vitaux. Les pistes d'actions proposées visent à créer les conditions pour une meilleure résilience des pays ouest-africains face aux inévitables crises futures tout en répondant aux défis institutionnels et politiques existants et bien documentés.

© WATHI5 est une publication de l'association WATHI. La reproduction d'extraits de cette publication est autorisée avec une citation de la source et l'insertion du lien vers le site de WATHI, [www.wathi.org](http://www.wathi.org)

# Les leçons de la COVID-19 pour les économies d'Afrique de l'Ouest

WATHI No. 8

Le deuxième débat de l'année 2020, initiative de WATHI, laboratoire d'idées citoyen de l'Afrique de l'Ouest, a porté sur les implications de la crise de Covid-19 pour la région ouest-africaine. Ce document propose cinq pistes pour orienter l'action collective des citoyens et des décideurs afin de relever les économies des pays de l'Afrique de l'Ouest fragilisés par la crise, avec un choix délibéré de privilégier les objectifs de moyen et de long terme. Il est le premier d'une série de publications sur les leçons à tirer de la crise de la Covid-19 sur les plans économique, politique, éducatif et en matière d'intégration régionale.

## Les pistes d'action

Les cinq blocs de recommandations visent à ouvrir un débat approfondi non seulement sur les orientations et réorientations économiques à faire au niveau des pays africains, notamment ouest-africains, en tenant compte des spécificités de chacune des économies. Certaines recommandations relèvent aussi des leçons à tirer de la crise sanitaire en matière de politiques éducatives, de gouvernance politique et d'intégration régionale. Ces dernières feront l'objet des publications à venir et confirment la nécessité de développer davantage une approche multidisciplinaire des réponses aux défis auxquels les pays et les peuples du continent font face.

**1. Renforcer les politiques de développement agricole en alliant modernisation des techniques, formation, digitalisation, préservation de l'environnement et adaptation au changement climatique**

a. Promouvoir les initiatives de production locale d'équipements agricoles au plan national et régional

- b.** Financer la recherche scientifique agricole pour l'amélioration des semences et des techniques agricoles en prenant en compte les effets des changements climatiques au cours des prochaines années et décennies sur les conditions naturelles
- c.** Développer les programmes de formation en techniques agricoles et les adapter aux écosystèmes locaux
- d.** Familiariser les enfants très tôt à l'agriculture, à l'élevage, à l'environnement naturel, par une révision des curricula dans le système éducatif, de la maternelle à l'enseignement secondaire, et une adaptation des contenus éducatifs au contexte local de chaque région
- e.** Rationaliser les dispositifs existants de soutien financier aux entrepreneurs agricoles et lier le soutien financier à un accompagnement en matière de formation et de suivi individuel des entrepreneurs
- f.** S'assurer de recruter dans les institutions publiques de soutien à l'entrepreneuriat agricole des conseillers en suivi de projets agricoles disposant de compétences avérées dans le domaine
- g.** Élaborer une base de données statistiques des acteurs (exploitants et entreprises agricoles) et des prestataires (travailleurs agricoles, fournisseurs d'intrants, agents de transformation, transporteurs, exportateurs...) afin de mieux cibler les politiques publiques visant à améliorer la valeur ajoutée des produits agricoles
- h.** Développer à l'échelle nationale les technologies numériques pour accroître la productivité agricole en fournissant notamment aux agriculteurs un accès permanent à des informations sur les conditions météorologiques, les technologies disponibles (semences améliorées, engrais et tracteurs) et sur les circuits de commercialisation, y compris les marchés d'exportation
- i.** Mettre en place des dispositifs incitatifs à l'endroit des établissements financiers, tels que les fonds de garantie, les lignes de crédits, en vue de financer les PME/PMI impliquées dans le processus de transformation des matières premières agricoles

j. Faciliter la rencontre de l'offre et la demande de main-d'œuvre agricole, par la mise en place d'un système intégré d'information accessible et à moindre coût

k. Stimuler le commerce intra-régional en facilitant la libre circulation des marchandises au sein des couloirs commerciaux dans les zones frontalières par la suppression des postes de sécurité informels qui alimentent le racket et d'autres formes de corruption.

l. Réduire le manque d'information sur les règles et procédures commerciales en mettant en place ou en renforçant les dispositifs de veille des obstacles au commerce associant les pouvoirs publics et le secteur privé, et les élargir à des représentants des consommateurs et de la société civile de manière générale.

m. Créer des espaces de débats citoyens sur les politiques agricoles, les politiques de développement rural et les inégalités économiques entre les territoires de manière à sensibiliser davantage les populations urbaines aux réalités économiques et sociales des populations rurales et au besoin de rééquilibrage des investissements publics en faveur des régions les plus défavorisées.

## **2. Redonner la priorité à une industrialisation réaliste comme moteur de création d'emplois, de diversification économique et de réduction de la dépendance extérieure**

a. Doter les ministères et les institutions publiques en charge du développement économique de ressources humaines disposant d'une expertise et d'une expérience avérées dans la conception et la mise en oeuvre de politiques industrielles, et créer des passerelles entre les centres de recherche nationaux et régionaux dans l'espace ouest-africain et les cadres publics chargés des politiques industrielles

b. Accorder une place prioritaire à la coordination des politiques agricoles, des politiques industrielles et des politiques environnementales, dans le cadre des organisations régionales, notamment la CEDEAO

c. Développer les capacités industrielles nationales en suivant une planification réaliste par la création de parcs industriels et de zones économiques spéciales en intégrant systématiquement la dimension « verte » dans les choix en

matière de transport et de logistique, d'approvisionnement énergétique, de gestion de l'eau et de l'assainissement

d. Accompagner les initiatives locales de création d'industries en facilitant la formalisation des entreprises industrielles et leur accès au crédit

e. Doter les plateformes industrielles de régimes fiscaux attractifs essentiellement pour les produits à haute valeur ajoutée identifiés sur la base de critères précis et soumis à une réévaluation régulière

f. Accélérer les programmes de développement des institutions de formation technique et professionnelle dans toutes les régions et changer par des actions de communication publique l'image encore négative de la formation technique et professionnelle dans la société et auprès des jeunes

g. Promouvoir la formation et l'emploi des jeunes dans l'agriculture, l'élevage, les industries de transformation agricole et animale et la logistique

h. Élaborer une politique fiscale adaptée à la taille des entreprises qui favorise très clairement les entreprises qui font des efforts vérifiables en matière de création d'emplois salariés, de formation de jeunes et de préservation de l'environnement

i. Élaborer des mesures incitatives adaptées aux moyennes, petites et très petites entreprises pour les encourager à créer des stages professionnels rémunérés et des emplois, même à durée limitée et à temps partiel, pour les jeunes.

### **3. Valoriser et transformer l'économie informelle en une économie populaire productive et solidaire par un accompagnement ciblé, des programmes de formation et des dispositifs innovants de financement**

a. Comprendre la réalité de l'économie informelle et notamment la distinction entre grande économie informelle et petite économie informelle, de manière à développer des approches adaptées à chacune des catégories d'acteurs

b. Se baser sur des études de terrain sur l'économie informelle pour éclairer les politiques publiques à mettre en oeuvre pour transformer, dynamiser, accompagner et formaliser à terme les entreprises informelles

- c. Éliminer les barrières administratives dans la transition vers le formel, en simplifiant les démarches d'enregistrement de l'activité, les obligations comptables, fiscales et sociales, notamment par les moyens numériques
- d. Promouvoir la création des établissements de meso-finance pour le financement des petites unités de l'économie populaire
- e. Envisager la création d'un statut spécifique pour les employés du secteur largement informel des services aux personnes (employées et employés de maison, gardes d'enfants, gardiens, etc), avec des modèles de contrat simple utilisables par les employeurs, prévoyant un salaire minimum et une couverture médicale de base
- f. Entreprendre des campagnes de communication pour changer la perception des classes supérieures et moyennes notamment sur l'importance de ces services aux personnes et la nécessité d'assurer une rémunération décente à ces travailleurs qui doivent faire face à des charges familiales, notamment l'éducation des enfants, qui est déterminante pour la cohésion sociale, la sécurité et le progrès collectif sur la longue durée
- g. Renforcer les capacités des acteurs de l'économie populaire en leur donnant accès à des formations professionnelles simples et peu coûteuses coordonnées par une agence publique dédiée
- h. Créer les conditions pour une amélioration de la productivité des entrepreneurs individuels de l'économie populaire, notamment dans les métiers de l'artisanat, de l'ameublement, de la mécanique, etc. en créant des centres d'accès et de location de machines et outils de travail selon la nature de leurs activités, en collaboration avec le secteur privé formel et l'État
- i. Rationaliser les Fonds souvent nombreux dédiés au développement des entreprises et de promotion de l'entrepreneuriat, en s'inspirant des meilleurs exemples de succès de ce type de dispositifs en Afrique et ailleurs dans le monde, et s'assurer de former et d'encadrer des conseillers en développement d'entreprises chargés d'apporter une assistance, un coaching et une formation aux entrepreneurs innovants et de les aider dans la recherche de financements pour leurs projets.



#### **4. Améliorer le financement de l'économie et des politiques publiques par la mobilisation des ressources intérieures et la lutte contre les gaspillages et la corruption**

a. Doter l'administration fiscale d'une organisation optimale pour un meilleur recouvrement des recettes fiscales, en améliorant la structure organisationnelle (création de bureaux dédiés aux gros contribuables par exemple), en réexaminant les incitations à la performance, en modernisant les procédures (digitalisation des dépôts, déclaration et enregistrement en ligne)

b. Réduire la corruption au sein des administrations fiscales par le renforcement des services de contrôles internes et externes, la protection des lanceurs d'alerte, la simplification des procédures et l'accès des contribuables à une information claire et complète

c. Identifier les sources potentielles d'impôts peu mobilisées, notamment les taxes foncières et environnementales

d. Mener des campagnes d'explication et de sensibilisation sur la nécessité du paiement des impôts, la logique guidant les choix de politiques fiscales et l'importance d'une plus grande mobilisation de ressources intérieures pour le financement souverain des investissements publics prioritaires et la réduction de la dépendance extérieure

e. Engager les organisations de la société civile, les médias à l'échelle nationale et régionale dans la dénonciation et l'identification des flux financiers illicites

f. Concentrer l'attention sur les secteurs les plus exposés aux flux financiers illicites, notamment les ressources pétrolières et minières dans la région, comme l'exploitation de l'or qui est une source majeure de fuites de ressources dans la région

g. Imposer dans l'agenda international le débat sur l'ampleur, le coût pour les populations africaines et les responsabilités des flux financiers illicites et organiser la pression citoyenne africaine pour que des réponses soient apportées au niveau international

h. Mettre fin à l'incertitude sur la mise en oeuvre effective du projet de monnaie unique dans l'espace de la CEDEAO en déterminant un nouveau calen-

drier réaliste ou en assumant le choix d'une nouvelle approche qui préserve l'objectif primordial du renforcement de l'intégration politique, économique et humaine en Afrique de l'Ouest

i. Entreprendre des examens de la vulnérabilité des institutions publiques à toutes les formes de malversations et de corruption, et renforcer sur cette base la transparence des processus de prise de décision, les dispositifs de contrôle financier interne et externe et l'efficacité des procédures administratives, financières et comptables

j. Créer une culture d'austérité, de transparence et d'optimisation dans l'usage des ressources publiques recherchant les marges de réduction significative des dépenses de prestige et toutes les dépenses publiques improductives, y compris des missions à l'étranger non nécessaires, dans toutes les institutions publiques

#### **5. Améliorer la quantité et la qualité des infrastructures numériques, énergétiques et de transports et engager les citoyens dans le débat sur les choix des priorités d'investissement et le contrôle de l'action publique**

a. Élargir l'accès aux technologies de l'information à toute la population en investissant dans la généralisation de la connexion à internet à haut débit et en encadrant les offres internet proposées par les opérateurs téléphoniques

b. Soutenir la survie et la croissance des startups en technologies numériques par des incitations à la collaboration entre les petites entreprises et l'investissement dans les infrastructures essentielles à leur compétitivité

c. Mettre en place le cadre juridique nécessaire à une utilisation massive des systèmes de paiements numériques

d. Mettre en place une stratégie pour la satisfaction des besoins en électricité des populations, notamment pour le développement des activités productives dans les zones rurales, en encourageant le recours aux solutions décentralisées utilisant l'énergie solaire, l'énergie géothermique et d'autres formes d'énergie renouvelable

- e. Mettre en place un dispositif permanent de contrôle citoyen de l'usage des fonds affectés à l'entretien des infrastructures routières, avec une garantie d'accès à l'information
- f. Mettre en place un dispositif permanent de contrôle citoyen de la gestion des entreprises publiques ou privées chargées de la distribution d'électricité et d'eau avec une garantie d'accès à l'information
- g. Relancer les projets ferroviaires nationaux et régionaux et en faire le choix privilégié en matière de grands projets de développement d'infrastructures de transport de biens et de personnes pour accélérer l'intégration régionale ouest-africaine et la connexion avec les régions voisines d'Afrique centrale et du Nord, en suivant l'exemple récent du Nigeria qui a réinvesti au cours des dernières années dans de nouvelles lignes ferroviaires.

Les constats sélectionnés présentés dans ce document ne prétendent nullement à l'exhaustivité. Ils présentent les effets, sur les économies ouest-africaines, liés aux mesures de riposte contre la pandémie de la Covid-19. En plus de l'occasion de définir un nouveau paradigme, cette crise est aussi l'occasion pour les pays ouest-africains de procéder à une transformation structurelle de leurs économies. Les pistes d'action présentées visent à répondre à une partie des défis les plus urgents et les plus importants, en tenant compte de manière réaliste des capacités financières limitées des États et des populations de la région.

© WATHI8 est une publication de l'association WATHI. La reproduction d'extraits de cette publication est autorisée avec une citation de la source et l'insertion du lien vers le site de WATHI, [www.wathi.org](http://www.wathi.org)

**Christiane Kayser** Mapinduzi dans un monde secoué par la pandémie et la guerre • **Hommage à Ambroise** « Un jeune ne meurt pas, il perd la vie » • **Andrea Böhm** Le racisme en Europe : nous, les éternels racistes • **Achille Mbembe** Lettre aux Allemand.e.s • **Jean-Pierre Olivier de Sardan** « Compter sur ses propres forces » • **Isaac Dakono** Copier-coller et incohérence en Afrique • **Jean-Pierre Olivier de Sardan** Le rejet de la France au Sahel : mille et une raisons ? • **Helmut Asche, Maria Grosz-Ngaté, Martin Harder, Christiane Kayser, Cornelius Oepen, Katja Werthmann-Kirsch** Après les coups d'Etat au Burkina Faso et au Mali • **Flaubert Djateng** Responsabilité et résilience • **Ulimwengu Biregeya Bernardin** À la racine du covidoscepticisme, le ping-pong des politiques et des scientifiques • **Kä Mana** L'homme congolais et sa société dans le miroir du coronavirus • **Nene Morisho, Josepha Kalubi, Sung Park et Martin Doevenspeck** Identiques mais différents : Une comparaison entre la maladie à virus Ebola et la Covid-19 après l'épidémie d'Ebola dans l'est de la RDC (2018–2020) • **Emmanuel Osuteye, Braima Koroma, Joseph Mustapha Macarthy, Sulaiman Foday Kamara, Abu Conteh** Lutte contre la COVID-19 en Sierra Leone : le rôle crucial des organisations communautaires face à une pandémie croissante • **Jean-Pierre Lindiro Kabirigi** COVID-19 : « Plus rien ne sera comme avant » ! • **WATHI No. 9** Les leçons de la crise de la COVID-19 en matière de gouvernance en Afrique de l'Ouest • **WATHI No. 8** Les leçons de la COVID-19 pour les économies d'Afrique de l'Ouest

